

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'INSTITUTIONNALISATION DES ORGANISATIONS DE MOUVEMENTS
SOCIAUX AU BRÉSIL. ANALYSE COMPARATIVE DE DEUX ORGANISATIONS DE
LUTTE À L'HABITATION À SÃO PAULO.

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
MARILYN BERGEVIN-ARMAND

FÉVRIER 2016

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.07-2011). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

D'abord et avant tout, je souhaite adresser mes remerciements les plus sincères aux personnes qui m'ont soutenue et encouragée dans ce processus de rédaction. Je tiens à remercier Julian Durazo-Herrmann, qui, en tant que directeur de mémoire, s'est montré ouvert, patient et à l'écoute tout au long de la réalisation de ce mémoire. Je dois aussi souligner l'énorme appui de ma famille et de mes amis durant ces années et dans les moments plus difficiles. Je tiens à remercier particulièrement mon oncle Louis Martin et ma tante Nicole Armand qui n'ont jamais arrêté leurs mots d'encouragements à toutes les étapes de rédaction. Je dois aussi adresser mes remerciements à mes ami(e)s qui m'ont soutenue, mais aussi permis de lâcher prise lorsque nécessaire. Je pense ici à Alia, Laurence, Charlie, Jules, Mélissa, Philémon, Célia, Simon et Guillaume. Un merci spécial aussi à mon amie Valentine et à son café la Petite cuillère, endroit où j'ai passé la majorité de mes journées durant les dernières années. Je tiens aussi à remercier spécialement une professeure, Anne Latendresse, qui m'a prise sous son aile pour le stage de maîtrise au Brésil et qui a continué à m'encourager durant ces années. Finalement, un dernier remerciement à ceux et celles qui m'ont aidée à corriger ce travail, je pense ici à Eva et à Julien. Encore une fois, merci à toutes et tous.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	vii
LISTE DES TABLEAUX.....	ix
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	xi
RÉSUMÉ	xv
CHAPITRE I	
INTRODUCTION : PROBLÉMATIQUE ET CADRE THÉORIQUE	1
1.1 Problématique.....	1
1.1.1 Mise en contexte.....	1
1.1.2 Revue de littérature.....	4
1.1.3 Problématique.....	11
1.2 Définition des concepts.....	12
1.2.1 Le concept d' « organisation »	12
1.2.2 Le concept de « mouvement social »	13
1.2.3 Le concept d' « institution »	15
1.2.4 Le concept d' « institutionnalisation »	17
1.3 Le cadre théorique	19
1.4 Hypothèse	20
1.5 Méthodologie.....	21
1.5.1 Les critères d'analyse.....	22
1.5.2 La structure du mémoire.....	24
CHAPITRE II	
CONTEXTE.....	27
2.1 Présentation historique.....	27
2.2 La religion et l'Église.....	33
2.3 L'État et la transition démocratique	40
2.5 La mobilisation et la marginalité	46
2.6 Présentation du problème d'habitation.....	50

CHAPITRE III	
LE CAS DU MTST	57
3.1 Historique.....	57
3.2 Structure	66
3.3 Autonomie.....	72
3.4 Actions et radicalisation.....	78
3.5 Conclusion	80
CHAPITRE IV	
LE CAS DU FLM	85
4.1 Historique.....	85
4.2 Structure	91
4.3 Autonomie.....	95
4.3.1 Planification intégrée de développement social	95
4.3.2 Participation populaire.....	97
4.3.3 Instruments de politique et de développement urbain	98
4.4 Actions	100
4.5 Conclusion	102
CHAPITRE V	
CONCLUSION	107
5.1 Financement.....	108
5.1.1 Conséquences du néolibéralisme	108
5.1.2 Secteur tertiaire	110
5.2 Autonomie.....	111
5.2.1 Divisions et fragmentation des organisations	111
5.2.2 Instrumentalisation des mouvements sociaux	112
5.3 Informalité.....	114
5.3.1 Organisation interne.....	115
5.4 Succès et échecs	116
5.4.1 Rapport à l'Église catholique	117
5.5 Rapport à l'État.....	117
5.5.1 Comparaison avec le Québec.....	118
BIBLIOGRAPHIE	123

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
1.1	Organigramme représentant les formes organisationnelles du MTST, élaboration de l'auteure avec les informations du MTST (MTST, 2013)68

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
1.1 Occupations du FLM.....	102

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

BRICA	Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud
CDHU	Companhia de Desenvolvimento Habitacional e Urbano (Compagnie de Développement Habitationnel et Urbain)
CEB	Communautés Ecclésiastiques de Base
CGTB	Central Geral dos Trabalhadores Brasileiros (Centrale Générale des Travailleur(e)s Brésilien(ne)s)
CMH	Conselho Municipal de Habitação (Conseil Municipal d'Habitation)
CNBB	Conferência Nacional dos Bispos do Brasil (Conférence Nationale des Évêques du Brésil)
CNUCED	Conférence des Nations-Unies sur le Commerce et le Développement
COBAP	Confederação Brasileira dos Aposentados e Pensionistas (Confédération Brésilienne des Retraités et Pensionnaires)
CSP	Central Sindical e Popular (Centrale Syndicale et Populaire)
CPT	Comissão Pastoral da Terra (Commission Pastorale de la Terre)
FIFA	Fédération Internationale de Football Association
FLM	Frente de Luta por Moradia (Front de Lutte pour l'Habitation)
FMH	Fundo Municipal de Habitação (Fond Municipal d'Habitation)

FMI	Fond Monétaire International
FNRU	Fórum Nacional da Reforma Urbana (Forum National de la Réforme Urbaine)
GCM	Guarda Civil Metropolitana (Garde Civile Métropolitaine)
HIS	Habitação de Interesse Social (Habitat d'Intérêt Social)
HMP	Habitação de Mercado Popular (Marché de l'Habitation Populaire)
ICMS	Imposto sobre Circulação de Mercadorias e Prestação de Serviços (Impôt sur la Circulation des Biens et Services)
MCMV	Minha casa minha vida (Ma maison, ma vie)
MMC	Movimento de Moradia do Centro (Mouvement d'Habitation du Centre)
MML	Movimento das Mulheres em Luta (Mouvement des Femmes en Lutte)
MMRC	Movimento de Moradia da Região Centro (Mouvement d'Habitation de la Région du Centre)
MST	Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra (Mouvement des Travailleur(euses)s Sans Terre)
MSTC	Movimento dos Sem-Teto do Centro (Mouvement des Sans-Toit du Centre)
MTST	Movimento dos Trabalhadores Sem Teto (Mouvement des Travailleur(euse)s Sans-Toit)
MUHAB	Movimentos Unidos pela Habitação (Mouvements Unis pour l'Habitation)

OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économique
ONG	Organisation non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations-Unies pour le Développement
PSB	Partido Socialista Brasileiro (Parti Socialiste Brésilien)
PSDB	Partido da social democracia brasileira (Parti de Social-Démocratie Brésilien)
PSOL	Partido socialismo e liberdade (Parti Socialisme et Liberté)
PSTU	Partido socialista dos trabalhadores unificados (Parti Socialiste des Travailleur(euse)s Unifié(e)s)
PT	Partido dos Trabalhadores (Parti des Travailleurs)
SMADS	Secretaria Municipal de Assistência e Desenvolvimento Social (Secrétariat Municipal d'Assistance et Développement Social)
SP	São Paulo
UGT	União Geral dos Trabalhadores (Union Générale des Travailleur(euse)s)
UMM	União dos Movimentos de Moradia do estado de São Paulo (Union des Mouvement d'Habitation de l'État de São Paulo)
ZEIS	Zona Especial de Interesse Social (Zone spéciale d'Intérêt Social)

RÉSUMÉ

Dans ce travail, nous désirons observer le processus d'institutionnalisation par lequel certaines organisations peuvent passer. Nous constatons qu'au Brésil, une grande problématique est l'accès à l'habitation et surtout à des conditions saines. Une panoplie d'organisations se créent afin de pallier et d'aider les gens dans le besoin. Dans le contexte brésilien post dictature et d'une montée importante du néolibéralisme dans les années 1990, nous voulons observer l'effet des institutions et du processus d'institutionnalisation par lesquels les organisations de lutte pour l'habitation sont influencés. Nous abordons la problématique de l'habitation en référence aux influences institutionnelles de l'État d'abord, mais aussi de l'Église catholique. Nous observons, par l'analyse comparative de deux organisations: le MTST et le FLM, que l'autonomie de ces organisations s'avère être relative, dans la mesure où l'indépendance ne s'avère pas toujours aussi facile, surtout en ce qui a trait au financement. Les occupations d'immeubles et de terrains nécessitent une organisation, souvent des communautés environnantes, et enfin un besoin d'argent pour coordonner le tout. Nous convenons de certaines limites de notre recherche du à l'accès à l'information, qui s'avère plus difficile que prévu. Tout de même, nous pouvons constater la différence et les divergences des multiples organisations sur le terrain. Parfois solidaires, elles s'avèrent toutefois toutes aussi importantes les unes que les autres, car à chacune leurs caractéristiques, elles amènent une perspective différente dans le même but que d'améliorer les conditions d'habitation brésiliennes.

MOTS-CLÉS : lutte pour l'habitation, institutionnalisation, mouvements sociaux, transition démocratique, Église catholique, MTST, FLM, organisations.

CHAPITRE I

INTRODUCTION : PROBLÉMATIQUE ET CADRE THÉORIQUE

1.1 Problématique

1.1.1 Mise en contexte

Dans le cadre de ce travail, nous voulons étudier le phénomène de l'institutionnalisation des organisations de mouvements sociaux brésiliens. Plus précisément, nous observons les organisations d'un mouvement bien connu au Brésil: celui de la lutte pour l'habitation. Ainsi, notre travail veut permettre l'analyse du processus d'institutionnalisation sur les organisations de mouvement social d'habitation au Brésil. Nous allons réfléchir à la présence de ces organisations et de leurs changements organisationnels.

Le phénomène reste toujours d'actualité et ses conséquences sont pour le moins encore considérables aujourd'hui. Avec un peu de recul sur le contexte de son apparition, pouvons-nous aujourd'hui poser les assises d'une réflexion concrète sur le phénomène de l'institutionnalisation et surtout par qui ou quoi est-elle effectuée et pour quelles raisons?

Nous avons sélectionné une des principales villes du Brésil pour notre étude: São Paulo. Le choix s'est arrêté sur cette ville, car elle constitue le plus grand centre urbain du Brésil. La lutte pour l'habitation est un phénomène assez répandu au Brésil,

mais nous croyons qu'étudier la ville de São Paulo nous permettra d'augmenter nos possibilités de recherche et de centraliser la problématique. Le développement des grandes métropoles et de l'appropriation capitaliste est souvent considéré comme la cause « de l'augmentation du chômage, de la précarité des relations de travail, du recul dans les politiques sociales, de la privatisation et de la marchandisation des services publics, ainsi que de l'augmentation des inégalités sociales » (Maricato, 2008, p. 187).

Guilherme Boulos est professeur et coordonateur national du MTST et du FRU (Front de résistance urbaine). Il explique que pour São Paulo, avec ses 20 millions d'habitants, c'est plus qu'une situation de « chaos », surtout sachant que la progression de la population s'est accélérée rapidement (Boulos, 2012, p. 25). Une des conséquences de ce développement « chaotique » est qu'une grande partie de la population se retrouve sans toit, ou sans installations d'habitation valables. Ce phénomène est appelé le déficit d'habitation et peut être mesuré de façon quantitative ou qualitative (Boulos, 2005, p. 13). Si l'on considère le nombre de familles sans toit au Brésil en 2008, donc le calcul quantitatif, le nombre s'élevait à 6 273 000 familles, équivalent à environ 10% de la population (Boulos, 2005, p. 14), dont 82,6% se retrouve dans les zones urbaines (Fondação João Pinheiro (FJP), 2007). Si l'on prend par contre, selon la mesure qualitative - maisons précaires ou « sans condition de base pour une vie digne » - le nombre équivaldrait plutôt à 15 307 000 familles, environ 53 millions de personnes, soit presque que le tiers de la population (Traduction libre. Boulos, 2005: 14). En 2010 déjà, le déficit s'accroît; il s'agit de 6 490 000 ménages sans toit, équivalent à 12,1% des domiciles du pays (FJP, 2010). Une des régions les plus touchées est le sud-est avec 38% du calcul, dont la moitié se retrouve dans l'État de São Paulo (FJP, 2010).

À São Paulo, il existe plusieurs organisations différentes de lutte pour l'habitation dont le but principal est l'amélioration des conditions d'habitation. Il faut faire une

distinction entre mouvement et organisation. Un mouvement est l'action collective qui regroupe plusieurs acteurs, dont des organisations. Par exemple, dans le mouvement environnementaliste, on retrouve OXFAM, Greenpeace, etc. Donc, les organisations sont des entités faisant partie parfois d'un mouvement social. Nous allons étudier deux organisations du mouvement de lutte pour l'habitation.

Le choix s'est arrêté sur deux organisations différentes et n'ayant pas le même « statut », car nous voulons représenter le plus possible la diversité des organisations dans ce milieu. D'abord, le MTST (Mouvement des travailleurs sans toit) et ensuite le FLM (Front de lutte pour l'habitation). Le MTST est un mouvement pour la lutte à l'habitation urbaine qui s'organise par et pour des travailleurs. L'organisation part du principe que cesdits travailleurs sans toit nécessitent une organisation qui les comprenne et qui les représente, qui travaille à partir du lieu de résidence, principalement dans les quartiers en périphérie de la ville. Le FLM se considère davantage comme un collectif d'action pour l'habitation qui réunit plusieurs représentants d'organisations autonomes. Cependant, le FLM possède sa propre structure et ses règles de conduite, qui font de l'organisation une entité à part entière. Il importe de noter que malgré notre volonté d'étudier de façon la plus représentative les organisations, nous avons dû choisir en fonction de leurs informations disponibles. Ce pourquoi nous avons priorisé les organisations qui ont eu, si petite est-elle, une place dans les médias brésiliens et possédant un site Internet accessible.

Ce projet permettra d'étudier non seulement la montée de l'institutionnalisation et ses influences, mais aussi les répercussions positives ou négatives du néolibéralisme dans l'histoire brésilienne. De plus, il est intéressant de pousser la réflexion sur la place des mouvements sociaux dans la période post-dictatoriale (de 1985 à aujourd'hui), car nous avons pu observer l'émergence de ce que plusieurs théoriciens en science sociale appellent les « nouveaux mouvements sociaux » (tels Karner, 1987; Lisboa, 1988;

Sherer-Warren, 1993). Afin de faire le tour de la question, nous allons observer dans la prochaine section les réflexions théoriques au sujet de l'institutionnalisation.

1.1.2 Revue de littérature

Le phénomène d'institutionnalisation n'étant pas nouveau, plusieurs auteurs se sont penchés sur la question, qu'il soit appliqué aux organisations, à la participation ou à l'action collective. Nous allons donc présenter dans cette partie les différentes approches et hypothèses amenées sur l'institutionnalisation. Issu de son projet de doctorat sur « le rôle des organisations non gouvernementales (ONG) et son inclusion dans le secteur tertiaire », Joana Aparecida Coutinho (2011) présente les effets d'une implantation de politiques néolibérales depuis la décennie 1990.

Dans son ouvrage, elle énumère les principaux changements dans les organisations (surtout non gouvernementales) depuis les années 1940 à aujourd'hui au Brésil. Elle précise que, depuis l'apparition d'un secteur tertiaire, est apparue l'idée de l'importance de la participation citoyenne pour la consolidation des institutions et, par le fait même, de la stimulation du développement de la philanthropie entrepreneuriale (Coutinho, 2011, p. 34). Un secteur tertiaire est défini comme un secteur entretenu par la société civile afin de remplir les responsabilités délaissées par l'État dans le secteur social (Coutinho, 2011, p. 33). Plus précisément, le secteur tertiaire est présenté comme une nouvelle forme de relation entre le public et le privé; il s'agirait d'un espace privilégié d'action qui existe en raison de la crise de l'État actuelle (Coutinho, 2011, p. 33).

Coutinho conçoit aussi les politiques de rapprochements des institutions internationales et nationales, surtout de types économiques (comme la Banque mondiale ou l'État) comme des processus de cooptation des mouvements sociaux

organisés (Coutinho, 2011, p. 76). En lien avec notre sujet, il nous semble pertinent de réfléchir sur la place des organisations de lutte dans un tel secteur, ainsi que de l'institutionnalisation dans un contexte de crise étatique, où une plus grande place serait laissée au marché.

D'autres auteurs comme Louis Guay se concentrent davantage sur les diverses « formes d'organisation et les modes d'actions collectives élaborés par les mouvements sociaux contemporains » (Guay, 2005, p. 1). Dans son ouvrage *Mouvements sociaux et changements institutionnels. L'action collective à l'ère de la mondialisation*, il s'intéresse au processus d'institutionnalisation de l'action collective. Pour lui aussi, « les mouvements sociaux sont cooptés par nombre d'institutions sociales constitutives d'une société donnée » (Guay, 2005, p. 21). À la différence de Coutinho, il explique la cooptation non pas seulement par le biais du financement et de leur relation aux institutions, mais aussi en raison des répertoires d'action qui sont imposés aux mouvements sociaux (Guay, 2005, p. 21). Il va donc insister sur les diverses conséquences qui peuvent surgir lorsque l'action collective se plie aux normes établies, comme l'alignement qu'ont tendance à avoir les mouvements sociaux sur les politiques et pratiques des institutions. Il est question principalement des institutions étatiques, mais aussi de celles religieuses, comme l'Église (Guay, 2005, p. 3 et 22).

Ce qui est intéressant aussi, c'est l'observation qu'il tient de l'action collective dans divers secteurs, villes ou pays du monde. Une grande partie de l'ouvrage traite de la cooptation des mouvements sociaux, de leur financement et autonomie ainsi que les apports institutionnels possibles. C'est dans la seconde partie de l'ouvrage qu'il traite plus particulièrement de l'institutionnalisation de l'action collective et de la récupération étatique. Il amène l'idée que l'institutionnalisation serait un des moyens afin de coopter les organisations au sein du régime étatique.

Guay et d'autres chercheurs, tels que P. Hamel, D. Masson et J-G Vaillancourt (2005), remettent en cause la présence de l'État dans les diverses formes d'action collective et se questionnent sur ses capacités à changer les pratiques institutionnelles. Ainsi, ils tentent de « mieux comprendre comment s'organisent les résistances [face à l'État] de la part des acteurs sociaux sur le terrain institutionnel lui-même, que ce soit à partir de la société civile ou en agissant au sein même de l'État » (Guay, 2005, p. 2). En lien avec notre recherche, quelle est la place des organisations de lutte pour l'habitation? Font-elles partie de ces nouveaux mouvements sociaux? Sont-elles victimes d'une récupération étatique? Quels sont les principaux types de résistances utilisés?

Dans une optique différente, Leonardo Avritzer et Zander Navarro se sont penchés sur la question de l'institutionnalisation de la participation populaire dans le budget participatif au Brésil. Ces deux auteurs, dans leur ouvrage *A inovação democrática no Brasil*, ont voulu observer le succès du budget participatif de Porto Alegre et d'en soulever les principales causes. Ce dernier repose selon eux sur quatre piliers: la démocratie, l'associativisme délibératif, les caractéristiques du dessin institutionnel ainsi que la capacité distributive du budget participatif (Avritzer, 2003, p. 29).

Pour Avritzer cependant, deux conditions sont importantes pour l'apparition des budgets participatifs: l'existence de pratiques associatives antérieures et l'incorporation des pratiques préexistantes, comme les assemblées, dans le dessin institutionnel participatif (Avritzer, 2003, p. 17). Toutefois, il indique que c'est « le format institutionnel de collaboration entre l'État et la société civile qui détermine un changement significatif dans la nature des pratiques politiques » (Traduction libre. Avritzer, 2003, p. 306). De plus, il insiste sur le fait que le budget participatif est une nouvelle institution, innovatrice et possédant un potentiel pour les citoyens, l'administration et les politiques de diverses formes, car elle permet une transformation sociale plus grande, elle est une institution démocratique et elle

permet le débat public (Avritzer, 2003, p. 83). Les auteurs présentent ainsi dans leur ouvrage une vision différente des institutions et de l'institutionnalisation de la participation. Ayant des effets néfastes sur la participation, ils insistent tout de même sur les effets positifs qui font du budget participatif un succès au Brésil.

Le budget participatif est l'un des exemples d'une institutionnalisation de la participation citoyenne. Si l'on prend notre cas d'étude, soit les organisations de lutte pour l'habitation, n'y aurait-il pas des ressemblances ou dissemblances entre la participation au sein de ces organisations et celle au sein des assemblées pour le budget participatif? Est-ce que les processus décisionnels se ressemblent? Qu'en est-il de la relation avec les institutions comme l'État?

Dans un second ouvrage, Leonardo Avritzer observe le processus de démocratisation de l'espace public et l'institutionnalisation du politique. Il veut revoir les préjugés de la démocratisation, souvent perçus comme une pratique sociétale en besoin d'institutionnalisation. Il argumente dans son texte que « democratization is the result of transformations at the public level and that full democratization is the capacity to transform new practices from a societal innovation into a public form of decision-making » (Avritzer, 2002, p. 5)

Ce qui nous intéresse particulièrement dans son texte, c'est qu'il renverse les réflexions de l'institutionnalisation et, au lieu de présenter les effets de l'institutionnalisation sur les mouvements sociaux, il resitue le débat sur un autre besoin, peut-être même plus urgent, de la société. Il argumente ainsi que

the central challenge facing current Latin American democracies does not come from a contradiction between mobilization and institutionalization but from the dissociation between a more open, egalitarian public space and other, more traditional means of gaining control over and using the administrative state apparatus » (Avritzer, 2002, p. 6).

Suivant ce principe, il existerait une tension entre la démocratie et les organisations sociales qui impliquent certaines conditions, comme les redevances, la transparence, le respect des droits et des pratiques démocratiques, et impliquerait ainsi une compétition politique auprès des groupes organisés et de l'État (Avritzer, 2002, p. 6).

Dans cette optique, les tensions qui persistent entre un espace public ouvert et égalitaire et une société politique hiérarchique peuvent mettre en danger la démocratie en elle-même (Avritzer, 2002, p. 6). Dans un même ordre d'idée, y a-t-il des liens entre la société civile qui s'organise, qui s'assemble dans le but de lutter pour un objectif commun et la participation au sein d'une organisation de lutte? Est-ce que les tensions de la société civile se ressemblent au sein d'une organisation de mouvement social? Existe-t-il les mêmes dangers qu'une société politique organisée comme l'État et une organisation de lutte à l'habitation?

Flavia Freidenberg et Steven Levitsky proposent dans leur article (Freidenberg, Levitsky, p. 2006) une vision différente des institutions. Leur approche concerne plutôt l'informalité versus la formalité auprès des institutions. Ce faisant, ils abordent dans leur texte les institutions informelles et l'organisation des partis politiques en Amérique latine. Ils vont ainsi observer les organisations formelles et informelles en Argentine et en Équateur qui prennent davantage de place sur la scène publique. Les principales différences se situent dans le comportement électoral et législatif, dans la sélection des candidats et dans l'adaptation aux changements environnants (Freidenberg, Levitsky, 2006, p. 79). Ainsi, ils vont développer des indicateurs de formalité et d'informalité utilisés dans neuf domaines de la vie du parti : les règles internes et les procédures; le *locus* d'autorité et la prise de décision; la centralité des partis bureaucratiques; l'organisation locale et l'intégration ou autonomie des sous-unités; les frontières organisationnelles; la hiérarchie du parti; le *membership* et les obligations; les organisations auxiliaires; et les finances. (Freidenberg, Levitsky, 2006, p. 179-187).

Leur principal argument est qu'il faut réintroduire la notion d'informalité dans l'analyse des partis organisationnels, dans le sens où il faut prendre en compte les différents facteurs d'informalité afin d'effectuer une analyse plus représentative des organisations de partis aujourd'hui. D'abord, parce que l'informalité influence le mode fonctionnement et ensuite parce que les partis informels affectent la qualité de la démocratie (Freidenberg, Levitsky, 2006, p. 198). Un élément intéressant apporté dans la conclusion de l'ouvrage collectif est qu'il faudrait non seulement analyser l'informalité des institutions, mais surtout la manière dont les acteurs peuvent influencer ladite institution, principalement lorsque le contexte est représenté par les régimes peu institutionnalisés et où les stratégies demeurent politiques: « In this perspective, the focus would be not so much on the *institutions* themselves (formal an/or informal) but on *how* actors “within” these institutions behave, and how they strategically shift according to varying contexts » (O'Donnell, 2006, p. 287). Cette analyse nous aide dans la mesure qu'elle sert de guide sur lequel prendre en compte lors de notre analyse de cas. Elle permet d'inclure des éléments d'informalité nécessaires à l'analyse réaliste d'une organisation de lutte au Brésil, où l'informalité est partie prenante de la vie des citoyens.

Nous avons choisi de traiter l'institutionnalisation des organisations des mouvements sociaux principalement grâce à l'approche de Louis Guay. Comme il l'explique, « les mouvements sociaux ont souvent pris l'enjeu des conditions de vie comme objet de revendication [et] les mouvements urbains et régionaux en sont la preuve [...] leurs revendications concernaient aussi l'élaboration des politiques publiques, tant pour en démocratiser la définition et la gestion que pour faire changer d'une manière fondamentale les pratiques institutionnelles qui y sont rattachées » (Guay, 2005, p. 3). Hamel et Silvestro remarquent qu'il existe une remise en question des institutions dans la modernité avancée : « Dès lors, on ne peut plus concevoir les mouvements sociaux et leurs acteurs dans un strict rapport d'extériorité aux institutions. Il faut

plutôt parler d'expérimentation et de rapports conflictuels au sein des institutions » (Hamel, Silvestro dans Guay, 2005, p. 95).

C'est à partir de cette approche que nous voulons observer le changement auprès des organisations du mouvement d'habitation au Brésil, à partir d'une institutionnalisation qui n'est pas un phénomène bidirectionnel, mais co-constitutionnel. De plus, les différentes formes d'organisations et les répertoires d'action présentés dans son ouvrage nous seront utiles afin de situer nos cas d'étude dans un ensemble plus large qu'est le mouvement d'habitation. Toutefois, il importe de préciser que nous ne rejetterons pas complètement les autres analyses. Dans l'approche de Coutinho, nous allons reprendre l'idée du secteur tertiaire, nouvel espace qui devient majeur dans l'analyse des relations entre l'État et la société civile. Par contre, nous n'allons pas retenir l'analyse qu'elle fait sur les politiques des institutions internationales, afin de minimiser les possibilités d'égarement dans notre travail.

Pour ce qui est de l'ouvrage d'Avritzer et de Navarro, nous sommes conscientes que l'approche positive de l'institutionnalisation de la participation populaire peut nous permettre de balancer notre analyse. C'est pourquoi nous croyons nécessaire de garder les conclusions qu'ont effectuées ces deux auteurs sur les processus populaires issus du budget participatif au Brésil. Ensuite, le texte sur l'institutionnalisation du politique et de la démocratisation de l'espace public d'Avritzer (2002) nous semble nécessaire afin de mettre en contexte les problèmes démocratiques récurrents dans notre société. Toutefois, nous n'allons pas entrer dans les détails, car son analyse s'écarte de notre sujet. Nous reprendrons donc les grandes lignes de son argumentation afin de mieux situer le débat sur les tensions entre l'État et la société brésilienne.

Finalement, nous utiliserons les indicateurs d'informalité versus de formalité présentés par Freidenberg et Levitsky. Nous croyons important de garder l'aspect informel dans notre analyse des organisations, principalement pour le cas brésilien.

De plus, nous voulons aussi pousser la réflexion dans notre conclusion sur les diverses influences possibles qu'ont les acteurs sur les institutions.

Il est à noter que nous avons choisi de mettre l'accent sur l'institutionnalisation ainsi qu'une littérature qui privilégie l'institutionnalisme historique et les limites qui en découlent, dans le sens où nous avons porté moins d'attention à certains aspects de la littérature sur les mouvements sociaux. Nous avons décidé d'utiliser exclusivement cette perspective comme une façon de nous repérer dans l'immense champ des études des mouvements sociaux. Ainsi, notre angle d'analyse se concentre principalement sur un institutionalisme spécifique, celui historique ou aussi appelé le néo-institutionnalisme afin de préciser notre mode de recherche.

1.1.3 Problématique

Malgré les multiples organisations qui existent au Brésil et plus particulièrement à São Paulo, le mouvement ne parvient pas à obtenir de changements concrets dans la situation d'une énorme partie de la population brésilienne. Il faut comprendre que la part de la population vivant dans des conditions insalubres d'habitation totalise un(e) brésilien(ne) sur trois (Boulos, 2012, p. 14). Le déficit habitational au Brésil atteint 6 940 000 unités d'habitation en 2010, dont 85% dans la zone urbaine (Benevides, 2014).

Pourquoi en est-il ainsi? Comment se fait-il que malgré le nombre important d'organisations ayant le même objectif, elles ne parviennent pas à obtenir une transformation dans les politiques publiques? Le mouvement social de lutte pour l'habitation est l'un des plus importants du Brésil. Comment se fait-il qu'il soit si freiné dans leur visibilité et leurs concrétisations? Dans la prochaine section, nous tentons de définir les concepts qui seront utilisés dans notre analyse. Il n'existe pas pour ces

termes une définition exhaustive, ce pour quoi nous spécifions que nous présentons une définition qui explique le plus possible l'argument que nous voulons avancer.

1.2 Définition des concepts

1.2.1 Le concept d' « organisation »

Tout d'abord, l'organisation est une entité matérielle qui possède un ensemble de logiques et une personnalité légale. Il s'agit de l'acteur des pratiques sociales. Pour nous, une organisation est un collectif regroupé de façon formelle afin de s'aligner à un objectif commun. Ajoutons à cette définition un point que Weber a apporté: une organisation est « un ensemble d'individus et de moyens en vue d'une fin », les objectifs étant déterminés par un ou plusieurs des membres de l'organisation (Weber, 1922/1971, p. 49).

Ceci est un point important à noter, car l'organisation que nous traitons dans ce travail n'est pas sans objectif commun, soit la lutte pour l'habitation. Nous utilisons aussi l'ouvrage de Coutinho sur les ONG et les politiques néolibérales au Brésil pour préciser notre définition. Elle explore dans son texte les différentes formes d'organisations, comme les ONG, les organisations *grassroots*, les organisations de type plus traditionnel, etc., et tente quelques définitions. Cependant, elle insiste sur le fait que son objectif principal n'est pas d'en faire la liste complète et exhaustive, mais plutôt de montrer les principales différences entre une organisation non gouvernementale (ONG) et les organisations traditionnelles.

Son texte reste pertinent pour nous dans la mesure où il nous permet de voir les différences générales. L'auteure présente plusieurs définitions dont celle de Etzioni (1989) qui définit une organisation comme des « unités sociales qui cherchent à

atteindre certains objectifs » (Traduction libre. Coutinho, 2011, p. 67) ou celle de Drucker (1997) qui la définit comme « un groupe humain composé de spécialistes qui travaillent ensemble sur une tâche commune » (Traduction libre. Coutinho, 2011, p. 67). Ceci étant, Drucker part des références wébériennes pour faire état des différences entre une ONG et une organisation traditionnelle. Ainsi, pour Drucker, une organisation nécessite une « gestion » et que désormais, dans le secteur tertiaire se trouve des « organisations communautaires autonomes » (Coutinho, 2011, p. 68).

1.2.2 Le concept de « mouvement social »

Un mouvement social est difficile à définir en soi, car les caractéristiques qui le constituent, si nous les observons de plus près, sont difficiles à saisir. Nous nous référons à Cefaï pour la définition, car il présente dans son texte, non pas seulement une définition concrète du mouvement social, mais il soulève aussi toutes les complexités qui s'y trouvent. Nous adoptons donc la définition qui stipule qu'« un mouvement social est une action collective qui est orientée par un souci du bien public à promouvoir ou d'un mal public à écarter, et qui se donne des adversaires à combattre, en vue de rendre possibles des processus de participation, de redistribution ou de reconnaissance » (Cefaï, 2007, p. 15).

Comme le souligne Cefaï, il est difficile dans cette définition de bien expliquer ce qu'est un bien ou un mal public, en plus de définir la notion d'espace public. Toutefois, nous étudierons un mouvement social qui ne se limite pas à des revendications particularistes, mais prétend viser des biens qui soient profitables au plus grand nombre, sinon à tous. Il est animé par un souci de liberté politique ou de justice sociale, d'égalité des chances et de lutte contre l'indécence, de redistribution des richesses ou de reconnaissance des différences » (Cefaï, 2007, p. 15). Cependant, il importe de préciser que les discussions sur les intérêts des individus au sein d'une

organisation restent mitigées. Dans *La logique de l'action collective* (1978), Mancur Olson, se questionne sur la priorité des individus au sein d'organisations, que ce soit les intérêts communs ou individuels et surtout à savoir si la recherche d'un bien collectif est possible pour un groupe et si les avantages sont plus nombreux qu'individuellement. Il en vient à la conclusion que

Dans certains cas, on peut s'attendre à ce que le bien collectif ou public soit obtenu; dans d'autres on peut être certain (à moins d'incitations sélectives) qu'il ne le sera pas; et il est encore d'autres où les deux sont également possibles. Quoi qu'il en soit, la taille est un des facteurs décisifs pour déterminer si la recherche volontaire, rationnelle de l'intérêt individuel peut ou non provoquer un comportement de groupe. Les petits groupes défendront mieux leurs intérêts communs que les grands. (Olsen, 1978, p. 67).

Mais, quels sont ces mouvements sociaux? Louis Guay apporte une réflexion très intéressante sur la catégorisation des mouvements sociaux. En effet, « les mouvements sociaux sont-ils des acteurs concrets, comme plusieurs analystes ou observateurs le tiennent trop aisément pour acquis, ou avons-nous plutôt affaire à un concept, comme certains, beaucoup moins nombreux, le soutiennent à grands cris répétés (Touraine, 1978, 1984, 1992; Melucci, 1989, 1994, 1995; Maheu, 1995b)? » (Guay, 2005, p. 15).

Plus précisément, il est difficile de réduire les mouvements sociaux à une période précise dans un espace social particulier, car ils renvoient non pas seulement à un acteur social, mais aussi à un construit théorique. Dans le sens où il peut être possible d'observer tangiblement les traces concrètes laissées par les mouvements sociaux. Pour pouvoir réellement observer les effets d'un mouvement social, nous croyons nécessaire un certain recul, l'espace temps permettant de mieux comprendre les actions et ses répercussions dans un contexte donné. Ces traces ne seront toutefois pas toujours univoques et claires à observer. Ce pourquoi pour Louis Guay, il importe de « maintenir une tension conceptuelle et analytique constante entre le mouvement social, en tant qu'acteur concret, et le mouvement social, en tant que construit

théorique » (Guay, 2005, p. 17). Il explique que pour ce faire, il faut reconnaître aussi bien la portée normative que la portée totale que le concept porte sur le social en lui-même. Ainsi, il propose de « reconnaître ces attributs de toute analyse et récits écrits à l'aide de ce concept, mais aussi savoir en contrôler l'étendue, la signification et l'impact » (Guay, 2005, p. 17).

1.2.3 Le concept d' « institution »

Ensuite, nous pouvons définir l'institution en la comparant à une organisation. L'institution est une organisation, mais qui a subi un changement dans son caractère législatif et au niveau de sa puissance. Selon le lieu ou le pays, une institution peut détenir une législation propre à son instance et cela entraîne contraintes et avantages. Elle subit aussi un changement en terme de puissance et de pouvoir; une institution possède une notoriété qui lui est propre. Comme nous allons le voir, les théoriciens peinent à s'entendre sur une seule et même définition d'institution. Pour les contraintes de temps et d'espace de ce mémoire, nous avons opté pour une définition inspirée du néo-institutionnalisme historique. À l'origine, ce sont plutôt les théoriciens du béhaviorisme ou des théories du comportement qui définissent l'institution comme une arène comprenant des comportements politiques et dirigés davantage par des facteurs fondamentaux. Cependant, et c'est ce qui nous intéresse ici, d'un point de vue normatif, « ideas that embedded morality in institutions, such as law or bureaucracy, and that emphasized citizenship as a foundation for personal identity, have given way to ideas of moral individualism and an emphasis on conflicting interests. » (March, Olsen, 1984, p. 734).

L'institution ne serait donc pas qu'une arène où se décident et s'inscrivent les décisions politiques, mais aussi une instance morale qui contraint par son état les individus qui la constituent. Il existerait donc au sein de l'institution des acteurs

capables d'influencer l'institution, qui par la suite, contraindrait les individus en son sein. Les institutions, au même titre que les systèmes politiques, sont « constituées d'un nombre (souvent important) d'acteurs élémentaires. [...] Les préférences et les pouvoirs des acteurs sont exogènes au système politique, dépendant de leurs positions dans les systèmes économique et social » (March, Olsen, 1984, p. 735). Elle est cependant influencée par des acteurs ayant des motivations extérieures et propres à chacun. Par exemple, l'Église est influencée et régie par des acteurs ecclésiastiques, tels que le pape et certains évêques. Pourtant, plusieurs églises sont considérées comme des institutions, mais elles possèdent différentes caractéristiques dues à leurs différentes orientations.

De plus, l'institution possède une autonomie qui lui est propre dans le rôle qu'elle joue et dans ses actions. Elle n'est pas que le « miroir des forces sociales » (March, Olsen, 1984, p. 739). Cependant, il importe de préciser qu'elle ne peut sortir de son carcan d'institution pour agir dans les autres sphères. Elle est régie par ses propres règles, ce qui lui assure, d'une certaine façon, une crédibilité d'action.

Un autre élément qu'il importe de souligner ici est que nous considérons l'institution comme une arène et un acteur en même temps. Theda Skocpol amène une conception intéressante de l'État, dans la mesure où il est considéré comme une macrostructure. Il n'est plus qu'une simple arène, mais aussi « un ensemble d'organes administratifs, policiers et militaires, coiffés et plus ou moins bien coordonnés par un pouvoir exécutif. Tout État extrait d'abord et fondamentalement des ressources de la société et les affecte à la création et à l'entretien d'appareils coercitifs et administratifs » (Skocpol, 1984, p. 54). Comme Hamel le présente aussi dans l'ouvrage collectif de Louis Guay, « le terrain institutionnel devient le lieu privilégié de la reconnaissance sociale, en même temps qu'il constitue un espace de débat public où s'expriment et se redéfinissent les rapports de domination, à partir de la possibilité, pour les acteurs

sociaux, de manifester leur appartenance et de faire des choix qui engagent les finalités des institutions » (Hamel, Silverstro dans Guay, 2005, p. 95).

1.2.4 Le concept d' « institutionnalisation »

D'abord, avant même le début de nos lectures, certaines questions nous apparaissaient primordiales. Lorsque nous voulons traiter de l'institutionnalisation des organisations de mouvements urbains de lutte pour l'habitation, de quoi s'agit-il? Qu'est-ce que le phénomène d'institutionnalisation? Si nous voulons analyser ce phénomène à la lumière d'organisations dans un mouvement spécifique urbain de lutte à l'habitation, il nous faut comprendre ce que cela constitue et quelles en sont les conséquences. Lorsqu'on parle d'institutionnalisation, on parle d'un processus par lequel une d'organisation devient, ou est en voie de devenir une institution.

Dans ce processus, il est récurrent d'observer chez les auteurs la terminologie liée au financement. Elle permettrait une certaine autonomie, critère important pour la liberté de certaines organisations. Julie Fisher explique dans son ouvrage que la clé pour les organisations non gouvernementales en politique apparaît comme l'autonomie organisationnelle: « Precisely because some organizations are far more autonomous than others, overall characterizations of independent - public sector relationship should be treated with caution, even within one country » (Fisher, 1998, p. 76). Comme nous allons le voir plus tard (dans la section « Les critères d'analyse »), d'autres facteurs doivent être pris en compte dans le calcul d'une institutionnalisation, tels que les types d'action, le rapport aux autres institutions ou le caractère informel d'une organisation. Aussi, comme Cefaï (2007) ajoute, il faut contextualiser le processus en observant les formes organisationnelles, la conscience des acteurs dans l'action ou dans l'organisation, l'espace et le temps, le statut juridique et même les

visées et intérêts. Ceci étant, nous y reviendrons plus en détail plus tard dans ce travail.

D'autre part, souvent, l'institutionnalisation est décrite comme ayant une forte crédibilité et portée, tant nationale qu'internationale. Sans vouloir rentrer dans les débats entre institutionnalisation et bureaucratisation, nous considérons une organisation qui s'institutionnalise lorsqu'elle remplit la majorité des critères présentés dans la suite de ce projet, nous y reviendrons plus tard. Pour mieux comprendre les effets de cette institutionnalisation, il nous faut considérer le phénomène dans son contexte.

La montée de l'institutionnalisation s'est effectuée vers la fin des années 1980, peu après le début de la transition démocratique au Brésil. Comment a-t-elle pu s'y faire et sous quelles conditions? Le tournant néolibéral du Brésil aurait lui aussi influencé l'État et les mouvements sociaux. Mais comment? Dans le texte de Navarro, il est question de nouveaux mouvements sociaux, créés suite à la fin du régime militaire dictatorial. Il indique une nouvelle phase - suite au développement intense des années 1970 - principalement à partir des années 1980, celle dans laquelle s'inscrivent les nouveaux mouvements sociaux (Navarro, 2003, p. 110).

Ensuite, lorsque nous mettons en relief le phénomène d'institutionnalisation et les acteurs impliqués, d'autres réflexions apparaissent. Quelles sont les conséquences d'une institutionnalisation sur les organisations de mouvements sociaux? Comment fonctionne l'institutionnalisation? Est-elle régulière? Est-ce qu'un rapprochement entre les institutions, que ce soit l'État ou l'Église avec les organisations peut engendrer une cooptation ou une transformation des organisations? Navarro explique qu'il existe une tendance à vouloir institutionnaliser la participation populaire et qu'il serait nécessaire de créer une sphère publique réellement autonome pour le processus de démocratie délibérative (Navarro, 2003, p. 99).

Il donne l'exemple du budget participatif de Porto Alegre qui devient un espace pour l'État afin d'utiliser la participation populaire et de participer à l'instrumentalisation électorale de cette nouvelle instance. Il explique que cela est dû entre autres à une nouvelle tendance d'exiger une participation dans divers projets du politique afin de garantir l'efficacité, l'effectivité et la durabilité. De ce fait, cette participation de la société civile est amenée à servir les intérêts des partis électoraux et de l'État. Cependant, pour Navarro, cette institutionnalisation permettrait une autonomie aux organisations du secteur tertiaire et ainsi, elles pourraient contrebalancer le poids de l'État dans les décisions de la sphère sociale (Navarro, 2003, p. 99).

1.3 Le cadre théorique

Dans l'ouvrage de Louis Guay, plusieurs chapitres nous seront utiles pour consolider notre cadre théorique. D'abord, l'article de Hamel et Silvestro nous permet de situer notre approche des mouvements sociaux et des institutions. Avec leur analyse d'un cas montréalais, nous pouvons ressortir certains éléments d'analyse dans le processus d'institutionnalisation tels que le protocole de financement et la gestion des fonds, la structure décisionnelle, les outils gouvernementaux destinés au contrôle du développement et les capacités d'intervention (Hamel, Silvestro dans Guay 2005, p. 101-106).

Le contexte historique et politique du Brésil étant totalement différent, comment pouvons-nous appliquer cette approche à la situation des organisations de São Paulo? Le second chapitre du même ouvrage qui nous sera utile est celui de Barbara Thériault intitulé *La "politique d'institutionnalisation": le discours des églises protestantes et catholiques en Allemagne de l'Est après le changement politique radical* ». L'article tente de démontrer le pouvoir de la "politique d'institutionnalisation", c'est-à-dire « comment les acteurs institutionnels tentent, dans

leurs interactions, de manipuler les définitions et les normes de vertu afin de modifier ou, le cas échéant, de maintenir les institutions » (Thériault dans Guay, 2005, p. 274). Pour l'auteure, « le conflit qui a opposé les acteurs religieux après la réunification des Églises est un conflit entre institutions au sujet de la légitimité et des critères à institutionnaliser, à réinstitutionnaliser et à désinstitutionnaliser » (Thériault dans Guay, 2005, p. 279).

Dans l'ouvrage de Cefaï, c'est principalement ses questions sur les définitions de mouvement social et d'action collective qui nous ont guidés afin de créer notre cadre d'analyse. Sans vouloir trop se positionner, il instaure une liste de questionnements essentiels: qu'en est-il de l'espace et du temps, des formes organisationnels, du rôle du droit en matière de formalisation et d'institutionnalisation, des visées et objectifs et des collectifs? Ils seront importants pour la compréhension des problématiques des définitions, en différenciant d'abord l'action collective du mouvement social, en présentant les assises des théories (comportements collectifs, choix rationnel, etc.) et en présentant les nouveaux mouvements sociaux et la sociologie culturelle (Cefaï, 2007). Qui plus est, il propose une série de réflexion qui pourra manifestement aider à la structure de notre position. Dans les prochains paragraphes, nous présenterons les différents concepts qui structurent notre travail ainsi que les principaux thèmes considérés.

1.4 Hypothèse

Nous en venons à penser que, malgré le fait que l'institutionnalisation peut être bénéfique dans certains cas pour les organisations, il semble que ce phénomène correspond davantage aux intérêts des plus grandes institutions sociales, telles que l'État et l'Église. Nous croyons que l'institutionnalisation serait une forme d'instrumentalisation et/ou de cooptation des organisations de mouvements sociaux

afin de tirer profit de la participation citoyenne. Afin de vérifier cette hypothèse, nous rappellerons dans un premier temps les différents critères d'une institutionnalisation. Dans un second temps, nous analyserons trois cas afin d'identifier, s'il y a lieu, les particularités et les conséquences d'une institutionnalisation sur une organisation. Finalement, nous reviendrons sur notre hypothèse en comparant les données recueillies et en questionnant le cadre et notre méthode d'analyse.

1.5 Méthodologie

Dans notre travail, nous allons utiliser deux types de sources. Notre principale recherche s'effectue par les sources secondaires, comme les monographies, afin de créer notre cadre d'analyse et notre appareil conceptuel. Grâce à ces sources secondaires, nous pouvons procéder à une analyse de données, sur la base des critères de recherche présentés ci-bas.

Nous utiliserons aussi des documents primaires, comme les archives et les médias (voir Annexe I) pour étudier l'application des critères aux deux organisations présentées plus haut dans ce document, soient la conscience des acteurs dans les actions posées ou au sein de l'organisation; l'espace et le temps; les formes organisationnelles; le statut juridique; les visées et intérêts collectifs; l'autonomie organisationnelle; les types d'actions; le rapport aux institutions et/ou aux autres organisations; et les indicateurs de formalité/informalité. Ainsi, nous pourrions procéder à des rapports de données entre les diverses organisations. L'analyse portera donc sur une présentation de ces informations et une comparaison entre elles afin d'en soutirer le maximum d'informations. Un travail de terrain aurait été utile, notamment en raison de l'absence d'information, cependant nos contraintes de temps et d'argent ne nous ont pas permis de le faire.

Le cadre théorique nous permettra de partager une analyse sur la base de critères énoncés, et ce, pour chaque organisation étudiée. Il nous permet entre autres une rigueur pour l'application et la réflexion des caractéristiques du processus d'institutionnalisation. De plus, le cadre théorique permet de problématiser l'objet de notre étude en jouant le rôle de référentiel pour notre analyse. Afin d'enrichir notre analyse, nous appliquerons ce cadre à chacune des organisations et nous interpréterons les différentes conclusions afin d'en soulever une conclusion commune. Il nous importe aussi de réfléchir sur le cadre en tant qu'outil pour notre analyse et d'en soulever les forces et faiblesses.

1.5.1 Les critères d'analyse

Nous avons élaboré, grâce à notre revue de littérature (Cefaï, 2007; Fisher, 1998; Thériault dans Guay, 2005; Guay, 2005; Tilly, 2008) certains critères afin d'observer le processus d'institutionnalisation dans les organisations. Pour ce faire, il importe de vérifier l'état actuel et passé des organisations ainsi que leur évolution dans le temps. Nous avons d'abord utilisé les indicateurs que propose Cefaï sur l'action collective. Nous trouvons pertinents les questionnements qu'il soulève sur la définition d'une action collective. Ces mêmes questionnements pourront nous être utiles dans l'observation des différentes organisations de mouvements sociaux. Nous pourrions à l'aide de ces critères observer leur compte-rendu, procès verbaux, articles, actualités, etc.

Le premier est la conscience des acteurs dans les actions posées ou au sein de l'organisation. Donc, comment les acteurs agissent en tant que groupe, comment fonctionne le procédé décisionnel, etc. Le second constitue l'espace et le temps, à savoir où se trouvent les organisations, dans quel contexte, à quel moment, dans quel quartier et veiller à prendre en considération les périphéries pour la ville de São

Paulo. Ensuite, il y a les formes organisationnelles, ou plutôt se questionner sur les différents types de structures organisationnelles, telles que hiérarchique, fonctionnelle, décentralisée, etc. Par la suite, quel est le statut juridique, s'il y a lieu, de l'organisation? Finalement, quelles sont les visées et intérêts collectifs, quel sont les buts de l'organisation et ceux des membres qui y participent?

Cependant, nous trouvons que ces éléments, bien qu'instructifs sur l'action collective d'une organisation, ne nous permettent pas de cibler toute la complexité du phénomène d'institutionnalisation. Nous avons ainsi trouvé, chez divers auteurs, des éléments qu'il ne faut pas omettre de prendre en compte lors de l'analyse de l'organisation en question. D'abord, nous observerons le critère de l'autonomie organisationnelle (Fisher, 1998; Thériault dans Guay, 2005), à savoir s'il existe des possibilités d'actions indépendantes ou de décision versus la structure. Nous aimerions étudier les affiliations, s'il y a lieu ainsi que les différents éléments ajoutés à leur site web respectif, comme les liens vers d'autres organisations.

Ensuite, quels sont les types d'actions (Guay, 2005; Tilly 2008)? Comment procèdent-ils? Ont-ils une liberté d'action, une certaine forme d'indépendance ou même d'illégalité dans leurs actions?

Troisièmement, comment fonctionne le financement (Fisher, 1998; Guay, 2005)? Nous voulons observer s'il y a lieu les subventions gouvernementales ou privées, ou simplement, comment ils font pour survivre et s'organiser.

Ensuite, qu'en est-il du rapport aux institutions et/ou aux autres organisations (Guay, 2005; Cefai, 2007)? Il serait pertinent ici de voir si ces organisations ont un lien avec d'autres, autres des affiliations et de voir les actions antécédentes avec ou sans relation avec d'autres.

Aussi, s'il est possible, nous voudrions soulever les différents succès ou échecs des organisations étudiées. De plus, il est certain que de relever les éléments possibles

d'un passage à la bureaucratisation nous serait utile, surtout dans la mesure où une organisation présenterait davantage une bureaucratisation de sa structure plutôt qu'une institutionnalisation comme telle.

Enfin, nous voulons intégrer dans notre analyse les critères de l'informalité organisationnelle. Nous croyons, principalement après nos lectures sur les mouvements sociaux brésiliens, que le caractère informel d'une organisation peut jouer sur sa structure, sa portée de ses actions ainsi que sur son rapport avec les autres acteurs.

Ainsi, nous allons reprendre les indicateurs de formalité/informalité présentés par Freidenberg et Levitsky (2006) tels que les règles internes et les procédures; le *locus* d'autorité et la prise de décision; la centralité des partis bureaucratiques; l'organisation locale et l'intégration ou autonomie des sous-unités; les frontières organisationnelles; la hiérarchie du parti; le *membership* et les obligations; les organisations auxiliaires; et les finances (Freidenberg, Levitsky, 2006: 179-187).

1.5.2 La structure du mémoire

Notre mémoire sera structuré en cinq principaux chapitres. Le présent et premier chapitre présente notre problématique et la revue de littérature, nos concepts et nos critères, notre approche et notre méthodologie, ainsi que notre hypothèse. Dans le second chapitre, nous allons d'abord faire une brève présentation historique de la problématique. Nous voulons approfondir le sujet en élaborant sur les trois thématiques énoncées plus haut, telles que la religion et l'Église, l'État et la transition démocratique, les mobilisations et la marginalité. Finalement, nous voulons y inclure une présentation large du problème d'habitation au Brésil et à São Paulo. Au Brésil, il

existe une clause dans la Constitution qui exige que les terres remplissent une fonction sociale. Cette clause permet aux organisations de lutte pour l'habitation ou à la terre de défendre l'idée selon laquelle ce sont les spéculateurs immobiliers qui sont dans l'illégalité face à la constitution. Cet affront constitutionnel importe, car il peut amener un argumentaire pertinent et légitime aux organisations. Occuper n'est plus un crime, mais un droit. Avec la Constitution de 1988, les municipalités sont désormais chargées de la responsabilité de veiller à ce que les propriétés et les terres remplissent leurs fonctions sociales et ce, mêmes si elles sont privées. Il est désormais d'ailleurs légal selon la législation d'effectuer des occupation dans le cas où l'immeuble ou la terre n'effectuerait pas sa fonction sociale, comme les immeubles vides le font.

Ensuite, dans les prochains chapitres, nous appliquerons notre cadre d'analyse aux différents cas d'étude. Nous voulons ainsi réfléchir sur le protocole de financement et de la gestion des fonds apportés dans l'ouvrage de Louis Guay. Ces approches permettent de voir l'application de son propre cadre d'analyse sur d'autres cas semblables, mais distincts. De plus, nous voulons soulever les principaux critères de Cefaï dans l'étude de cas et ceux consolidés grâce à nos lectures. Ce faisant, nous voulons trouver les références spécifiques à chacun des cas afin de spécifier le processus d'institutionnalisation possible. Ainsi, notre cadre permettra de constater les facteurs d'influence et de préciser les variantes conceptuelles. Bref, il sera question d'analyser l'institutionnalisation grâce à une approche conceptuelle, spécifiée dans notre cadre d'analyse (voir ci-haut). Quant à notre méthodologie, nous voulons appliquer les réflexions et critères d'analyse aux deux études de cas choisies. Les différentes étapes se résumeront comme suit: la cueillette de données grâce aux médias et archives (voir Annexe I); l'application des critères de recherche; le tri des renseignements selon la pertinence; la synthèse des informations trouvées; l'interprétation des résultats; l'application répétée aux deux analyses de cas.

Ainsi, dans le troisième chapitre, nous voulons faire la première analyse de cas, celui du MTST (Mouvement des travailleur(euse)s sans toit). Nous procéderons donc à la présentation de l'organisation et des recherches effectuées. Par la suite, nous appliquerons les critères énumérés plus haut, tels que la conscience des acteurs dans l'action / organisation; l'espace et le temps; les formes organisationnelles; le statut juridique; et les visées et intérêts collectifs; l'autonomie organisationnelle, les types d'actions; le financement et les différents succès ou échecs. À la fin du chapitre se trouveront les principales conclusions de l'application de notre cadre d'analyse. Pour ce qui est du quatrième chapitre, nous procéderons de la même façon, mais appliqué au cas du FLM (le Front de lutte pour l'habitation).

Finalement, lors de notre conclusion et cinquième chapitre, nous présenterons les diverses conclusions des analyses de cas et tenterons d'interpréter les résultats, tenterons une comparaison et avancerons une réflexion critique sur notre propre cadre d'analyse. Pour ce faire, nous allons reprendre notre cadre théorique et réfléchir sur les principales observations et comparer avec les théories et approches présentées par les auteurs ci-haut cités.

CHAPITRE II

CONTEXTE

2.1 Présentation historique

Dans ce deuxième chapitre, nous allons présenter quatre thématiques afin de faire un survol historique du Brésil. Il va sans dire que ces thématiques ont été choisies dans le but de permettre une meilleure compréhension de notre sujet d'analyse. Lesdites thématiques représentent quatre sphères particulières au Brésil, soit 1) la religion et la place de l'Église, principalement l'Église catholique et celle "progressiste" (Mainwaring, Levine, 1986) 2) l'État et la transition démocratique; 3) la mobilisation et la marginalité et finalement 4) la problématique de l'habitation au Brésil.

Avec presque 200 millions d'habitants (selon l'IBGE 2010, 190 732 694 personnes), le Brésil occupe la moitié de la superficie d'Amérique du Sud et constitue la même portion démographique du continent. La population se retrouve principalement dans les villes et est plus dense sur le littoral du pays (IBGE, 2010). Le Brésil a accueilli la coupe du monde de la FIFA (Fédération Internationale de Football Association) en juin 2014 et recevra un autre évènement sportif important, les Jeux olympiques, en 2016. D'ailleurs, la portée internationale du pays n'a cessé d'augmenter depuis la dernière décennie. Le Brésil fait partie du BRICA (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), association économique de pays émergents sur la scène mondiale. Il

reste qu'aujourd'hui, le pays évolue encore avec les traces du passé, d'un régime militaire qui fut présent de 1964 à 1985. La croissance économique a explosé, mais les contrastes entre les classes sociales restent prédominants. « Ces disparités régionales découlent d'un développement économique qui a profondément fracturé le territoire autour de la dualité d'un Brésil du Sud (“ riche et blanc ”) et d'un Brésil du Nord (“ pauvre, noir et métis ”) (Claval, 2004: 90). Actuellement, parmi la population la plus pauvre, on trouve près de 70% de Brésiliens-es d'origine afro-brésilienne (IPEA, 2011: 35) » (Carle-Marsan, 2013, p. 10).

Tout d'abord, le Brésil maintient sa réputation aujourd'hui grâce à son expansion économique spectaculaire, processus qui est en marche depuis déjà plusieurs décennies. Autant le pays prospère et s'industrialise à une vitesse éclair, autant l'inflation et la dette ont été marquantes pour le pays pendant plusieurs années. Ce n'est que récemment que l'on peut constater de réels changements dans les inégalités persistantes et un impressionnant taux de pauvreté dans le pays. Selon le Rapport sur le développement humain 2009 du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le Brésil faisait partie des dix pays les plus inégalitaires du monde.

Avec le retour à la présidence de Getúlio Vargas en 1951, une nouvelle poussée industrielle est enclenchée (Rouquié, 2006, p. 116). Commercialement protectionniste, le Brésil fait son développement de manière autocentrée. C'est l'ère de la nationalisation des ressources; en 1953, on crée Petrobras, l'entreprise monopolistique du pétrole brésilien (Rouquié, 2006, p. 118). Grâce au plan de développement de Vargas, le Brésil monte en flèche sa puissance industrielle. « En cinq ans, la production industrielle augmente de 80% » (Rouquié, 2006, p. 121). Dans cette vrille d'industrialisation, on construit la future capitale, Brasília, dont l'inauguration se fera le 21 avril 1960 (Rouquié, 2006, p. 122). Une des particularités étonnantes de cette ville est l'emplacement, car la nouvelle capitale, créée de toutes

pièces, est instaurée en pleine coeur du pays, ce qui engendrera des coûts exorbitants. Le problème : son financement se fera par l'inflation du pays. Le Brésil s'industrialise trop rapidement, créant un déficit énorme pour le pays. « À partir de 1959, l'inflation grimpe périlleusement : de 12 à 37 %. Elle dépasse même 91 % en 1964 » (Rouquié, 2006, p. 124). Les tensions sociales du pays s'aggravent, mais la prospérité économique ne cesse de croître. C'est le début des profondes inégalités sociales du Brésil.

De plus, l'État se fragilise; en 1964, le régime militaire prend le pouvoir. Ce sera une dictature jusqu'en 1985, toute opposition sera rapidement écartée. Le nouveau gouvernement militaire insiste vers des objectifs de prospérité du pays, afin de contrecarrer tout mauvais consommateur ou producteur. C'est l'époque de l'élargissement du secteur public dans de nouveaux secteurs : « La croissance et l'État se confondent » (Rouquié, 2006, p. 127). Cette période signifie un moment de croissance important. On parlera même d'un « miracle économique ». Malgré la croissance incroyable, le Brésil reste un pays à faible exportation, toujours centré sur une politique de protectionnisme commercial.

En 1973, le choc pétrolier se ressent au pays et entraîne une instabilité importante au gouvernement. Pour garder sa position, le régime militaire optera pour une propagande nationaliste basée sur l'idée du « miracle ». La crise pétrolière va affecter le pays de plein fouet. Étant le plus gros importateur d'hydrocarbures d'Amérique latine et le troisième du monde, le Brésil ne pourra supporter davantage la crise en même temps que son essor grandissant (Rouquié, 2006, p. 132). Deux plans seront mis de l'avant pour sauver l'État. D'abord, ils présentent au plan national une solution afin de substituer le pétrole par l'éthanol. De cette façon, cette nouvelle production, axée sur la canne à sucre, permettra de donner une alternative lorsque le prix du baril de pétrole sera trop élevé et raviveront la production de canne à sucre qui était en plan à cette époque. Ensuite, un programme nucléaire est enclenché. C'est

la création de l'entreprise d'État Nuclebrás. Pour ce faire, le pays accroît ses importations nucléaires, notamment de l'Allemagne. L'exportation sera, quant à elle, axée sur l'agriculture. Malgré ces efforts de sortie de crise, la dette du pays continue de monter considérablement. Le deuxième choc pétrolier, en 1980-1982, se joindra à une récession du pays. Pendant trois ans, il devra gérer une croissance négative et une forte baisse du revenu par habitant. Sa situation devenant catastrophique, le Brésil accepte finalement de négocier avec le FMI (Rouquié, 2006, p. 132).

Le Brésil a dû surmonter plusieurs crises économiques, mais réussit tout de même aujourd'hui à se frayer une place importante sur la scène internationale. Le pays reste certainement un maître des inégalités, presque le tiers de sa population vivant en dessous du seuil de pauvreté (Enders, 2008, p. 232). Après le régime militaire, commence l'insécurité financière, mais surtout sociale du pays : « En cinq ans, le Brésil change trois fois de monnaie et les déficits publics se sont creusés. » (Enders, 2008, p. 234). Ces changements affectent principalement la population la plus pauvre qui ne possède pas de comptes en banque. Il va donc falloir échanger la paye contre de la nourriture, contre du riz et contre des fèves. La monnaie se déprécie et c'est la classe sociale la plus démunie qui en paie les conséquences.

Dès lors, des problèmes avec le FMI surviennent. La politique économique du gouvernement devra s'aligner sur les ajustements structurels des institutions financières internationales conçues lors du « Consensus de Washington » : « Il s'agit de diminuer la part de l'État dans la vie économique, d'ouvrir le marché intérieur, de rétablir l'équilibre des comptes publics et de lutter radicalement contre l'inflation. L'ouverture à la concurrence est censée aussi faire baisser les prix et devrait permettre de moderniser une industrie qui a vieilli à l'ombre du protectionnisme » (Enders, 2008, p. 237). C'est en 1994 qu'un équilibre tente de se faire avec l'acquisition de la monnaie actuelle, le Réal. Il sera d'ailleurs possible de percevoir une chute de l'inflation et une élévation du pouvoir d'achat (Enders, 2008, p. 241).

D'autres négociations avec le FMI se feront en 1999 et en 2003 afin de resserrer la vis sur l'ajustement structurel du pays et d'obtenir plus de prêts (Enders, 2008, p. 246).

De nos jours, il est évident que le Brésil s'est démarqué à plusieurs niveaux avec sa position de *leader* dans les domaines, tels que l'alimentaire, le fer et l'aéronautique, ainsi qu'en matière d'investissements (« selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Brésil est – après la Chine – le pays où les multinationales veulent investir en priorité. » (Van Eeuwen, 2006, p. 8). Après les mesures restrictives du FMI, certes, certains changements sont survenus quant à l'économie et à la production brésiliennes. Désormais, « le pays ne vend plus seulement des matières premières, comme le soja ou le fer, mais aussi, à hauteur de 55 % de ses exportations, des produits manufacturés comme l'automobile ou l'aéronautique (Embraer est devenu le 3^e constructeur mondial [et est le principal concurrent à Bombardier]). » (Van Eeuwen, 2006, p. 9). Le Brésil, toujours aux mains avec une dette énorme, commencera à rembourser par anticipation le FMI et le Club de Paris et réduira ainsi la vulnérabilité du pays « même si la dette publique a été réduite de 84 % du PIB fin 2002 à 75 % fin 2005 » (« L'annonce, en décembre 2005, de ce règlement anticipé de 15,5 milliards de dollars au FMI ne peut être dissociée de la campagne électorale : elle satisfait l'aile gauche de l'électorat tout en rassurant les marchés financiers et les investisseurs [...] » (Van Eeuwen, 2006, p. 9).

Par contre, nous pouvons nous demander si cette réussite économique et internationale a contribué aux politiques sociales du pays, réputé internationalement comme un des plus inégalitaires. En 2003, la situation sociale du pays semble percevoir des améliorations, avec l'arrivée au pouvoir du président Lula da Silva. Dans son programme politique, il est inscrit que la lutte contre la faim, l'exclusion sociale et la corruption consisteraient des priorités principales (Van Eeuwen, 2006, p. 105). Il est présenté comme un personnage charismatique, fort et persévérant, « le

président des pauvres » ou « l'homme qui promet de rendre la joie au pays » (Van Eeuwen, 2006, p. 276). Cependant, nous constatons que les promesses du président Lula n'ont pas été remplies complètement et les réalités sociales restent compromettantes. Le premier projet proposé, "Fome zero", a vécu un échec lamentable dû à une mauvaise gestion des opérations. Le ministère s'occupant de ce programme aura trop pris de temps à le créer, et n'aura pas le temps ni les capacités de respecter son mandat. La mise en opération du programme s'est vue ridiculement arrêtée, la mise en place n'était pas réaliste dans les conditions existantes.

Suite à ce programme, Lula propose la réunion de certains programmes, avec entre autres ceux qui existaient déjà depuis Cardoso, créant la fameuse 'Bolsa família'. Le programme en soi semblait pouvoir remplir sa fonction de diminution de la pauvreté, cependant, dans les faits, il fut laissé pour compte. Une diminution du contrôle pour la mise en place du programme est devenue dramatique, il s'en fut d'une perte de contrôle de la gestion du programme et d'une augmentation du clientélisme dans le choix des familles visées lors des recensements. Aussi, il faut souligner que la 'Bolsa família' n'était pas un droit social, ni même un programme de revenu minimum, causant ainsi la possibilité d'être modifiée à tout moment (Van Eeuwen, 2006, p. 111). Il en résulta donc une difficulté et même une incapacité à instaurer les programmes sociaux d'aide aux familles les plus pauvres, une inclusion de formes de clientélisme et une non-résolution des problèmes existants. Le programme 'Fome zero' et la 'Bolsa família' ne sont que deux exemples parmi tant d'autres des promesses à demi remplies durant le mandat de Lula.

Ensuite, il faut souligner que le Parti des travailleurs a changé depuis sa création en 1979 par des activistes principalement issus des groupes idéologiques de gauche, mais pas seulement (Van Eeuwen, 2006, p. 104). À l'origine, le parti a été fondé afin d'« assurer l'action politique indépendante des classes populaires » (Rouquié, 2006, p. 275). Son objectif reste donc la citoyenneté et l'inclusion des intérêts des classes

populaires et des travailleurs dans le champ politique (Rouquié, 2006, p. 275). Depuis lors, il est frappant de voir à quel point le parti change. À la base un parti d'ouvriers(ères) et de travailleurs(euses), il fut intéressant de voir que dans les députés élus en 2002, plus qu'un seul d'entre eux est issu du domaine du travail (Rouquié, 2006, p. 282). Il en résulte que le PT est de moins en moins ouvrier de plus en plus à l'image de « la classe politique brésilienne » (Rouquié, 2006, p. 282). Selon Rouquié, le PT est aux prises avec une « déradicalisation » du parti politique, à une influence d'une élite de « syndicalistes gestionnaires » (Rouquié, 2006, p. 282).

Sans compter que dans cette instabilité politique, sociale et économique, la place de la religion s'est agrandie considérablement. Nous allons dans la prochaine section observer de plus près notre première thématique, la place de l'Église et de la religion au Brésil.

2.2 La religion et l'Église

Depuis le début des années 1970, donc peu après le début du régime militaire (1964-1985), l'Église catholique a pris une envergure impressionnante au sein du paysage politique et social brésilien. Encore aujourd'hui, l'influence continue, mais différemment; nous présenterons la situation un peu plus loin dans cette section. Comme Levine et Mainwaring le signalent, « Brazil has had the most visible, intellectually forceful, and progressive Catholic church in the world. It stood out for its defense of human rights, its trenchant criticisms of the military regime, and its panoply of grass-roots innovations, most notably the CEBs [Communauté ecclésiastique de base] » (Levine, Mainwaring, 1989, p. 203). Le Brésil devient ainsi le point de convergence entre deux actuels changements de la décennie 60-70, l'un d'ordre politique avec la mise en place du régime militaire, et l'autre d'ordre religieux, avec la montée en influence et les rapports différés de l'Église catholique et du

Vatican (Antoine, 1979, p. 22). Dans un espace politique fermé et répressif, l'Église apparaît comme le seul espace ouvert à une participation sociale pour la société civile (Gomez De Souza, De Chaponay, 1990, p. 586). Comme Frei Betto l'avancait à l'époque, le discours de l'Église catholique progressiste « stimule l'auto-organisation de la société civile et la démocratie, mobilisant un nouvel espace et une nouvelle culture politique, et manifestant une perte de confiance face à la manipulation politique, les structures hiérarchiques et le paternalisme étatique » (Traduction libre. Levy, 2009, p. 180).

Pour ce qui est du phénomène politique, le régime militaire de 1964 a été confirmé et institutionnalisé en 1969, menant par la suite un front répressif dû à son incapacité à résoudre les tensions sociales grandissantes du pays (Antoine, 1979, p. 23). Le régime possédait certaines caractéristiques tranchantes qui ont composé avec l'évolution politique et sociale du Brésil, tel que la conception d'une société verticale, d'un nationalisme profond et la vision d'un monde politique manichéen (Antoine, 1979, p. 23). Quant au phénomène de l'Église, c'est la crise quasi généralisée depuis le Concile du Vatican II. Le Concile oecuménique Vatican II a été ouvert le 11 octobre 1962 par le pape Jean XXIII à Rome (Église catholique en France). Il s'agira du plus grand rassemblement de l'Église catholique dans l'histoire. Plusieurs aspects de l'Église seront remis en question et vivement critiqués par la suite, dont la dialectique rupture/continuité qui modifiera la scène ecclésiastique.

Lors des séances du Concile du Vatican II, il sera question de modifier le dialogue de l'Église vers une modernité et de rompre avec la tradition, ce qui entraînera une crise de l'Église (Domenach, 1971). Le contexte politique et religieux s'étant énormément transformé, ceci aura permis, entre autres, d'ouvrir l'espace politique et permettre non pas seulement à l'Église catholique de s'affirmer, mais aussi au laïcat de prendre place (Lesbaupin, 1997, p 42). Bref, comme le soulignent Levine et Mainwaring, la situation de l'Église catholique s'est considérablement transformée :

For centuries, religion stood as a bulwark of conservatism in Latin America. The Catholic church was allied to conservative elites opposed to change in the established order of things. Church leaders generally set themselves firmly against popular activism and protest. But over the past few decades, significant elements in the church have moved to promote change, empowering and legitimating popular protest across the region. Once seen as a cultural reservoir of apathy and fatalistic resignation, the Catholicism of the popular classes now commonly appears as synonymous with solidarity and resistance to injustice in cases otherwise as different as Brazil, Chile, and El Salvador (Levine, Mainwaring, 1989, p 203).

L'Église catholique s'organise sur un modèle très centralisé et de hiérarchie pyramidale. Au sommet se trouve le pape et les cardinaux et archevêques. Ces derniers, outre le pape, sont responsables d'un clergé de prêtres dans chacun des pays où l'Église catholique est présente. À cette pyramide s'ajoute en bas, les fidèles gérés par les prêtres. Ainsi, le pape possède l'autorité sur le synode des évêques et les cardinaux. Pour ce qui est de la sphère nationale, il s'agit principalement des conférences épiscopales, d'ailleurs créées après le concile du Vatican II, qui permettent les décisions sur les orientations dans chaque pays des Églises (Gomes, 2005, p 50). Cependant, le pouvoir de ces assemblées reste restreint, car il sera toujours soumis au Vatican.

Ainsi, pour le Brésil, la plus haute autorité est la CNBB (Conferência Nacional dos Bispos do Brasil - Conférence nationale des évêques du Brésil). Elle permet la définition des politiques nationales sur l'évangélisation, mais ne possède pas de pouvoir réel de décision. Elle peut prendre position sur un problème social ou politique, gérer l'Église catholique au Brésil, mais elle reste un lieu de rencontre des évêques, d'organisation et de communication entre les différents diocèses (Gomes, 2005, p 54). Malgré sa portée importante durant et post régime dictatorial, aujourd'hui, l'influence de l'Église catholique semble perdre en influence due à « un manque de proximité vis-à-vis de la population, auquel s'ajoutent un manque de dynamisme dans le travail d'évangélisation et de mobilisation des masses ainsi que l'incapacité à constituer des communautés religieuses fortes dans un contexte de

recomposition sociale et identitaire. » (Gomes, 2005, p 60). Toutefois, la présence de l'église catholique progressiste se voit encore. Burdick défend dans son ouvrage une influence importante de l'église dans le mouvement pour l'habitation. Il présente les effets de l'église sur le mouvement des sans terre (MST) et comment, encore aujourd'hui, malgré que différemment, « omniprésente, subtile et profonde » (Burdick, 2004: 101), l'église progressiste maintient une influence permanente sur les militants. Vers la fin des années 1980, le MST désire affirmer son indépendance politique et religieuse, mais il reste que les catholiques libérationnistes continuent leur influence: « By the 1990s, then, while institutional influence of the CPT [Comissão Pastoral da Terra - Commission pastorale de la terre] on the MST had declined significantly, Catholic liberationist perspectives continued to exert a strong influence on the minds and motivations of both the leaders and rank and file of the MST » (Burdick, 2004: 106).

Cependant, il va sans dire qu'après le régime militaire imposé, la population brésilienne s'est vue contrôlée et soumise à des restrictions très fortes pour les "marginaux". La Théologie de la libération est arrivée avec les CEB. La Théologie de la libération est en fait une théorie de l'action des pratiques ecclésiales qui se prononce en faveur des classes populaires et s'oppose avec eux aux injustices et à l'exclusion. Ainsi, comme Brighenti l'explique dans son ouvrage *L'altermondialisation et la théologie au Brésil*, « l'essentiel de ce paradigme théologique n'est pas la théologie, mais la libération, l'expérience incarnée de la foi, dans une perspective transformatrice » (Brighenti, 2010, p 68). Un rassemblement contre la dictature et la répression s'est formé, une réunion et une conscientisation libératrice.

La Théologie de la libération contraste avec les impositions du gouvernement au pouvoir et intervient par un des mouvements de l'Église catholique pour la libération des idées et la protection des classes les plus pauvres et marginalisées. Plus

précisément, c'est par les CEB que s'est vu réellement prendre place la Théologie de la libération. Les CEB sont particulièrement importantes à observer, car c'est par le biais de ces petites associations que l'Église s'est introduite dans les affaires sociales et politiques populaires. Il importe cependant de préciser, comme nous l'avons expliqué plus haut, que l'Église était empreinte d'une division importante dans la procession de ses idées. La création des CEB ne pouvait être possible sans le fait qu'un groupe, au sein de l'Église, proteste contre la hiérarchie verticale et exclusive et insiste sur le rapprochement vers la population de l'institution ecclésiale (Lesbaupin, 1997, p 38).

C'est ainsi que pendant les années 70 principalement, que les CEB ont fait leur apparition sur la scène brésilienne. Il s'agit en fait d'un

« petit groupe de voisins qui appartiennent à la même *favela*, au même village ou à la même zone rurale..., et qui se réunissent régulièrement pour lire la Bible et la commenter à la lumière de leur propre expérience de vie [tout en proposant], entre autres: (i) de s'engager davantage dans la vie quotidienne des classes populaires; (ii) d'inciter les masses à s'organiser; et (iii) de se méfier de la manipulation politique et du paternalisme de l'État (Löwy, 1991) » (Gomes Da Silva, 2009, p 62).

Les CEB se retrouvent plutôt à être considérées comme la matérialisation de cette Théologie de la Libération au sein même de l'Église Catholique. C'est ainsi que les CEB ont non seulement acquis une plus grande influence auprès des classes populaires, mais aussi une portée internationale axée sur l'innovation de ces nouvelles théories (Levine, Mainwaring, 1989, p. 234). Une Église libératrice s'est concrétisée dans ces Communautés ecclésiales de base faisant ressortir une théologie de la libération axée sur la défense et protection des plus pauvres ainsi qu'une « pastorale sociale » qui opère principalement pour la défense des droits humains (Brighenti, 2010, p. 70). L'Église participe ainsi davantage aux affaires populaires, se rapprochant ainsi des gens et de leurs inquiétudes. L'enracinement se fait plus important auprès des fidèles et la religion adhère à une participation plus sociale.

D'un autre côté, la montée de la théologie de la libération prônant « l'option pour les pauvres » accentue la fébrilité face aux enjeux sociaux et politiques du moment. Ainsi, « les CEB, parce que très impliquées socialement, se sont de plus en plus engagées politiquement, en se plaçant plutôt à gauche sur l'échiquier politique, notamment en appuyant l'opposition aux dictatures militaires. » (Gomes, 2005, p. 56). Au départ, il faut le préciser, les CEB étaient constitués de volontaires qui s'impliquaient dans une association autre que les paroisses catholiques, car ces dernières étaient principalement perçues à l'époque comme « un instrument dépassé, incapable de rendre compte des besoins des chrétiens » (Lesbaupin, 1997, p. 34). Comme l'explique Lesbaupin, « les gens se réunissaient en raison de leurs croyances religieuses: pour prier, pour célébrer, pour réfléchir sur le rapport entre la Bible et leur vie, pour participer à des sacrements. » (Lesbaupin, 1997, p. 34). Les CEB sont donc devenues à l'époque, l'espace de rencontre où le politique et le religieux avaient une place et une ouverture d'esprit. C'est ainsi que « les CEBs ont permis le développement d'une conscience critique dans les milieux populaires qu'elles ont atteint. À cette époque, l'Église catholique du Brésil était majoritairement conservatrice. » (Lesbaupin, 1997, p. 34).

Il importe de préciser que ces organisations d'inspiration religieuse s'organisaient d'abord à partir de la réalité locale et des enjeux qu'elle sous-entend. De là, le rassemblement des gens au sein des CEB permettait une conception et une concrétisation de réponses face aux problèmes de la communauté. Ainsi, dans ce contexte d'émergence d'initiatives religieuses, les CEB ont participé à l'amélioration des conditions de vie des communautés dans les domaines tels que la santé, l'habitation, l'éducation, le travail, etc. (Rodrigues, 2006, p. 104). La question de l'habitation émerge dans ce contexte, car il s'agit d'un des problèmes majeurs des communautés les plus pauvres. Charmain Levy souligne que dans ces conditions, « les CEB sont le principal instrument d'engagement de l'Église dans l'option

préférentielle pour les pauvres et pour redéfinir sa [leur] place dans la société » (Levy, 2008).

Il va sans dire que cette participation des CEB et de la théologie de la Libération ont ajouté à la suite des protestations: « Les CEB ont été à l'origine de ou ont renforcé toute une gamme de mouvements populaires, des plus simples - obtenir de l'eau courante, des égouts, de meilleurs transports publics - jusqu'à la résistance contre l'expulsion de la terre, la lutte contre les directions syndicales, les grèves prolongées. » (Lesbaupin, 1997, p. 36). Nous voulons donc, dans notre analyse, prendre en considération cette contextualité particulière au Brésil et dans les mouvements sociaux. Les CEB ont contribué, d'une certaine façon, à l'appartenance politique et au processus démocratique par l'opposition commune à la répression des populations, au niveau social et politique. Ce qui importe aussi de souligner est comment elles ont participé à la création d'autonomies au sein des groupes populaires. Comme le précise Lesbaupin:

« Dans les mouvements populaires urbains, la contribution des communautés a été plus directe [...] là aussi, dans le sens de la participation démocratique et de la recherche de l'autonomie. [...] Les communautés de base ont donc contribué au processus de démocratisation de la vie politique brésilienne en s'opposant à l'élitisme, à l'autoritarisme et au clientélisme caractéristiques de la culture politique brésilienne; et en oeuvrant pour la participation des classes populaires dans le processus de prise de décisions politiques. » (Lesbaupin, 1997, p. 41)

Depuis le retour à la démocratie, plusieurs changements ont affecté les CEBs et leur influence a diminué (Levy, 2009, p. 181). Nous pourrions observer ce phénomène davantage dans les années 1990. L'inclusion des autres acteurs dans la défense des intérêts des plus pauvres a modifié la présence et l'exclusivité des CEB, sans toutefois leur nuire. On parlera plutôt d'une période d'évolution, déjà à partir de 1979, c'est l'époque de l'apparition des mouvements sociaux, des syndicats et d'une variété de partis politiques (Marin, 2010, p. 133).

Mais ce ne sera pas le seul facteur à la perte d'influence des CEB, il y a aussi la nouvelle réalité de l'Église et du Vatican avec l'arrivée de Jean-Paul II. Le nouveau pape condamnait la Théologie de la libération et tout ce qui s'en rattachait (Haller, Houtart, 2010, p. 10). Principale thématique de la conférence générale du Conseil de l'épiscopat latino-américain (CELAM) de Medellín en 1968, la théologie de la libération devient la préoccupation du pape Jean-Paul II. Haller explique dans son livre que « [le pape] considère la naissance et la diffusion de la théologie de la libération comme préjudiciable à l'Église catholique. [...] Il met en oeuvre une restauration doctrinale pour fustiger les thèses des théologiens de la libération ainsi qu'une restauration institutionnelle pour saper les bases de cette "Église populaire". » (Haller, 2010, p. 23).

Nous n'allons pas approfondir sur les églises évangéliques dans ce travail, car même si ces églises ont une influence importante aujourd'hui, surtout depuis la perte d'influence de l'Église catholique dans le monde, il reste que ces églises ne sont pas considérées comme des acteurs centraux dans la lutte pour l'habitation et dans les organisations de mouvements sociaux, principal sujet de notre travail.

2.3 L'État et la transition démocratique

Dans cette section, nous voulons mettre en contexte la place et le rôle de l'État brésilien. Après le régime militaire au pouvoir, une nouvelle forme de gouvernement se met en place, nous sommes témoins d'une transition dite démocratique. Cette transition a des effets directs sur les pouvoirs étatiques et judiciaires et la Constitution brésilienne se voit modifiée en 1988. Nous verrons dans cette partie que la nouvelle Constitution contient des références importantes pour les mouvements des sans terre et sans toit, principalement situé dans le chapitre II, il s'agit des articles 182 et 183.

Lorsque nous nous référons au pouvoir de l'État moderne, il est question, comme Michael Mann le définit, que l'État soit « a more impersonal and public system of rule over territorially circumscribed societies, exercised through a complex set of institutional arrangements and offices, which is distinguished from the largely localised and, particularistic forms of power which preceded it. » (Migdal, 1994, p. 12). Comme le présente Migdal, l'État possède la « capacity [...] actually to penetrate civil society, and to implement logistically political decisions throughout the realm » (Migdal, 1994, , p. 12).

Ainsi, l'État constitue une entité toujours en relation avec la société et en mutuelles transformations des interactions entre les composantes de l'État et de ses « forces sociales » (Migdal, 1994, p. 9). L'État n'est plus seulement considéré comme une entité de pouvoir, il est aussi une organisation avec ses limites au pouvoir (Migdal, 1994, p. 14). Malgré les efforts de divers leaders politiques de créer une aura invincible autour de l'État, comme quoi il serait une forme de pouvoir ayant la possibilité d'exercer un contrôle direct, d'imposer ses propres systèmes et sa vision des limites acceptables ou non, il reste que l'État n'est pas infaillible. Il doit toujours faire face et négocier avec la société civile et ses responsabilités (Migdal, 1994, p. 14).

Dans l'ouvrage de Marco Aurélio Nogueira, le principal sujet abordé est la crise de l'État actuel. La situation est telle que plusieurs réformes ont et seront envisagées. Elle est due principalement aux vestiges du passé, comme la transition démocratique et la gestion de l'État après le régime militaire. Le XXI^e siècle débute ainsi avec un lourd fardeau des décennies précédentes et à cela s'ajoute la diminution des pouvoirs de l'État par une plus grande libéralisation des marchés (Nogueira, 2004). Nogueira continue sur l'idée que « l'option pour *moins d'État* ne se convertit pas en une meilleure distribution du revenu ou une plus grande intégration sociale, mais seulement par *plus de marchés* » (Traduction libre. Nogueira, 2004, p. 57). Pour lui, il

est nécessaire d'intégrer une réforme de l'État pour améliorer les conditions sociales du pays (Nogueira, 2004).

La crise de l'État existe depuis déjà la fin du régime militaire. Plusieurs réformes administratives et étatiques ont été mises en place déjà lors de la transition démocratique. Ces réformes ne sont pas sans conséquence pour le changement de régime de l'époque. Comme l'explique Nogueira, « le système politique a évolué comme une démocratie sans société et sans État: il n'y avait pas la possibilité de donner un dynamisme supérieur avec lequel il aurait été possible de modifier les structures de pouvoir, les pratiques politiques et les choix gouvernementaux » (Traduction libre. Nogueira, 2011, p. 43). La décennie réformatrice coïncide avec l'aggravation d'une série de problèmes sociaux. En d'autres termes, l'idée d'une « décennie réformatrice » concorde avec une série d'augmentation des problèmes reliés à la « question sociale » et n'a pas permis un État meilleur (Nogueira, 2011, p. 44). Principalement dans les années 1990, les conséquences s'accumulent: la déconstruction de l'État existant par l'utilisation intensive des mécanismes de privatisation et de décentralisation inspirés du néolibéralisme, ce qui engendre un processus désorganisé de l'appareil étatique et diminue les possibilités de développement (Nogueira, 2011, p. 46).

Ainsi, il s'est établi avec une plus grande clarté une idée de modernisation administrative entendue comme une rénovation des méthodes de gestion (Nogueira, 2011, p. 42). L'auteur affirme dans son ouvrage qu'« en dépit d'être limité par la réitération doctrinale du modèle de la *nouvelle gestion publique*, les efforts gouvernementaux sur le terrain de la réforme administrative a rendu possible l'établissement de nouveaux paramètres pour la gestion publique » (Traduction libre. Nogueira, 2011, p. 42). L'agenda réformateur, ainsi qu'une hypervalorisation de l'administration entrepreneuriale et d'une entrée de l'État sur le marché, ont influencé

une actualisation du modèle bureaucratique, une augmentation du contrôle social et la décentralisation de la gestion des politiques sociales (Nogueira, 2001, p. 42).

Apparaît dans ce contexte au Brésil une sphère de contrôle non étatique, aussi appelée secteur tertiaire. Cette sphère représente un nouveau secteur qui n'est ni l'État, ni le marché, mais qui possède en soi une quantité énorme d'acteurs qui agissent pour le bien de la société civile, dont entre autres, les ONG. La responsabilité de l'implantation de politiques publiques est désormais confiée, en grande partie, à la société civile du secteur tertiaire, ou comme le nomme Da Silva, « la croissante vague de la responsabilité sociale d'entreprises » (Traduction libre. Da Silva, 2004, p. 9). D'autant plus que le néolibéralisme et la distribution des pouvoirs sociaux aux entreprises privées, pour rentabiliser les dynamiques du marché, ont influencé l'État brésilien (Teodôso, 2008, p. 27). Dans cette réalité communément appelée la privatisation des fonctions de l'État ou la tertiarisation, Morales affirme que « dans cette perspective se maintient le caractère public des services, même s'il y avait un financement étatique des politiques sociales à travers les institutions publiques en dehors de l'État (Traduction libre. Teodôso, 2008, p. 31). Ainsi, les nouvelles orientations de gestion publique de l'État qui préconisent la déconstruction « de l'État de bien-être social » sont associées à l'ascension idéologique néolibérale et ses préceptes économiques (Traduction libre. Teodôso, 2008, p. 32).

Toutefois, il importe de souligner la transition et l'impact du gouvernement Lula sur les politiques publiques d'habitation. Il ne va sans dire que la perception de la ville sous le gouvernement PT a changé et plusieurs initiatives ont été prises afin de participer à son renouveau. Avant même l'arrivée au pouvoir du PT, plusieurs changements se sont fait sentir, nous pensons ici à l'adoption d'abord du Statut de la ville en 2001 ainsi que la loi fédérale qui rend effective la fonction sociale de la ville (Carle-Marsan, 2013, p. 83). Cette dernière permettra une régularisation foncière principalement grâce à la régularisation judiciaire des terrains, à leurs urbanisations,

aux changements législatifs de l'ensemble urbain ainsi que des appuis aux habitants (Carle-Marsan, 2013, p. 83). Ensuite, l'arrivée du PT au pouvoir fédéral a été marquée par ce que l'on appelle « l'institutionnalisation des politiques urbaines et la création de nouvelles instances gouvernementales » (Rolnik, 2011, p. 212) (Carle-Marsan, 2013, p. 84).

Nous allons donc voir l'apparition sous Lula du Ministère des villes, organisation qui tente de créer une cohésion dans la politique urbaine, de « rassembler dans un même ministère les différents secteurs d'intervention de la politique publique afin de développer un mode de gestion plus cohérent » (Rolland, 2004, p. 163). La place de la ville et ses modalités de « La ville pour tous » deviennent un enjeu démocratique (Rolland, 2004, p. 163). Autre fait intéressant, c'est la première fois qu'il y ait une volonté d'intégration du thème de « l'exclusion dans l'agenda politique comme un problème urbain majeur » (Rolland, 2004, p. 165). À cet effet, la ville de São Paulo sera une pionnière dans l'intervention urbaine ainsi que les « orientations militantes d'une composante de l'Église chrétienne et l'organisation de mouvements populaires pour la défense des droits au logement » (Rolland, 2004, p. 166). L'Église catholique et les Communautés ecclésiales de base ont contribué, surtout durant la dictature militaire, à trouver réponse aux préoccupations quotidiennes. Elles ont permis entre autres, de fournir des espaces et lieux de rencontres pour les mouvements urbains, comme celui de la lutte à l'habitation (*luta pela moradia*) (Da Glória Marcondes Gohn, 1991, p. 54).

La transition démocratique reflète une période politique en mouvance au Brésil, soit à vers la fin des années 70 et début 80 jusqu'au début des années 1990. Il fut étonnant de découvrir que la transition constitue aussi une continuité pour les puissantes élites de la société brésilienne (Nogueira, 2004). C'est d'ailleurs dans cette transition que s'est vu établir la Constitution brésilienne, dont nous observerons les détails un peu plus loin dans ce chapitre. La transition démocratique est aussi une fragilisation du

pays avec entre autres, une crise des partis politiques (Nogueira, 2004, p. 26). De plus, c'est la scène d'une croissance de l'Église catholique et son approfondissement avec les secteurs populaires, de la multiplication des mouvements sociaux, de l'émergence d'une nouvelle disposition participative autonome face à l'État, et de l'invention du plan de mobilisation et d'organisation de cette nouvelle articulation politique (Nogueira, 2004, p. 26). Le coup d'État de 1964 a eu comme conséquence une altération dans les formes de l'État et de la qualité du processus politique (Nogueira, 2004, p. 22). Le régime fut plus « sophistiqué » et plus complexe qu'il le paraît: ce fut ce qu'appelle Nogueira « la combinaison simultanée des groupes dominants les plus attractifs avec le grand capital monopolistique, créant une rapide et inégalitaire modernisation » (Nogueira, 2004, p. 22). En somme, la transition démocratique appréhende une société qui n'était pas prête à « neutraliser le contrôle étouffant de l'État, de promouvoir une rapide rupture avec l'autoritarisme et stimuler la transformation démocratique du pays » (Nogueira, 2004, p. 24).

C'est pour quoi la Constitution brésilienne prend son importance dans la question d'habitation. Lors de la transition démocratique, plusieurs modifications à la constitution ont été faites. Ainsi, le retour de la démocratie, en 1985, a marqué non seulement la transition politique, mais aussi l'ascension des organisations de la société civile (Heller, 2007, p. 9; Bernard, Carraud, 2005, p. 146). Comme mentionnés précédemment, les CEB ont joué dans la création de ces organisations de société civile; elles ont permis leur émancipation durant le régime militaire. Il est à noter toutefois que l'influence des CEB s'est vue réduite dans les années 1990, du notamment à la nouvelle réalité de l'Église et de l'inclusion de nouveaux acteurs dans le régime démocratique (Levy, 2009, p. 181) La nouvelle Constitution, quant à elle, a introduit « a wide range of participatory mechanisms, including popular councils in health and education, and new powers and responsibilities for local government. But local politics in Brazil are dominated by traditional elites, and the take-up of these new participatory opportunities was limited. » (Heller, 2007, p. 9).

Dans le contexte de la transition démocratique, une porte s'est ouverte quant au rôle joué par le judiciaire dans les relations entre les pouvoirs de l'État et la société civile (Bernard, Carraud, 2005, p. 145). Dans la Constitution brésilienne, un chapitre II « De la politique urbaine » a été ajouté dans le titre VII de la Constitution, « De l'ordre économique et financier ». Ce chapitre contient deux articles importants dans la lutte pour l'habitation: le premier (art. 182) concerne le renvoi aux municipalités de la responsabilité de la gestion urbaine et « subordonne le droit de propriété privée urbaine à la notion de fonction sociale de la ville ». Ensuite, l'article 183 permet la « légalisation des invasions de terrains, ce qui répond à une demande récurrente du mouvement social urbain dans les années 80 » (Dabène, 2006, p. 71). Ce deuxième article ouvrira la porte à un appui juridique pour les militants de la lutte à l'habitation et à la terre. La terre se doit de tenir une fonction sociale et il devient légal d'occuper un terrain ou un immeuble qui ne remplit pas sa fonction.

2.5 La mobilisation et la marginalité

Comme soulevés dans le paragraphe dernier, les changements apportés à la Constitution lors de la transition démocratique ont octroyé plus de pouvoirs aux villes. Ces dernières possèdent une plus grande place et un rôle politique et économique plus important. Les villes sont d'autant plus financées en raison de l'apparition du ICMS (Imposto sobre Circulação de Mercadorias e Prestação de Serviços - Impôt sur la circulation des biens et services) dans la Constitution de 1988 et d'une portion du financement qui leur est attribuée. Cette taxe sur les produits de consommation permet de recueillir une somme d'argent qui sera redistribuée dans chaque État, selon leur propre calcul, car chaque État brésilien possède sa propre réglementation sur l'ICMS. D'ailleurs, dans l'État de São Paulo, l'ICMS est le plus

grand moyen financier et il permet au gouvernement de pouvoir contribuer aux nécessités de la population (Governo do Estado de São Paulo, Secretaria da Fazenda).

Paradoxalement, les villes où se concentre la majorité de la population et de l'argent au Brésil sont aussi le lieu où cohabitent les plus grandes inégalités. L'inclusion de la marginalité dans le concept de participation nous intéresse particulièrement, car dans les organisations de mouvements urbains de lutte pour l'habitation, ce sont principalement des populations marginalisées qui prennent place au sein de cette lutte. Elles sont les principales victimes du problème de l'habitation. Comment peut-on observer cette participation particulière? Comment s'effectue-t-elle? Est-ce que la participation est synonyme de mobilisation? Comment la participation citoyenne peut-elle être observée au sein des organisations de mouvements urbains de lutte pour l'habitation? Est-ce que cette participation est quantifiable?

Certains partis politiques ont contribué à l'inclusion des marginalisés dans le système politique. Ce fut le cas du Parti des Travailleurs (PT) qui a largement participé au Mouvement de la réforme urbaine dans les années 80-90 (Passarinho, 2012). Dabène raconte dans son ouvrage que « les différentes forces sociales et composantes politiques qui se trouvent à l'origine de la création du parti sont, à divers titres, toutes concernées par le thème de la justice sociale et de la démocratisation de la gestion urbaine. Tant les syndicalistes, dit “authentiques”, que les mouvements sociaux urbains et les secteurs progressistes de l'Église catholique rejettent les mécanismes représentatifs au profit de la participation directe des citoyens aux prises de décision politique » (Dabène, 2006, p. 73).

Ces formes de participation et d'inclusion au politique mèneront plus tard à ce que nous connaissons comme politique participative et le budget participatif. Cependant, pour l'auteur, le cadre institutionnel brésilien possède un facteur « malléable », et cela complique les modalités d'action publique, précisément parce que l'institutionnel est encore en construction (Dabène, 2006, p. 77). Toujours selon Dabène, cette situation

institutionnelle de l'action publique a des conséquences directes sur la participation, car l'incertitude « place les différents acteurs en situation de concurrence, car tout en contribuant à la production d'une politique publique, ils s'emploient à fixer les règles du jeu » (Dabène, 2006, p. 54).

La marginalisation des peuples et la discrimination raciale et sociale restent un problème important au Brésil. L'exclusion se fait de trois façons principalement, soit raciale, sociale et spatiale (Dabène, 2006, p. 17). Dabène explique qu'il existe encore aujourd'hui une confusion entre les trois: « Les deux premiers [raciale et sociale] se confondent presque, dans la mesure où le Brésil s'est historiquement constitué sur la base d'une logique esclavagiste [...] Ils doivent toutefois être distingués aujourd'hui. Car même si la position sociale d'un Brésilien a toujours de grandes chances de s'élever à mesure que sa peau s'éclaircit, les mécanismes d'exclusion et de marginalisation à l'oeuvre ne sont pas nécessairement les mêmes. » (Dabène, 2006, p. 17).

Le Brésil est l'un des pays les plus inégalitaires au monde et malheureusement, ces inégalités tendent à se creuser continuellement, surtout lorsqu'on considère que près de la moitié de la richesse mondiale se retrouve entre les mains d'1% de la population (OXFAM, 2014). Depuis l'arrivée au pouvoir du PT, les choses ont tout de même évolué. Selon l'OCDE, « entre 2003 et 2009, 28 millions d'individus sont sortis de la pauvreté au Brésil, et entre 2003 et 2011, la classe moyenne a absorbé 40 millions des 190 millions d'habitants du pays. » (OCDE, 2013). Toutefois, en dépit de ces progrès, il reste que les inégalités sociales constituent une préoccupation majeure du pays, car « toute société s'efforçant d'équilibrer les intérêts économiques, sociaux et environnementaux ne peut tolérer leur maintien à pareil niveau » (OCDE, 2013). Comme l'explique Dabène, « il existe au Brésil une exclusion « ancienne », héritée du passé colonial et esclavagiste, jamais éliminée par des réformes agraires, fiscales ou sociales, à laquelle s'ajoute une exclusion « moderne », produit des politiques

néolibérales mises en oeuvre dans les années 90. » (Dabène, 2006, p. 28). La marginalisation est répandue dans le Brésil en entier, principalement dans les périphéries des grandes villes, telles que São Paulo. Cette dernière possède une concentration de la richesse au centre et la périphérie est marginalisée autant en terme spatial, social ou racial.

À São Paulo, la ville se développe selon des logiques différentes, on voit la périphérie s'agrandir et s'étendre spatialement. Cette croissance disparate est souvent appelée *hyperpériphérie*, car elle va suivre une logique démographique différente que la ville elle-même, mais ce n'est pas en raison d'un manque d'espace. Il est plutôt question d'une logique foncière et immobilière qui suit une différente logique d'habitation: « la régulation -ou plutôt son absence- et le bas coût des terres expliquent la concentration de la pression démographique sur les aires périurbaines. Ainsi paradoxalement, 42,3% de l'espace de la commune de São Paulo est constitué de terrains inoccupés qui attendent valorisation. » (CEPED, 2004).

C'est dans les années 90, avec la montée des politiques néolibérales et de la violence que s'est vu s'affiner le modèle centre et périphérie, « périphérie de ségrégation spatiale vers un nouveau modèle qu'une anthropologue brésilienne qualifie d'« enclave fortifiée » (Caldeira, 1996) dans laquelle des « résidences fermées » (*condominiums fechados*) d'un luxe extravagant jouxtent des favelas à qui elles fournissent des emplois domestiques. » (Dabène, 2006, p. 33).

Ensuite, il faut reconnaître que la question de la violence dans la mobilisation et dans la marginalisation au Brésil joue un rôle important. Durant la transition démocratique, le schéma de la violence et de l'insécurité face à elle s'est aggravé considérablement. En 1999, le Brésil était au premier rang dans le classement du nombre de morts par homicide, et ce pour les jeunes entre 15 et 24 ans (Adorno, 2005, p. 153). C'est principalement les « crimes contre l'ordre public » (Dabène, 2006, p. 92), tout particulièrement le trafic de drogue qui ont augmenté de façon spectaculaire. Ainsi,

ce sont les actes violents dus à la délinquance qui marquent l'imaginaire de la violence brésilienne. L'utilisation d'armes à feu est un facteur, que ce soit par les trafiquants ou par la police, c'est l'une des principales causes de la mortalité dans les années 90 (Dabène, 2006, p. 94).

Si l'on remonte l'histoire, on s'aperçoit que la construction sociale de la violence a toujours accompagné la croissance de la ville de São Paulo, et ce, depuis la fin du XIX^e siècle (Dabène, 2006, p. 97). Au Brésil, c'est surtout depuis la fin des années 1960 que la situation se fait remarquer avec entre autres « la violence répressive du régime militaire, la montée en puissance du trafic de drogue, l'apparition à Rio de Janeiro d'un “escadron de la mort” s'arrogeant une mission d'éradication sociale des classes dangereuses » (Dabène, 2006, p. 97). Le thème de l'insécurité devient donc un élément d'instrumentalisation pour les autorités, principalement pour celles militaires, afin de justifier leur place importante sur la scène brésilienne (Dabène, 2006, p. 97-98).

2.6 Présentation du problème d'habitation

Le Brésil possède plusieurs problèmes sociaux, celui de l'habitation est l'un des plus sérieux du pays. Le Brésil fait partie des pays avec le plus grand déficit habitationnel du monde, aux côtés de l'Inde et de l'Afrique du Sud (Boulos, 2012, p. 13). D'ailleurs, l'Inde et le Brésil, tout deux au sein du BRIC, possèdent des défis similaires : « problème aigu de logement, croissance de l'habitat précaire (slums indiens et favelas brésiliennes), fracture spatiale, périurbanisation rapide et contrastée socialement, menace écologique » (Agence nationale de la recherche, 2006).

Dans l'ouvrage de Guilherme Boulos, l'auteur militant explique qu'il existe deux façons de percevoir le problème de l'habitation: d'abord de façon quantitative

(nombre de familles sans maison), comme le déficit habitationnel et ensuite, de façon qualitative (nombre de familles qui habitent en situation extrême, insalubre et inadéquate) (Boulos, 2012, p. 13). L'auteur se réfère principalement à l'étude effectuée par la Fondation João Pinheiro (2007-2008) afin de donner une idée du nombre actuel: au calcul quantitatif, près de 6 millions de familles se retrouvent sans toit (Fondation João Pinheiro, 2007: 24). Ensuite, selon le calcul qualitatif, il s'agit d'environ 15 millions de familles, donc 53 millions de personnes, soit le tiers de la population (Boulos, 2012, p. 14). Pour les mouvements sociaux, il est évident qu'il existe un manque d'infrastructures et de services de base comme l'électricité, l'accès à l'eau potable, la gestion des déchets et les égouts. (Boulos, 2012, p. 15).

La seconde question qui importe est de savoir s'il serait possible ou non de construire des logements pour ce dixième de population sans toit, ou 6 millions de familles. La réponse impressionne. Au Brésil, il y a actuellement plus de maisons ou de logements que de famille sans toit (Boulos, 2012, p. 16). Le problème est tel qu'il existe plus de 7 millions de logements inoccupés et prêts à recevoir une famille, en plus de contenir les services de base et les infrastructures nécessaires (Boulos, 2012, p. 17). Les appartements restent vides pour la spéculation immobilière; on attend que les prix montent, que le quartier vaille plus. De cette façon, il en vaudra davantage la peine de le vendre qu'on attend que la demande augmente. Si l'on se fie à ces déductions, il n'y aurait même pas un besoin de réinvestir dans la construction d'immeubles pour ces personnes sans toit, car présentement, il existe « plus de maisons sans personne que de personnes sans maisons » (Traduction libre. Boulos, 2012, p. 17). Nous en sommes à nous demander ce qu'implique cette contradiction et pour qui vont les bénéfices.

D'ailleurs, dès les années 1960, un mouvement pour une réforme urbaine a vu le jour. Il fut organisé un séminaire sur l'habitat et sur la réforme urbaine à Petrópolis par l'Institut des architectes du Brésil, en 1963 (Dabène, 2006, p. 68). En sommes, a

émergé un premier projet de réforme urbaine mettant l'accent principalement sur les problèmes de logement. Le mouvement et les actions furent mis sur la glace due au coup d'État en 1964. De retour sur l'agenda politique dans les années 1980, principalement pour les partis de gauche, le mouvement social urbain reste divisé dans un contexte national de transition démocratique (Dabène, 2006, p. 66). Il sera question de porter un intérêt plus important sur la fonction sociale de la propriété et de la terre. En 1987 a lieu une réflexion entre plusieurs associations professionnelles, ONG et syndicats qui donnera lieu à la fondation du Forum national de la réforme urbaine (FNRU) (Dabène, 2006, p. 69). Les différentes thématiques priorisées par le FNRU sont 1) le droit à la ville, ou plutôt la garantie et le respect à l'habitation, à un environnement sain, aux infrastructures urbaines, au transport, à la santé, à l'éducation, à la culture, aux services publics et aux loisirs; 2) la gestion démocratique de la ville; et 3) la fonction sociale de la ville et de la propriété. » (FNRU).

Malgré les efforts de mettre en place des politiques pour soutenir les familles dans le besoin, « tout semble indiquer que la lutte contre l'exclusion et la ségrégation sociospatiales dans les grandes villes brésiliennes se heurte à un mur d'irresponsabilité publique » (Dabène, 2006, p. 63). La déresponsabilisation de l'État face aux problèmes sociaux affecte les populations dans le besoin, mais aussi les organisations qui tentent de les défendre (Dabène, 2006, p. 63).

À São Paulo, particulièrement, la problématique s'intensifie dans la mesure où les expulsions sont de plus en plus courantes. La politique urbaine de la ville s'est longtemps résumée à « l'élaboration d'un arsenal législatif » afin d'expulser les « classes dangereuses » vers la périphérie, loin du centre et loin de la richesse et des services publics. Comme l'explique l'auteur, « la périphérie est ainsi officiellement rejetée dans la marginalité, au nom d'une idéologie hygiéniste qui tient lieu de référentiel de l'action publique. Durant la fin de la décennie 80, on l'a dit plus haut, la

mobilisation sociale parvient à faire inscrire le thème de la réforme urbaine sur l'agenda des constituants brésiliens. » (Dabène, 2006, p. 71).

Toutefois, il existe tout de même dans l'arsenal législatif des programmes et des organismes d'habitation, à travers les différents paliers du gouvernement. Au plus haut niveau, celui du pays et du gouvernement fédéral existe le Ministère des villes (créé par Lula). En 2009 a été créé le programme *Minha casa, minha vida* (MCMV) par le gouvernement fédéral de Lula qui est lié au Secrétariat national d'habitation du Ministère des villes. Le programme MCMV est appliqué dans tout le pays et possède une section d'information à tous les paliers gouvernementaux. Un deuxième palier est celui de l'État de São Paulo où existe d'abord le Secrétariat à l'habitation qui travaille de pair avec la CDHU (Companhia de desenvolvimento habitacional e urbano - Compagnie de développement habitationnel et urbain). Ensemble, ils offrent plusieurs programmes d'habitation et instaurent des politiques publiques qui visent l'amélioration de la qualité de vie de la population. Finalement, le troisième palier est celui de la ville de São Paulo. À la mairie existe une section Habitation d'où émerge le Secrétariat d'habitation et de développement urbain (SEHAB). C'est dans ce palier que l'on retrouve le Conseil municipal d'habitation (CMH) et qu'en 1994 est créé le Conseil du Fond municipal d'habitation (FMH). Du CMH découle le programme *Bolsa Aluguel* qui sert d'appui à la Politique municipale d'habitation (Prefeitura, 2004). Dans l'année 2013, 31 200 bourses ont été distribuées pour aider les sans-toits à São Paulo (Ferraz, 2014). Le programme, *Locação Social* est issu du FMH (Prefeitura, 2003) tandis que *Lote Legal* existait en 2006, mais ne fait plus partie des priorités ni des responsabilités de la préfecture de São Paulo (Negreiros, 2008). *Locação Social* a réalisé entre autres trois projets, le Parc du Gato (Parque do Gato) avec 486 unités d'habitation, l'ensemble Olarias avec 137 unités en 2004 et la Villa des Idosos (Villa dos Idosos), une résidence pour personnes âgées avec 145 unités (D'Ottaviano, 2014). Pour ce qui est du programme *Lote legal*, depuis 2012, il a

permis de régulariser 766 centre d'habitation aidant plus de 188 442 familles dans l'État de São Paulo (Governo do Estado de São Paulo, Secretaria da Habitação).

Plusieurs actions sont entreprises au cours du temps par des organisations de lutte à l'habitation, comme le MTST (Movimento dos trabalhadores sem Teto - Mouvement des travailleur(euse)s sans toit) et le FLM (Frente de luta por moradia - Front de lutte pour l'habitation). À chacun, ils participent à redéfinir l'espace public dans lequel ils vivent et à tenter de redéfinir leur droit à la ville. Tout comme le FNRU, ils visent un plus grand respect de la part du pouvoir pour leurs conditions de vie, à la réappropriation des espaces, à la valorisation de la fonction sociale de la propriété ainsi qu'à la gestion démocratique des espaces publics. Lors des élections de Lula, les mouvements sociaux restaient sur leur garde. Le MST (Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra - Mouvement des travailleur(euse)s ruraux sans toit), pour sa part, a dit tout haut ce que plusieurs autres n'osaient pas dire « Notre mission, déclara l'un de ses dirigeants, avant même la victoire, est de mobiliser le peuple pour exiger du gouvernement la rupture. Si Lula tente de tromper le peuple en lui demandant de faire preuve de patience, il finira comme [le président argentin] Fernando De la Rúa. » (Rouquié, 2006, p. 286). On retrouve dans cette mise en garde un dilemme fondamental du Parti des Travailleurs: ce qu'il appelle « mobilisation contre représentation » (Rouquié, 2006, p. 286). Ainsi, les mouvements sociaux vont formuler leur projet politique selon plusieurs facteurs: « l'intensité des conflits sociaux, les luttes et les mouvements sociaux qui l'ont précédé, les caractéristiques de leurs leaders et de leurs structures organisationnelles » (Levy, 2008). Qui plus est, ils vont influencer et provoquer la mobilisation selon des revendications réelles et matérielles qui ont émergé de conditions sociales (Levy, 2008). L'élection de Lula et du PT conditionnent les mouvements sociaux, ils deviennent précaires fassent à un nouveau parti politique au pouvoir.

Depuis 2002, s'en suit d'une réduction importante dans les dépenses sociales (Polet, Delcourt, 2004). Les mesures d'austérité sont attendues et prévues, mais il reste que les mobilisations populaires restent sur leur garde. Les mouvements sociaux prennent à la lettre les promesses du gouvernement Lula et s'attendent à ce que le gouvernement les respecte. Levy décrit la relation entre les mouvements sociaux et le gouvernement Lula pour le premier mandat avec trois phases. La première est représentée par « la société civile qui utilise son pouvoir de mobilisation pour supporter Lula » (Traduction libre, Levy, 2013). Elle précise que les mouvements sociaux voient plutôt le PT comme un « espace de dispute entre la droite (élite traditionnelle) et la gauche (classe ouvrière) » (Traduction libre. Levy, 2013). Polet et Delcourt font état de la situation et décrivent le climat de la relation entre le gouvernement et les mouvements sociaux plutôt comme un « mélange de sympathie et d'attitude critique, d'espoir et de désillusion » (Polet, Delcourt, 2004).

Il est ainsi possible d'observer que les politiques économiques et sociales se tournent davantage vers ses aspects néo-libéraux; le PT développe ses stratégies d'alliances et s'allie avec le Parti libéral (Polet, Delcourt, 2004). Ceci étant, dans l'année 2003, Lula et son gouvernement réussirent à gagner la confiance des marchés financiers, mais c'est aussi l'augmentation de la mobilisation sociale et le début des contestations (Polet, Delcourt, 2004). Levy décrit d'ailleurs cette deuxième phase comme le moment où les mouvements sociaux « ont commencé à douter qu'ils partageaient un projet politique avec l'administration nationale du PT » (Traduction libre. Levy, 2013). L'année 2004 sera quant à elle une année de mise à l'épreuve pour le PT, car avec les coupures dans le domaine social, les conséquences commencent à se faire sentir et la patience des mouvements sociaux atteint ses limites. Levy présente la troisième phase par les « nouvelles critiques sur la démocratie représentative et les partis politiques [par les mouvements sociaux], mais continuent toujours à supporter Lula » (Traduction libre. Levy, 2013). En fait, comme rajoute Levy, les mouvements sociaux ont principalement soutenu le gouvernement Lula, même s'ils pouvaient être

en opposition avec quelques mesures et en soutenir d'autres, et ce pour les deux mandats. L'idée est que « les mouvements voulaient éviter d'affaiblir leurs alliés politiques [le PT principalement] qui ont été confrontés à des adversaires antagonistes [car], en cas de retour au pouvoir [la droite brésilienne] aurait recours à la violence pour réprimer les mêmes mouvements sociaux. » (Traduction libre. Levy, 2013).

CHAPITRE III

LE CAS DU MTST

3.1 Historique

Le Mouvement des travailleurs sans toit (MTST) est une organisation brésilienne issue du MST (Mouvement des sans terre), dans l'État de São Paulo. Il s'agit principalement d'un mouvement de travailleurs, qu'ils soient sous-employés ou chômeurs, ils luttent, car leurs conditions d'habitation sont à risque, comme plus de 50 millions de Brésiliens qui n'ont pas de conditions d'habitation dignes (MTST, 2013). L'organisation a débuté en 1997 avec pour ligne directrice la lutte contre la spéculation immobilière et l'État qui la protège (MTST, 2013). Elle est l'une des nombreuses organisations de lutte pour l'habitation du Brésil. Leur point de départ est la pauvreté cachée par des villes dans un pays de plus en plus riche.

Le MTST organise les travailleurs urbains à partir d'où ils viennent: des quartiers de la périphérie. Ils sont ce que l'on appelle un mouvement territorial (MTST, 2013). Car, comme l'explique le groupe, « l'espace dans lequel des millions de travailleurs au Brésil et d'autres pays ont organisé la lutte est le territoire » (MTST, 2013). Ces travailleurs et travailleuses ont des revendications communes et le MTST tente de réunir leurs luttes communes afin de créer des identités collectives dans un temps où l'organisation syndicale, dans l'espace de travail, fait face à de grandes difficultés

dans l'organisation d'un « segment croissant de travailleurs (chômeurs, temporaires, “du secteur tertiaire”, travailleurs autonomes, etc.) » (MTST, 2013) en raison des transformations encourues par le processus de production capitaliste et les relations complexes et diversifiées engendrées (MTST, 2013).

Le MTST est issu du Mouvement des travailleurs sans terre (MST) qui voulait étendre le mouvement de la réforme agraire à la réforme urbaine, pour une ville plus juste pour le droit à l'habitation (G1 São Paulo, 2014). La mobilisation, comme mentionnée plus haut, s'effectue principalement dans les quartiers les plus pauvres afin de proposer des solutions à leurs conditions, mais aussi afin de préparer une transformation profonde de la société (G1 São Paulo, 2014). Ce n'est pas qu'un mouvement pour l'habitation, c'est un mouvement qui veut transformer la société et cette optique dépasse les questions urbaines (Goulart, 2011). L'embryon du MTST s'est principalement formé lors de la Marche populaire nationale pour la réforme agraire, l'emploi et la justice (Marcha Popular Nacional por Reforma Agrária, Emprego e Justiça) de 1997, dont le but premier était de protester contre les exclusions sociales. La marche a débuté à trois endroits différents du Brésil, dont São Paulo et pendant deux mois, la marche à pied s'est effectuée avec pour destination finale Brasília (Aguilar, 2000).

Ainsi, à l'initiative du Mouvement des sans-terre (MST), le MTST est devenu une organisation autonome tout en ayant un point commun fort, la lutte à l'habitation: « Sa création, rappelle M. Gilmar Mauro, membre de la direction nationale du MST, partait d'un constat – 85 % de la population brésilienne réside en zone urbaine – et constituait une tentative d'articuler luttes pour la terre et luttes des populations urbaines. » (Revelli, 2007). Au départ, le groupe n'avait aucune expérience du milieu urbain et utilisait les stratégies de lutte pour la terre, mais les favélas et le milieu urbain s'est avéré beaucoup plus complexe et plus difficile à appréhender (Revelli, 2007).

Le principal objectif de cette organisation est « combattre la machine de production de la misère dans les centres urbains, de former des militants et d'accumuler des forces afin de construire une nouvelle société » (Traduction libre, MTST, 2014). En fait, leur plus grand objectif se reflète dans leur lutte contre le capital et ainsi contre l'État qui représente les intérêts capitalistes. « Nous savons que la forme actuelle d'organisation sociale n'a pas d'espace pour la réalisation des intérêts de la majorité, des travailleurs. Tout est transformé en marché, même nous et nos droits » (Traduction libre, MTST, 2014). Il existe à peine une minorité de la population qui possède l'accès aux conditions dignes de vie et l'État ne contente que cette minorité (MTST, 2014). La lutte devient une lutte plus grande qu'une parcelle de terre ou d'un immeuble abandonné. Il s'agit plutôt d'une lutte globale contre cette injustice sociale. Ils précisent que la société dans laquelle ils vivent est capitaliste, dans la mesure où les lois, le gouvernement et la justice ont été organisés afin de privilégier une minime partie des gens, un petit groupe de personnes riches, nommée ici la classe capitaliste (MTST, 2014).

Tous les efforts de l'organisation sont mis de l'avant pour concrétiser cet objectif et même si cela exige d'agrandir leurs actions à plus d'une périphérie, d'augmenter son nombre de militants et leur capacité de mobilisation (MTST, 2014). Ils résument ainsi ces efforts par l'idée de construction d'un pouvoir populaire, ou plutôt de la réalisation du principe par lequel les travailleurs peuvent résoudre les problèmes des travailleurs. Cela signifie de « stimuler et valoriser les initiatives autonomes, de construire des formes d'organisations et de décisions collectives, de lutter pour leurs revendications et droits, et de ne pas attendre rien de personne sauf de nous même » (Traduction libre, MTST, 2014).

Au mois de mai 2014, les membres de la coordination du MTST ont présenté au journal *Folha de São Paulo* les revendications du MTST dans le contexte de la Coupe du monde de soccer (FIFA). Leur position reste pratiquement la même, soit que les

occupations constituent une forme de résistance populaire face à la spéculation immobilière bénéfique aux entreprises face au peuple. Toutefois, ils précisent qu'ils ont des différences importantes avec la politique de Dilma Rousseff (PT) et qu'ils sont totalement en désaccord avec les intérêts d'Aécio Neves (PSDB) et d'Eduardo Campos (PSB). La Réforme urbaine est nécessaire, mais elle doit venir du « bas », du peuple. Les transformations sociales sont le résultat d'un mouvement populaire de masse; pour le MTST, c'est le synonyme de pouvoir populaire (Boulos, Rocha et Das Dores, 2014).

Dans la réalisation de leurs objectifs, l'organisation tente de trouver les meilleurs moyens afin que soit représentative pour les membres l'organisation dans laquelle ils interagissent. C'est pourquoi chaque militant du collectif représente une tâche déterminée qui doit être évaluée collectivement de temps en temps, allant d'une fois par année à trois fois, tout dépendant du collectif en question (MTST, 2014), le but étant de garantir un mouvement des les militants responsables et de garantir une rotation équitable pour tous les membres du collectif.

Ces changements sont opérés dans des secteurs prédéfinis par l'organisation (nous trouverons plus loin les fonctions de ce collectif): la formation politique responsable de la formation des militants; l'articulation permettant d'interagir avec les responsables de l'État et des alliances créées; l'organisation qui est responsable de garantir un bon fonctionnement collectif; la sécurité afin d'assurer une autodéfense de l'organisation; l'autosuffisance qui accomplit l'autonomie et l'indépendance de l'organisation en développant des propositions de financement; les finances qui sont responsables à travers l'organisation des recours et prestations de compte, souvent relié au secteur de l'autosuffisance et finalement; les communications et le symbolisme qui s'occupent de l'image de l'organisation à travers les différents canaux de diffusion et s'assurent du renforcement des identités symboliques propres au MTST (MTST, 2014). Ainsi, les membres de l'organisation sont conscients de

l'environnement du MTST, car ils participent activement et en rotation à chacun des secteurs de l'organisation. Le défi se reflète principalement en raison des divers contextes des collectifs à travers le pays, dans le sens où chaque occupation est différente et le rapport avec les autorités l'est tout autant, tout dépendant d'où et quand l'occupation a lieu. L'effort est principalement de construire, à partir des expériences acquises de chaque État du Brésil et grâce aux normes de l'organisation, un collectif représentatif de l'idée du MTST tout en reflétant les intérêts de ses membres.

La première grande occupation du MTST a eu lieu dans l'État de São Paulo, dans la ville de Campinas où les militants ont investi un terrain renommé Oziel. Aujourd'hui, cet endroit constitue un quartier en soi, avec les infrastructures nécessaires et caractérisé par sa force communautaire (Goulart, 2011). À partir de ce moment, donc, l'organisation du MTST s'est vue grandir et prendre une place désormais importante dans la lutte urbaine pour l'habitation. Pour l'organisation, la mobilisation est en soi une réussite. Il reste qu'il est difficile pour nous de savoir s'il existe une suite dans le développement des occupations, car l'information à ce sujet est déconstruite et désorganisée. Cependant, dans les médias, le MTST est considéré comme une organisation connue au niveau national. Déjà en 2000, le mouvement détient une base solide et claire: « [l'appui de] la population pauvre des périphéries des grandes et moyennes villes, un projet politique de transformation sociale à partir des revendications pour l'habitation, une réforme urbaine et des contacts établis [...] entre les différents mouvements urbains de grandes villes comme Rio de Janeiro et Recife » (Traduction libre. Goulart, 2011).

Au départ, les actions étaient principalement centralisées dans la région métropolitaine de São Paulo et le focus principal des activités, jusqu'en 2008 environ, était d'enrichir la capacité d'organisation interne en créant d'abord un sentiment d'appartenance à l'organisation et un système de tâches afin que tous participent à

l'amélioration de leur communauté, de la construction à la protection de la zone occupée (Goulart, 2011). En plus de la construction des infrastructures (comme la collecte d'eau, l'installation électrique, la construction de maisons, etc.) la liste de tâches s'étend à la création de contact avec les dirigeants du quartier et la collecte de dons de nourriture (Goulart, 2011).

En 2007, c'est le début de l'expansion de l'organisation. Elle tentera de créer une « ceinture » dans l'État de São Paulo en investissant d'autres villes. En effet, en 2008, trois autres occupations ont lieu dans les villes de Embu das Artes, Mauá et Campinas. Le processus dénommé « estadualização do MTST » (Goulart, 2011), qui signifie la décentralisation de l'organisation, a pour but de renforcer l'étendue de l'organisation à une plus grande échelle et de permettre une plus grande diversité d'actions. L'expansion se reflète ainsi dans les actions, comme l'interruption des transports de marchandises dans les principales gares d'autobus, action connue sous l'appellation « trancaço » (Goulart, 2011).

Cette décentralisation des actions d'occupation amène plusieurs conséquences, directes ou indirectes à l'organisation. Un des effets est que désormais, il devient nécessaire de négocier non pas seulement avec les préfectures, mais aussi avec le gouvernement de l'État de São Paulo (Goulart, 2011). Il semblerait que ce soit plutôt un effet pervers que désiré par le MTST. Comme le spécifie Goulart, le MTST « tient une proposition d'indépendance du mouvement social en relation aux instances étatiques, aux partis politiques et aux syndicats » (Goulart, 2011). Plus précisément, l'organisation et la dynamique interne de l'organisation visent une prise de décision et des débats populaires ainsi qu'une participation et une formation militantes dans un processus continu, créant une indépendance face aux institutions. Un an à peine après ces occupations, la machine du MTST gardait le pied dans l'engrenage, son organisation s'épanouissait au niveau national.

Ensuite, nous voulons relater quelques expériences qui se sont avérées quelques fois un succès, mais toutes comportent leurs difficultés. La première est une expérience récente, une occupation qui est survenue à l'aube du 27 septembre 2014, au terrain appelé Chácara das Paineiras, dans la ville de Carapicuíba, dans l'État de São Paulo. 400 personnes ont d'abord investi le terrain, nombre qui augmentera jusqu'à 3000 durant les semaines qui suivirent. Selon le MTST, ce terrain serait abandonné dans le but de la valorisation immobilière: « Il y a dans la région une énorme spéculation immobilière, ce qui fait en sorte qu'il y a une valorisation des immeubles et que les loyers augmentent. Avec cela, les familles ne peuvent plus payer le loyer et finissent par déménager pour habiter dans la maison de leurs parents / proches » (Traduction libre. Barbosa, 2014).

Ce terrain revendiqué par le MTST aurait une dette qui monterait à 400 millions de reais (environ 200 millions de dollars) en taxes au gouvernement (Rédaction du Spresso, 2014). Le terrain investi était abandonné depuis des années. Les familles qui occupent présentement le terrain vivaient dans des zones à risques, dans des favelas ou ont été expulsées de leurs logements faute de pouvoir payer le loyer devenu trop cher (MTST, 2014). Le terrain de 97 000 m² servirait la valorisation immobilière, sans remplir sa fonction sociale. En effet, une des revendications du MTST est d'assurer l'allocation des terres pour le logement social et de faire entrer les familles de l'occupation aux programmes de logements du gouvernement, terres qui n'utilisent pas la fonction sociale exigée dans la Constitution (MTST, 2014). Rappelons que l'article 182 de la Constitution confère le droit aux propriétés si elles exercent leur fonction sociale et l'article 183 qui légalise les invasions de terrains si l'article 182 n'est pas respecté (Dabène, 2006, p. 71).

Le MTST précise que les occupants du terrain sont aussi des travailleurs payant des impôts et devraient eux aussi bénéficier des infrastructures (Barbosa, 2014). Ce terrain ferait partie du ZEIS (Zone spéciale d'intérêt social) « selon le Plan directeur,

ce terrain devrait être pour la construction d'habitation populaire, mais ce n'est pas ce qu'il s'est passé » (Traduction libre, Barbosa, 2014). Le ZEIS constitue, selon le portail de la municipalité de São Paulo une portion de territoire appartenant à la ville et délimité par une loi et destiné en priorité « à la récupération urbanistique, à la régularisation foncière et à la production de l'habitat d'intérêt social (HIS) et d'habitation de marchés populaires (HMP) » (Traduction libre. Prefeitura de São Paulo. Gestão urbana de SP).

Le 29 septembre 2014, cinq leaders du MTST ont été arrêtés à cette occupation, pour une enquête sur un vol d'eau qui serait survenu dans la région. Les habitants du quartier affirment que ces cinq leaders auraient été arrêtés sans motifs réels, la police militaire continue l'enquête et empêche l'accès au site de l'occupation (Italiani, 2014). Le terrain en question avoisine des maisons « haut de gamme », des condominiums du quartier Granja Viana et leurs habitants ont construit un mur pour empêcher le passage aux sans-toit, mur qui sera démoli rapidement.

Le MTST organisera plusieurs actions pour rassembler les troupes et pour se faire entendre. Un des types d'action est de contacter à l'aide d'affiches les habitants du quartier afin des les en aviser qu'une occupation a lieu près et que si des gens se retrouvaient en situation d'habitat précaire, ils peuvent se joindre à eux. Ils ont aussi fait une manifestation dans les rues du quartier afin d'attirer l'attention du responsable à la mairie Sergio Ribeiro. Dans la suite des choses, la compagnie d'assainissement de base de l'État de São Paulo (SABESP) les a d'ailleurs informés qu'ils attendaient une réquisition du Département de justice de la ville afin d'interrompre la liaison clandestine de l'eau qui alimente le MTST (Italiani, 2014).

La tension reste perceptible « Si le gouvernement n'agit pas, le peuple agit. C'est ainsi que les choses fonctionnent. L'important est de souligner que la rue publique ou privée est de libre accès aux personnes, cela étant écrit dans la Constitution. Ce que nous observons est un préjugé de classes de gens qui sont ici [discrimination]. Nous

avons campé ici et nous ne créons pas de confrontations avec ces résidents [des condos], au contraire, ils créent une confrontation avec nous. La violence vient de l'autre côté, elle vient de Granja Viana et non de l'occupation Carlos Mariguella », selon un organisateur du MTST (Barbosa, 2014). L'action de reprise de possession du terrain par le propriétaire sera exécutée par la police militaire (Barbosa, 2014). Nous nous arrêtons à cet événement dans notre analyse, car nous croyons pertinent de démontrer l'attitude des autorités dans les exemples présentés. Comment l'État réagit et comment les forces de l'ordre participent à ces occupations, est-ce qu'ils conservent une position neutre dans ce contexte ?

La seconde occupation s'est déroulée début septembre 2014 dans la zone ouest de la ville de São Paulo, dans la région du Jardim Colombo. Le terrain de 30 000 m² est une ZEIS selon le Plan directeur de la ville. Selon le MTST, une partie du terrain aurait été détournée par des entreprises privées pour la construction de condos haut de gamme et n'est pas autorisée en vertu du zonage de la ville. Le secteur était abandonné et accaparé par le secteur immobilier (MTST, 2014). « Au lieu de revendiquer ce secteur pour l'habitation populaire, l'occupation est une forme de dénonciation de l'appropriation incorrecte de cette partie du terrain » (Traduction libre. Boulos, Rocha et Dorés, 2014). Selon le Secrétariat municipal d'Habitation, il y aurait aussi une partie de la zone d'invasion qui serait à un particulier ; la préfecture ne sait pas spécifiquement qui est le propriétaire du terrain (Boulos, Rocha et Dorés, 2014).

Selon le mouvement, il y avait environ 800 personnes à l'occupation. La GCM (Guarda Civil Metropolitana - Garde civile métropolitaine) qui était présente au début de l'occupation disait qu'il y avait 300 personnes. La majorité des familles sont de communautés proches du lieu comme Paraisópolis et Jardim Colombo, et sont venues à l'occupation en raison du prix élevé des loyers. « Ce ne fut pas une initiative du mouvement [MTST], mais une demande de cette même communauté » et ils ont

demandé l'aide de l'organisation pour coordonner l'occupation (Boulos, Rocha et Dore, 2014).

Le 18 septembre 2014, une manifestation de sans-toit a bloqué pour quasiment une heure l'avenue Giovanni Gronchi. Il s'agit d'une des plus importantes avenues de la ville de São Paulo et d'un axe principal entre les quartiers Morumbi Vila Andrade et la région de Campo Limpo. Elle permet le transport des marchandises, c'est une avenue très commerciale et achalandée. Les manifestants ont enflammé une dizaine de pneus, bloquant la route. L'occupation réunit dès lors près de 2000 familles. La manifestation avait pour but d'exiger que le gouvernement offre une alternative aux familles occupant le terrain. Les habitants des immeubles voisins se sont plaints à la police civile pour dénoncer l'occupation. Selon eux, la partie du terrain occupée est la propriété de l'immeuble des condominiums. Pour le MTST, le terrain fait partie de la ZEIS où il est permis de construire des habitations populaires, mais les habitants des condos sont en désaccord (G1 São Paulo, 2014). Ces derniers ont d'ailleurs dénoncé les occupations à la police civile, car selon eux, une partie du terrain appartient à la tour de condos (G1 São Paulo, 2014). Cet événement démontre que les initiatives proviennent à certains moments de l'organisation, mais d'autres directement des gens du campement. Il existe une autonomie dans les occupations et elle fait partie de l'organisation, de sa viabilité.

3.2 Structure

Le MTST reste particulier dans sa forme organisationnelle. C'est une organisation qui se veut collective, dans le sens où elle se subdivise en trois grandes collectivités, qui ont chacune leurs responsabilités et leur champ d'action. Le premier est le collectif politique et il regroupe la coordination nationale et étatique. C'est dans ce collectif que sont prises les décisions concernant les politiques générales du MTST. Ils vont gérer au niveau national et dans les États la visibilité du MTST, sa portée médiatique

et principalement politique. C'est donc avec ce collectif que les discussions et négociations se font avec le gouvernement fédéral, de chacun des États ainsi qu'avec l'Église catholique, lorsqu'il y a lieu.

Le deuxième collectif est celui organisationnel et est aussi appelé les secteurs. C'est à lui que revient la tâche de prendre des décisions concernant l'organisation du MTST. Il prend les décisions et exécute les tâches en relation avec les diverses questions nécessaires pour la construction du MTST (MTST, 2013).

Le troisième collectif réunit plusieurs fonctions et est nommé le collectif territorial. Il contient ainsi la coordination de groupes (occupations), la coordination régionale, un centre de coordination et les références communautaires. Nous avons cherché la signification et le rôle de ce groupe « références communautaires », mais malheureusement l'organisation n'explique à aucun endroit les tâches et le but de cette section. Le but du collectif territorial est principalement d'organiser le travail de terrain du MTST dans ses relations avec la « base », avec les membres. Ils vont ainsi décider et réaliser les tâches relatives à l'espace d'action et d'occupation. Aussi, ils vont réunir et organiser les groupes régionaux et veiller à ce que les actions soient coordonnées entre elles (MTST, 2013).

En termes de bureaucratisation, nous pouvons soulever quelques aspects tels que les propositions de représentation. Dans sa volonté d'être équitable, l'organisation doit respecter une représentation juste de ses membres et une certaine rotation. Pour le collectif territorial, il est nécessaire qu'il soit représenté d'une personne pour 5 membres de chaque groupe. Ce qui veut dire que pour une occupation de 50 personnes, il est nécessaire d'avoir dans le collectif territorial 10 représentants au minimum. Pour le groupe des « références communautaires » par contre, il ne faut qu'un seul représentant par communauté (MTST, 2013). Ainsi, il doit posséder un représentant par région où il y a une occupation et 2 lorsqu'il y en a plusieurs. Tous les quatre mois, il doit y avoir une élection de représentants. Pour le troisième

collectif, celui des secteurs, il est nécessaire d'avoir un représentant par secteur, avec possibilité d'augmentation et la rotation se fait annuellement. Finalement, pour le dernier collectif, celui politique, il est nécessaire qu'il soit représenté de 1 à 3 personnes, conformément la situation de l'État (son contexte, son nombre d'occupations, etc.). Annuellement, les représentants devront changer. Nous avons cherché à savoir où et quand le MTST se réunissait afin de faire leurs élections internes, s'ils faisaient un congrès annuel. Malheureusement, avec les ressources dont nous disposons, nous n'avons pu trouver cette information.

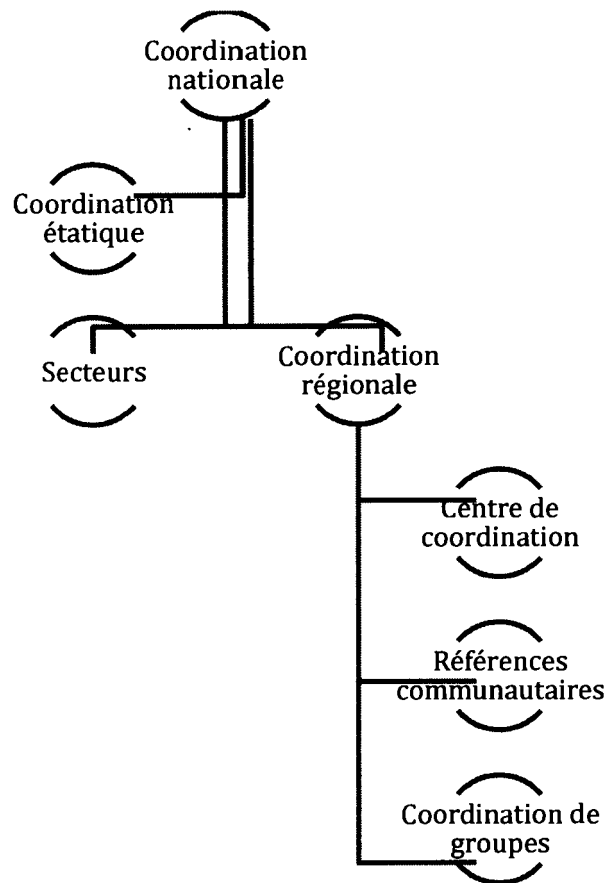


Figure 1.1 Organigramme représentant les formes organisationnelles du MTST, élaboration de l'auteure avec les informations du MTST (MTST, 2013)

Le MTST possède aussi une liste de principes organisationnels qui guident leur organisation. Elle permet d'ailleurs une cohérence dans l'action de tout militant du MTST. Le premier propose une unité dans l'action et une liberté dans la discussion. Ainsi, « les militants devraient avoir le droit de se positionner et débattre leurs positions et propositions dans le collectif dont ils font partie. Mais, une fois que les positions collectives sont définies (par consensus ou vote) nous devons agir en concordance avec elles. » (Traduction libre, MTST, 2014).

Le second principe directeur est le fait que les décisions sont collectives, mais la responsabilité reste individuelle. Étant donné que les décisions du MTST sont collectives, les militants de chaque collectif se doivent de participer à la définition des grandes lignes et positions politiques ainsi qu'à la planification. Toutefois, une fois les tâches divisées, il en revient à la responsabilité de chacun de les assumer, de les réaliser et de rendre des comptes à la collectivité. Ensuite, un autre principe est le fait que la possibilité de décision revient à ceux qui agissent, dans le sens où tous les militants doivent rejoindre un collectif et assumer une tâche. Il n'y a de la place dans le MTST que pour les gens qui sont prêts à s'investir et à s'engager dans l'exécution des décisions prises et dans quelques tâches de construction.

Ensuite, il est primordial d'adopter une discipline militante et des valeurs socialistes. Le militant du MTST se doit d'être cohérent dans sa conduite et avec les propositions du groupe. Il doit être un exemple pour tous. Il en va de soi donc qu'il ne faut pas reproduire les idéologies qu'ils combattent tels que l'oppression, la discrimination qu'elle soit envers les femmes, les noirs ou les homosexuels, et contre les valeurs individualistes. Un autre principe est celui de la transparence dans les relations. Il est fondamental pour le MTST que « les positions et les différences soient traitées de formes claires et transparentes. Ainsi devrait être notre relation avec la base sociale du mouvement » (Traduction libre. MTST, 2014).

Finalement, il importe de participer à la construction du pouvoir populaire. Ce principe s'exprime en deux questions fondamentales: l'autonomie et la formation politique. Les décisions ne sont prises que par le MTST, et ce, sans avoir d'interférences d'une quelconque autre organisation ou de l'État. Le MTST invite ainsi les membres à une formation politique, ce qui signifie « la proposition de former continuellement des militants sur la base d'un mouvement afin d'assurer les responsabilités politiques et la participation aux décisions » (Traduction libre. MTST, 2014). Ceci étant, l'organisation doit être conduite par les travailleurs et doit être un effort d'organisation afin de préparer les travailleurs à diriger leur organisation.

En ce qui a trait à ses relations avec les autres organisations du mouvement à l'habitation, nous pouvons déceler au moins un collectif dont le MTST fait partie: *Resistência Urbana* (Résistance urbaine). Le MTST est considéré comme fondateur du collectif et en fait référence dans un des onglets de leur site web (MTST, 2013). Collectif né en 2007, il réunit plusieurs organisations qui luttent pour les droits sociaux, pour une Réforme urbaine anticapitaliste et contre la criminalisation des travailleurs de mouvement populaire (Boulos, 2012, p. 49). Sur leur site Internet, le MTST souligne comme « compagnons de lutte » une vingtaine d'organisations dont la moitié n'ont pas comme objectif principal la lutte à l'habitation, mais ont tout de même une visée sociale. Nous pouvons en citer quelques-uns: *Observatório das violências policiais - SP*, *Correio da Cidadania*, *Rádio Cirandeira*, *Fórum popular de saúde - SP*¹, etc. Nous pouvons d'ailleurs souligner la relation avec le MST, qui fut à la base du MTST participant à sa création.

Une des références a attiré notre attention, celle d'*ANDES - sindicato nacional*, un syndicat des enseignants des établissements d'enseignement supérieur (ANDES). Nous avons donc poussé la recherche afin de savoir s'il existait une relation

¹ Traduction: Observatoire des violences policières - São Paulo, Courrier de la citoyenneté, Radio Cirandeira, Forum populaire de santé - São Paulo.

particulière entre le MTST et les syndicats brésiliens. Nous avons pu trouver sur la sphère web plusieurs participations collectives avec syndicats, organisations du mouvement d'habitation et aussi d'autres luttes sociales. Un exemple est le front commun qui a été effectué en février 2014. Plusieurs organisations et syndicats se sont ralliés afin d'écrire un manifeste contre l'offensive du gouvernement de criminalisation des luttes sociales. Principalement, le congrès initié est dû à la répression policière importante des mobilisations sociales. Nous pouvons retrouver au sein de ce regroupement le MTST, le MST, Resistência Urbana, CSP-CONLUTAS - Central Sindical e Popular, UGT – União Geral dos Trabalhadores, CGTB – Central Geral dos Trabalhadores Brasileiros, COBAP – Confederação Brasileira dos Aposentados e Pensionistas, ANDES-SN – Sindicato Nacional dos Docentes das Instituições do Ensino Superior, MML – Movimento Mulheres em Luta, et plusieurs autres, pour n'en nommer que quelques-uns (MTST, 2014, février).

Dans le but de bien observer sa structure, nous allons souligner les traits d'informalité de l'organisation du MTST grâce à quelques indicateurs présentés par Freidenberg et Levitsky (2006, p. 179-187). D'abord, existe-t-il des règles internes dans l'organisation et si oui, quelles sont-elles? En fait, nous en avons parlé plus haut dans le texte, c'est la fameuse liste de principes du MTST. Ce sont en effet des règles internes que chacun des membres se doit de respecter pour le mieux-être de l'organisation. Il ne s'agit pas de procédures comme telles, mais bien d'une charte de règlements que les membres respectent et qui forme l'âme de l'organisation. L'autorité est particulière aussi dans l'organisation, car elle est multiple. En fait, l'autorité réside dans les décisions collectives. Les différentes collectivités ont leurs listes de tâches et responsabilités qui découlent des décisions prises collectivement.

Il s'agit aussi d'une forme d'organisation territoriale, c'est-à-dire qu'elle part de la base, du terrain pour s'organiser et s'étend jusqu'à un collectif qui s'occupe de l'organisation au niveau national. L'intégration des sous-unités se reflète ainsi dans

l'organisation qui part de la base. Étant donné que c'est le centre de l'organisation, l'intégration se fait de soi, ou plutôt, semble se faire de soi. Les frontières de l'organisation à l'interne se jouent sur les différents collectifs et leurs tâches et responsabilités respectifs, tandis que la relation à l'extérieur se joue sur la lignée politique décidée dans le collectif politique. La hiérarchie de l'organisation est donc en lien et en interaction continuelle, et non pas en hiérarchie de pouvoir.

Comme il a été montré précédemment dans les principes de l'organisation, il est primordial pour le membre, s'il veut faire partie de l'organisation, qu'il participe à la vie du MTST, qu'il rend des comptes à celle-ci et qu'ils respectent ses obligations, soit la liste de principes énumérée précédemment. Il importe aussi de souligner que l'organisation ne tente pas de s'investir dans un statut juridique aux yeux de l'État. Ses occupations contreviennent souvent à la réglementation municipale et leur permettent ainsi de faire une pression plus importante sur le gouvernement.

3.3 Autonomie

Le MTST a besoin de créer des alliances pour réaliser ses objectifs. C'est ce qu'ils considèrent comme un « point important du défi [est] d'établir des alliances avec les autres organisations de travailleurs » (MTST, 2014). Plus l'organisation grandit, plus le besoin de s'allier devient important. Ils nécessitent d'abord de construire des relations particulières avec les autres mouvements populaires qui organisent les travailleurs, que ce soit en ville ou en campagne. Une des organisations avec qui le MTST fraternise est la « Résistance urbaine - Front national de mouvements ». Il est aussi question de s'allier avec les syndicats dont les travailleurs peuvent faire partie, dans les usines et entreprises. Il s'agit d'accumuler et centraliser les forces. Ils vont d'ailleurs créer des relations aussi avec les autres organisations qui partagent les mêmes objectifs de lutte pour l'habitation, comme certains partis politiques, les

églises, les groupes culturels, etc. (MTST, 2014). Ces rapports semblent plutôt être conjoncturels et en mouvance. Toutefois, il importe de souligner la priorité pour le MTST à l'autonomie face aux autres organisations, leur indépendance reste primordiale.

Si l'on prend l'exemple de sa relation avec les partis politiques, elle est toujours en changement tout dépendant les politiques mises en place concernant l'habitation urbaine. Dans un article de *Folha de São Paulo*, les représentants du MTST spécifient qu'il existe des différences importantes entre leur vision et celle du gouvernement de Dilma Rousseff. Pour ce qui est des autres organisations du mouvement à l'habitation, il nous est difficile de faire un suivi exact des relations. Le MTST fait partie de *Resistência Urbana* depuis peu, il serait intéressant de faire le suivi dans quelques années. Les autres organisations avec lesquelles le MTST peut s'associer sont très souvent en lien avec les occupations du moment. Comme le précise Goulart dans son texte, c'est dans le processus de consolidation de la zone occupée, d'où émerge une politique des relations communes, que ce soit entre les membres du MTST, ou avec les autres organisations (Goulart, 2011). Le réseau de relations se constitue par les occupations, par le travail de terrain.

En juillet 2009, le MTST organise une manifestation devant l'immeuble où réside Lula, président à l'époque du pays. Il s'était écoulé huit jours depuis l'ouverture des négociations avec le ministère des villes, le but étant d'inclure les familles du campement dans le programme d'habitation du gouvernement fédéral nommé *Minha Casa, Minha Vida* (MCMV). Comme il a été mentionné précédemment, le MTST opte pour des actions qui attirent l'attention de la population et des médias afin de faire pression sur le gouvernement et de forcer une négociation. Ce type d'action amène le débat sur la scène publique par rapport au rôle de l'État et de ses politiques sociales, surtout depuis l'implantation des politiques néolibérales dans le pays depuis les années 1990 (Goulart, 2011).

Goulart écrit que « l'action des mouvements sociaux a pris forme dans la construction d'espaces publics, institutionnalisés ou non, agissant comme une reconnaissance de la représentation des intérêts et de la négociation permanente, afin d'élargir les droits collectifs et une nouvelle sociabilité à caractère démocratique » (Traduction libre. Goulart, 2011, p. 3). L'idée est que malgré la volonté des mouvements sociaux de négocier avec les instances une meilleure qualité de vie, il reste que l'ensemble des propositions néolibérales redéfinit les espaces afin de « commercialiser le centre des relations sociales, défigurant [ainsi] le "bien public" » (Traduction libre. Goulart, 2011, p. 3).

Le MTST, avec son expansion au niveau national, participe à ce que Goulart appelle « l'étatisation des actions d'occupation » (Traduction libre. Goulart, 2011). Cela amène la nécessité de négociation avec le gouvernement de l'État de São Paulo (ou de l'État dans lequel l'occupation a lieu) et non plus seulement avec les municipalités. Cette manifestation devant le Ministère des villes, créé par Lula, se veut une pression sur les pourparlers en jeu par rapport au compromis promis par l'État d'inclure les familles des campements dans le programme d'habitation fédéral. Ces actions permettent de mettre en lumière les débats sur l'habitation, sur l'ordre public, ainsi que le rôle de l'État dans les politiques sociales. La négociation s'avère donc être multiple, car bien souvent, les revendications qui découlent de ces occupations concernent le partenariat entre les municipalités et l'État pour la viabilité des logements et de la situation sociale (Goulart, 2011). Ce que nous avons pu déceler du comportements des propriétaires privés des bâtiments et terrains, grâce aux occupations rapportées dans les médias, est que bien souvent, les propriétaires doivent déjà énormément d'argent en impôt au gouvernement. Les immeubles et terrains, en plus d'être innocupés, ne rapportent pas le dû à la ville quant aux taxes foncières et aux responsabilités des propriétaires.

De plus, le groupe se défend face à l'État sur ses revendications, car il détient un argument constitutionnel. Comme mentionné dans les chapitres précédents, le droit fondamental à l'habitation fait partie d'une clause écrite dans la Constitution et qu'il se doit d'être respecté. En plus, si la terre ou l'immeuble ne respecte pas sa fonction sociale, le peuple peut revendiquer ladite terre ou ledit immeuble. Dans la Constitution fédérale, et ce, selon les articles 5 et 170, toute propriété se doit de remplir sa fonction sociale. Cela signifie que toute propriété doit être utilisée pour une raison, que ce soit pour l'habitation, la production ou peu importe, tant que c'est bénéfique pour la société. Les grands terrains et immeubles vides, utilisés pour la spéculation immobilière, n'occupent pas leur fonction sociale. Au niveau juridique et dans les négociations avec l'État, ce type d'argument est connu et revient fréquemment. Il s'agit par la suite de s'entendre sur les façons et les procédés de comment rendre possible la redistribution aux familles dans le besoin. Le groupe MTST rappelle qu'occuper, dans ce cas, n'est pas un crime, mais un droit (Boulos, 2012, p. 45-46).

Pour ce qui est du rapport à l'Église, nous nous apercevons dans nos recherches qu'il semble plus être un élément fondateur dans la construction des organisations du mouvement de lutte à l'habitation, qu'un acteur actuel.

Le Parti des travailleurs est directement visé par les revendications du MTST, car lorsque les façons de faire sont sur la table des négociations, une des suggestions est l'entrée des familles des campements d'occupations dans le fameux programme piétiste *Minha casa, Minha vida*. Rappelons que cette initiative de Lula avait pour but la construction de maisons afin de sortir des familles de la pauvreté extrême et d'assurer une qualité d'habitation pour une partie de la population. Il existait lors de la dictature sous le nom de Banque Nationale d'habitation, et sera réinvesti par le gouvernement de Lula. Le programme fut (re)lancé en février 2009, quelques mois à peine après l'explosion de la plus grande crise économique de ce siècle aux États-

Unis. Les investissements dans le domaine de la construction civile ont chuté considérablement cette année-là, et ce, dans le monde entier. Les banques n'offraient plus de crédits, et sans crédit, les entreprises ne pouvaient produire, et les travailleurs ne pouvaient acheter (Boulos, 2012, p. 19-21).

Le programme *Minha casa, Minha vida* a été développé avec pour un des objectifs principaux sauver le capital immobilier et réinjecter 34 millions de Reals en fonds publics, aidant de ce fait les entreprises privées (Boulos, 2012, p. 21). Le président Lula affirmait aussi que cet investissement permettrait d'aider des familles dans le besoin de se loger et de réduire ainsi le déficit habitationnel. Pourtant, « environ 75% des ressources et 60% des habitations du programme ont été destinés aux familles avec une rente de plus de 3 salaires minimum » (Traduction libre, Boulos, 2012, p. 22), constructions qui intéressent davantage les emprunteurs, car elles sont plus rentables et « à peine 40% des habitations du programme sont pour les familles avec une rente de moins de 3 salaires minimums, ce qui représente moins de 10% du déficit habitationnel dans cette gamme de revenus » (Traduction libre, Boulos, 2012, p. 22). De plus, Boulos rappelle que ces constructions ont été construites dans des régions éloignées, périphériques, avec peu d'infrastructures existantes, où le coût des terrains est minime. De plus, la grandeur des logements construits est d'à peine 32 mètres carrés pour une famille complète, communément appelée les « boîtes d'allumettes ». Selon l'auteur toujours, ce programme d'habitation du gouvernement Lula et du PT a approfondi, au lieu de combattre, la logique de l'habitation comme un marché, qui se doit d'être lucratif et non comme un droit (Boulos, 2012, p. 22-23).

En ce qui a trait à la relation qu'entretient le MTST avec les autres partis politiques, le MTST démontre sa volonté d'indépendance. Dans un article, Goulart affirme que le MTST « tient une proposition d'indépendance du mouvement social en relation aux instances étatiques, aux partis politiques et aux syndicats » (Goulart, 2011). Rappelons que pour le MTST, la manière de faire face à la politique institutionnelle

de l'État est d'exercer le pouvoir populaire (*poder popular*). Il n'est pas étonnant que l'organisation maintienne une distance avec les élus et leurs pratiques institutionnelles.

Avritzer spécifiait que c'est « le format institutionnel de collaboration entre l'État et la société civile qui détermine un changement significatif dans la nature des pratiques politiques » (Avritzer, 2003, p. 306). Toutefois, le MTST pense avoir avantage à garder ses positions et ses modes d'action intacts.

Dans un texte d'Oliveira, l'auteure nous présente en comparaison trois organisations du mouvement d'habitation brésilien, plus précisément, de São Paulo. Elle constate que ces organisations ont en communs quelques traits : « La principale forme de lutte des mouvements des sans-toit est l'action directe, ou plutôt, les occupations dans les immeubles vides dans le centre de la ville ou sur les grands terrains vides de la périphérie qui servent à la spéculation immobilière [...] Pour modifier la politique d'habitation, il est nécessaire de modifier la politique économique et sociale et comprendre que le bloc au pouvoir ne changera pas » (Traduction libre. Oliveira, 2010, p. 136-137).

Elle continue en élaborant plus amplement sur le MTST et ses trois objectifs principaux: 1. la lutte pour l'habitation et pour cela « organiser les familles de sans-toit du mouvement pour réaliser des occupations et lutter pour les politiques d'habitation pour la population à faible revenu » 2) la nécessité de faire une réforme urbaine et 3) la lutte pour le pouvoir, « dans ce sens, à la recherche du pouvoir politique, que le mouvement va réaliser un lent travail de politisation de sa base pour que, dans le futur, ils réussissent enfin, à obtenir une classe de travailleurs unis et avec une identité de classe définie pour ensuite, concrétiser la tant espérée transformation sociale » (Traduction libre. Oliveira, 2010, p. 137-138).

Dans ses relations, « le MTST serait plus lié au Partido Socialismo e Liberdade (PSOL) et au Partido Socialista dos Trabalhadores Unificados (PSTU), toutefois, la

majorité des leaders et de la base de cette organisation ne possèdent pas de relations de militantisme dans ces partis politiques » (Traduction libre. Oliveira, 2010, p. 138). Elle précise aussi que les critiques les plus virulentes envers le gouvernement viennent justement du MTST. Le MTST ne critique pas seulement la bureaucratisation ou la lenteur du programme MCMV, mais aussi « la formulation même [du programme], les objectifs et la structure élitiste de cette politique d'habitation » (Traduction libre. Oliveira, 2010, p. 143).

3.4 Actions et radicalisation

Les formes d'actions du MTST sont principalement dans la lutte directe. Nous entendons dans la définition de ce type de lutte toutes les occupations, les manifestations, les actions de blocage, etc. Il s'agit d'une lutte qui ne nécessite pas d'entretenir une relation ou une négociation avant les actions. L'action prime, l'action permet de se faire entendre. Une des différences avec les autres organisations est justement la négociation par la mobilisation et les actions directes de pression (MTST, 2014). Ils critiquent ainsi que la plupart des organisations similaires optent pour une participation institutionnelle, comme les négociations avec l'État, la participation dans des conseils (habitation, de villes, budget participatif) ainsi qu'en créant des partenariats avec les gouvernements (MTST, 2014).

Le MTST préfère utiliser les moyens de pression afin de négocier, plutôt que d'entrer dans l'implication institutionnelle. Cela peut leur permettre, entre autres, d'avoir une certaine autonomie et indépendance face à l'État et les gouvernements en place. Le combat du MTST est précisé à plusieurs reprises dans leurs documents de références comme une lutte populaire contre le capitalisme. Nous avons traduit ici un extrait de la section *le capitalisme est notre ennemi* :

La société dans laquelle nous vivons est capitaliste. Qu'est-ce que cela veut dire? Cela veut dire que les lois, le gouvernement, la justice ont été organisés pour bénéficier un petit groupe de gens très riches, qui est la classe capitaliste. Les patrons, les propriétaires de terres et les banquiers ont le pouvoir parce qu'ils ont l'argent. Et ils ont l'argent par l'exploitation de notre travail. Le capitalisme est ainsi: plusieurs travaillent et peu ont de l'argent. C'est pour cela que nous luttons contre lui. (MTST, 2013).

Ils vont ainsi utiliser plusieurs types d'actions directes, principalement l'occupation de terres urbaines. Ils font ainsi pression directement sur les propriétaires des terrains et des immeubles ainsi que sur l'État. L'action en tant que telle marque leur message, l'injustice sociale d'habitation qui constitue un problème important pour les citoyens brésiliens. L'occupation permet aussi l'organisation directe en communauté des travailleuses et travailleurs, organisations qui deviennent rapidement autonomes. L'idée de communauté et d'entraide afin de se sortir de cette situation est omniprésente sur les occupations. De pair avec les occupations, les membres vont organiser des manifestations et/ou des occupations d'immeuble ou espaces publics afin d'aller chercher l'attention de l'État. L'idée est qu'unis, les travailleurs peuvent faire pression. Il s'agit de s'organiser et d'avancer vers un objectif commun tout en étant apte à intégrer et à s'adapter aux demandes des travailleurs.

En juin 2013, une manifestation réunissant trois organisations de lutte pour l'habitation (MTST, Periferia Ativa et Terra Livre) a permis de faire pression sur le gouvernement de l'état de São Paulo (G1 São Paulo, 2014). Le gouverneur Geraldo Alckmin, après une réunion avec les leaders du MTST et de Terra Livre a promis l'augmentation de 300R\$ à 400R\$ des subventions pour les familles recevant l'aide sociale pour l'habitation ainsi qu'un financement majeur dans les infrastructures publiques de transports afin d'améliorer le réseau pour ces familles habitantes dans les périphéries (G1 São Paulo, 2014). Les actions permettent d'aller chercher davantage d'appuis auprès de la population et d'augmenter la visibilité du MTST.

Enfin, une autre stratégie pour l'organisation est de bloquer des autoroutes et artères importantes. Par ces routes circulent les marchandises des usines à leur point de vente et l'action de bloquer cette circulation peut s'avérer semblable à une grève, dans la mesure où la marchandise ne peut être acheminée, donc ne peut être vendue (MTST, 2014). Ce type d'action, toujours selon le MTST, « affecte le coeur du système, générant d'énormes préjudices aux riches et faisant en sorte que [leurs] revendications gagnent une importance plus grande » (Traduction libre. MTST, 2014). Il est difficile pour nous de juger l'efficacité de ces actions, toutefois, nous pouvons remarquer que leurs actions attirent l'attention des médias et ces derniers leur accordent une certaine visibilité à plus grande échelle. D'ailleurs, sur le site Internet du MTST, il existe un onglet « MTST dans les médias » et possède plus de 500 références à des articles publiés (MTST, 2014).

Nous constatons que l'organisation du MTST est relativement radicale dans ses actions, car elle revendique principalement des actions directes, des actions à la base de leur proposition. Des travailleurs se retrouvent sans toit et l'idée est simple: occuper une terre ou un bâtiment abandonnés et se l'approprier, s'organiser. Ils se différencient des autres organisations qui préfèrent passer par le système institutionnel. Ils sont moins intransigeants face aux possibilités d'action. Il faut qu'elle soit directe et qu'elle ait pour but de ralentir le marché, de prouver l'injustice sociale face au capital des riches et de se réapproprier ce qu'il leur revient.

3.5 Conclusion

Dans notre problématique, nous soulignons l'importance du processus d'institutionnalisation pour les organisations au Brésil. Pour nous, ce procédé serait une forme d'instrumentalisation de la part des institutions comme l'État et/ou l'Église afin de tirer profit de la participation citoyenne. Cependant, dans ce cas-ci présenté, le

MTST semble éviter les conséquences négatives d'un processus de cooptation dû principalement à sa volonté d'indépendance.

D'abord, l'organisation désire se définir indépendamment des institutions étatiques. Elle aspire à une autonomie décisionnelle et politique, principalement. Comme cité plus haut, le MTST prône une indépendance face aux institutions, car elle tente de lutter contre le capitalisme, qu'il juge du côté du pouvoir et des plus nantis. Ce faisant, l'institution qu'est l'État inspire plutôt une lutte plutôt qu'un allié. Ils vont démontrer par leurs actions que leur lutte est principalement populaire. Les moyens de pression utilisés sont directs, dans le sens où les moyens prennent forme dans la rue, dans l'espace public et ont pour but de bloquer, d'occuper et d'attirer l'attention. Cela permet, comme nous l'avons vu, d'attirer l'attention certes, mais à des fins de négociations forcées avec les dirigeants, avec l'État. Le MTST, contrairement à d'autres organisations du mouvement, évite de prendre les chemins institutionnalisés pour arriver à ses fins, ce qui leur rend grâce en gardant leur indépendance politique.

Cependant, il faut souligner que lorsque nécessaire pour une avancée dans la lutte pour l'habitation, le MTST n'hésite pas à s'allier à d'autres organisations, ou même à entrer en négociation avec l'État. Il reste toutefois que leur position est claire, la lutte populaire contre le capitalisme et les pressions néolibérales. Ensuite, malgré leur organisation détaillée, le MTST s'assure une coordination continue de ses membres grâce à sa liste de principes. La conscience des acteurs de l'organisation joue pour beaucoup dans la prise en charge par les membres des décisions et de l'autonomie de l'organisation. Elle ne nécessite pas d'encadrement extérieur et s'assure ainsi une distance face aux intérêts des institutions comme l'État et l'Église.

Pour l'organisation intérieure, il est beaucoup plus difficile de tirer des conclusions, car l'information est manquante. N'ayant accès qu'aux informations primaires du site ou secondaires des livres et médias sur le sujet, nous ne pouvons percer plus loin le mystère des structures internes de l'organisation. Cependant, nous savons que son

organisation assure une remise en question permanente due à sa structure organisationnelle. La participation est essentielle et le pouvoir au sein même de l'organisation se doit de changer afin d'assurer une meilleure représentation de la collectivité. La base décide, la base organise.

Si l'on revient à notre questionnement initial face à l'institutionnalisation, nous devons rappeler la position de Louis Guay à cet égard, comme quoi il existe des conséquences aux processus d'institutionnalisation. Il y a des effets néfastes lorsqu'il s'agit de se plier aux normes établies, comme l'alignement sur les politiques et pratiques des institutions. Dans ce cas-ci, nous pouvons souligner que le MTST, de par ses négociations avec l'État, s'aligne sur les procédures de ce dernier, comme quoi l'amélioration des conditions des sans-toits passerait par le financement par des programmes gouvernementaux d'aide aux familles. De là le danger de cooptation des organisations au sein du régime étatique, car s'il en devient une habitude, le MTST ne servirait qu'à participer au processus décisionnel de l'État et non pas à revendiquer un changement drastique dans la formule de cette institution.

Cependant, nous pouvons rappeler la position qu'Avritzer précise dans un de ses ouvrages: « c'est le format institutionnel de collaboration entre l'État et la société civile qui détermine un changement significatif dans la nature des pratiques politiques » (Avritzer, 2003, p. 306). Nous sommes loin en effet d'une relation volontaire et quotidienne de la part du MTST avec l'État, comme il est possible dans un budget participatif, mais il existe tout de même un lien et une forme de négociation. Louis Guay rappelle que les rapports des mouvements sociaux, comme c'est le cas avec celui sur l'habitation, sont principalement conflictuels avec les institutions. Le MTST conserve cette relation sporadique et antagonique avec l'État, malgré ses quelques ententes et négociations.

Pour continuer sur l'organisation du MTST, nous pouvons nous questionner si elle est institution ou organisation. Nous ne croyons pas soutenir une réponse claire à cette

question, mais nous pouvons évoquer une piste de réflexion. Comme présenté dans le chapitre premier, nous présentons que les institutions possèdent un système de lois qui régissent et contraignent ses parties. Le MTST a peut-être une ligne de principes, mais ne semble pas posséder une instance contraignante comme un tribunal, un jury ou même simplement un groupe qui permet de gérer les autres membres. En ce qui a trait à la co-influence des membres versus l'institution, elle est visible au sein du MTST. En effet, les acteurs sont capables d'influencer l'organisation, mais cette dernière ne peut contraindre. Elle peut toutefois influencer ses membres et les guider sur une ligne de pensée, comme les principes du MTST peuvent faire. Aussi, il est à noter que l'autonomie joue un rôle primordial pour une institution. Comme il a été possible de le remarquer, le MTST est régi par ses propres règles et son idéologie politique. Cette organisation constitue une arène de discussion et un acteur en soi. Elle possède d'ailleurs une reconnaissance sociale, ce qui lui permet d'avoir des espaces de débats publics reconnus.

CHAPITRE IV

LE CAS DU FLM

4.1 Historique

Dans l'urgence de créer une articulation claire des nécessités communes, le *Frente de luta por moradia* (FLM, 2014) constitue un centre pour les organisations de lutte à l'habitation qui permet de consolider la politique d'actions directes. Ces dernières amènent la visibilité nécessaire pour démontrer l'urgence d'un plan habitationnel qui permettrait une justice pour ces familles dans le besoin (FLM, 2014). Le FLM est un collectif de lutte pour l'habitation. Il est formé de plusieurs représentants d'organisations qui luttent pour concrétiser une amélioration des projets habitationnels au Brésil. Ces organisations faisant partie du FLM sont engagées à la mise en oeuvre de politiques sociales pour une population à faible revenu. Elles visent à aider les familles à trouver et améliorer leurs conditions de vie, en commençant par l'habitation.

Le FLM a été créé comme un instrument de lutte directe, en juin 2003. Dans une même nuit, trois occupations simultanées à São Paulo constituèrent la formation initiale du front commun. C'est en février 2004 que les organisations du FLM ont officialisé leur union en organisant une première rencontre dans la ville de Ribeirão Pires, où s'est suivie une répression policière intense (FLM, 2014). Le FLM est aussi créé afin de stimuler et d'articuler les luttes populaires et est ainsi en défense permanente grâce à la participation intense et active des familles. De plus, cette organisation participe à d'autres mouvements, à d'autres organisations de lutte sociale

qu'elles soient internationales, nationales, étatiques ou régionales. Le but est d'unir les efforts afin de renforcer le développement des politiques de logement et des programmes sociaux pour les familles à faible revenu (FLM, 2014).

Le FLM reconnaît « que la démocratie des deux dernières décennies a apporté des avancées dans les lois et les aspects juridiques relatifs à la planification des villes, tels que le Plan Directeur stratégique et le Statut des villes » (Traduction libre. FLM, 2014). Le FLM reconnaît aussi les espaces de participation populaire, par exemple le Conseil municipal de la Jeunesse. Toutefois, le groupe précise que malgré ces avancées institutionnelles, dans les faits, il reste que la situation des familles pauvres vivant un enfer « invisible » pour le pouvoir public reste la même (FLM, 2014).

Sur son site Internet, le FLM revendique le fait de devoir agir ensemble avec les populations pauvres de la ville afin d'ouvrir les consciences, de sensibiliser le public et de faire pression sur le gouvernement. Ils précisent qu'ils sont conscients de la lenteur des luttes institutionnelles, ce pourquoi il faut prioriser « la lutte de base ». Pour ce faire, le FLM propose entre autres, d'unir les différentes organisations qui luttent au sein d'un même mouvement au sein d'un front commun, d'un collectif afin de joindre les expériences et les liens, comme ceux des associations de quartiers, les « mutirões ». Dans leur lutte, le FLM se concentre sur une réforme urbaine qui serait plus égalitaire pour ces familles dans le besoin, qui arrêterait une expansion dite « horizontale » de la ville, ses impacts sur l'environnement et que les espaces libres de la ville ou des spéculateurs immobiliers soient investis pour la construction d'habitation populaire. Enfin, ils luttent pour une participation populaire et une gestion autonome des communautés ou, autrement dit, pour des « mutirões » autogérés (FLM, 2014).

Les principales organisations affiliées sont au nombre de 13 (FLM, 2014). Certaines organisations paraissent être autonomes, car elles ont leur propre site, leurs propres actions et leur propre visibilité. On pense ici au MSTC (Movimento Sem-Teto do

Centro - Mouvement des sans toit du centre) qui a eu entre autres, deux occupations qui se sont soldées par l'intervention de Fernando Haddad (PT), maire de São Paulo (Fernandes, 2013). Il y a aussi le MMRC (Movimento de Moradia da Região do Centro - Mouvement d'habitation de la région du centre) où l'une des occupations s'est terminée avec des subventions et une « bolsa aluguel » du Secrétariat de l'Habitation (Almeida, 2013). Un des immeubles occupés fut décrété comme d'intérêt social après un accord entre la préfecture (Fernando Haddad) et le propriétaire. C'est le premier dans les occupations du centre de São Paulo (Abrunheiro, 2013). De plus, il y a le Fórum de Mutirões, une organisation qui fait aussi partie du collectif MUHAB (Movimentos unidos pela habitação - Mouvements unis pour l'habitation). Deux de leurs réunions ont été organisées avec eux (MUHAB, 2014). Sinon, pour le reste des organisations affiliées, nous ne trouvons aucune information sur la toile web qui ne soit pas reliée avec le FLM, ou même provenant directement du collectif. La composition du FLM s'avère être plus hétérogène que le MTST, dans la mesure où nous pouvons reconnaître des personnalités militantes de classe moyenne ainsi que des travailleur(euses) militants. Nous pensons ici à Manoel Del Rio, avocat et défenseurs de mouvements sociaux, qui participe activement au FLM, par exemple. Manoel Del Rio est avocat et conseiller juridique pour le FLM. Il aide l'organisation pour des questions juridiques ou des conseils dans la lutte pour l'habitation (Rede Brasil Atual, 2015). Dans ce cas-ci, nous pouvons nous questionner sur les effets d'un tel membre parmi l'organisation. Manoel Del Rio reste une personnalité publique, connue par les médias et la sphère publique. Sa présence peut influencer la visibilité et le déroulement des activités au sein du groupe.

La création du FLM est principalement due à un processus de mobilisation depuis les années 1980, la ville de São Paulo étant un site de plusieurs luttes sociales. Les organisations travaillaient pour faire avancer la mise en oeuvre de politiques publiques et luttaient pour l'amélioration des conditions précaires dans les *favelas* ainsi que contre le manque d'assainissement de base (FLM, 2014). C'est à partir de la

fin des années 1980 que les organisations se sont articulées autour des initiatives des “mutirões” autogérées. Mais plus qu’une concrétisation de construction de maisons, les “mutirões” ont été l’expérience d’autogestion qui a renforcé le mouvement de lutte à l’habitation. Depuis, en plus des actions directes, les organisations ont intensifié la lutte pour la création de lois, de conseils, de fonds destinés à l’habitation populaire. Dans les créations importantes résultant de ce processus, il y a d’abord le Conseil municipal d’habitation et le premier projet de loi d’initiative populaire qui a créé le Fond et le Conseil national pour l’habitation populaire au Brésil. (FLM, 2014).

Nous trouvons intéressant le côté législatif souvent souligné par le FLM. Dans cette volonté de voir une participation institutionnelle s’accroître, nous pouvons percevoir une autre façon d’opérer et d’action des organisations de lutte à l’habitation. Au lieu de vouloir à tout prix la tombée du pouvoir, le FLM s’exprime différemment et considère au contraire que les plates-formes gouvernementales peuvent servir à l’implantation d’un nouveau mode de fonctionnement pour les politiques d’habitation. Ce faisant, c’est entre autres par les paliers institutionnels du gouvernement que le FLM participe pour instaurer un changement, ou du moins, des modifications au système actuel. Comme nous allons le voir un peu plus tard dans ce chapitre, le FLM possède un plan d’action très détaillé et inclut une section dédiée aux programmes gouvernementaux.

Il faut souligner que le FLM a été créé par un rassemblement d’organisations qui n’étaient plus en accord avec les modalités de l’UMM, l’Union des organisations d’habitation de l’État de São Paulo (União dos Movimentos de Moradia do Estado de São Paulo - Union des mouvements d’habitation de l’État de São Paulo). Nous avons découvert cette organisation en faisant les recherches sur le FLM. Il s’agit d’une organisation dont le but est d’articuler et de mobiliser les organisations de lutte pour l’habitation depuis 1987 (UMM, 2007). Les divergences entre les organisations sont présentes dans le mouvement de lutte à l’habitation, comme ce fut le cas pour les

treize organisations qui ont préféré se regrouper entre elles, et ce, pour plusieurs raisons, comme la relation avec le gouvernement et la façon dont l'UMM s'adonne à « résoudre tout en conversation de cabinet » selon le FLM (Bloch, 2007, p. 112).

Dans son collectif, le FLM regroupe quelques organisations qui, elles, bénéficient d'un appui financier important d'une organisation nommée APOIO (décrite plus en détail plus tard), soit le Movimento dos Sem-Teto do Centro (MSTC) et le Movimento de Moradia da Região Centro (MMRC). Ce faisant, cet appui bénéficie aussi le FLM pour quelques approvisionnements en infrastructures, etc. (Bloch, 2007, p. 86). Nous en reparlerons plus tard. Ces deux dernières organisations précisent qu'elles sont favorables aux occupations et accusent certaines organisations toujours affiliées à l'UMM d'être cooptées par le gouvernement, divergences que le FLM porte envers l'UMM, entre autres (Bloch, 2007, p. 86).

Pour faire le point sur ces divergences, nous devons expliquer brièvement comment s'articulent les relations entre ces organisations. D'abord, nous pouvons séparer le mouvement d'habitation de São Paulo en trois branches, celle reliée à l'UMM, dont le MMC fait partie (Movimento de moradia do centro). La deuxième branche est celle du FLM et ses organisations membres, dont le MSTC (Movimento sem-teto do Centro) entre autres, et finalement le troisième palier est représenté par le MTST. Entre les deux premières branches, il existe quelques ressemblances et divergences. En premier, nous devons soulever que ces deux organisations sont reliées d'une façon ou d'une autre au PT (Oliveira, 2010, p. 138). Cependant, la présence politico-institutionnelle reste plus forte et plus importante du côté de l'UMM. C'est de ce côté que le FLM a des reproches, accusant certaines des organisations affiliées à l'UMM d'être « cooptées par le gouvernement » (Dos Santos, 2012). Il est souligné aussi que la question du discours et des pratiques politiques différencient le FLM de l'UMM (Bloch, 2007, p. 134).

Le MTST est quant à lui plus proche du PSol (Partido socialismo e liberdade) - parti politique de gauche créé en 2004 dû à son désaccord avec plusieurs politiques du PT - et contrairement aux autres organisations du mouvement d'habitation, il s'affirme comme étant contre le système, contre le gouvernement. Rappelons que le MTST lutte non pas seulement pour l'habitation ou pour une réforme urbaine, il lutte aussi pour le pouvoir et contre un système capitaliste défavorable au changement social (Oliveira, 2010, p. 137).

Le FLM a été impliqué dans plusieurs actions et occupations. En juin 2010, il y a eu la fameuse occupation du quartier INSS, où il y existe dix immeubles abandonnés. Il s'écoulait en 2010 treize années depuis la toute première occupation. Cela veut dire qu'année après année, les organisations du FLM s'investissent pour occuper des immeubles, se faire châtier et recommencer à nouveau. Les familles attendent impatiemment une réponse de l'État. Le 26 mai 2010, plus de 500 familles occupaient les lieux, il s'agissait de la cinquième occupation. Le FLM exige que la fonction sociale de l'immeuble, consacrée par la Constitution, soit exercée et a préparé un plan habitationnel afin de créer 540 habitations (FLM, 2014).

Un autre exemple d'occupation est le campement du "Viaduto do Chá", où des familles ont occupé l'espace en face de la préfecture. Ils exigent l'expropriation d'un terrain nommé Alto Alegre, où ces familles ont été expulsées en 2009. Le but de leur demande est la création de 840 habitations. Toutefois, le projet est arrêté depuis un certain temps, car la machine publique n'avance guère. Le gouvernement a prorogé en 2010 le traitement de la demande de plus de trois mois et laissé dans l'incertitude les 326 familles expulsées depuis 2009 (FLM, 2014).

Le troisième exemple d'occupation est beaucoup plus récent, mais tout aussi important. Au mois de septembre 2014, il y a eu une occupation au 601 São João. L'immeuble abandonné possède 233 cuisinettes et n'a pas servi depuis plus de 15 ans, il est donc laissé pour compte sans remplir sa fonction sociale. La dernière

occupation par plus de 200 familles a mal fini en septembre 2014, car elles ont été expulsées violemment. Ces mêmes familles avaient nettoyé, entretenu, remis eau et électricité à l'espace afin de pouvoir y vivre avec un minimum de dignité. Toutefois, le judiciaire a imposé l'expulsion des familles, "coûte que coûte". Ainsi, c'est le "Batalhão de Choque", faction de la police très armée, qui fut envoyé pour forcer le retrait des sans-toits de l'immeuble. Ils ont attaqué, selon le rapport du FLM, sans distinction les enfants, femmes, adultes et jeunes. Ils avaient reçu l'ordre de sortir les gens à tout prix. Les sans-toits ont tenté de se défendre et de rester sur place, mais au final, ils ont été expulsés (FLM, 2014).

4.2 Structure

Il est difficile de déterminer exactement la forme organisationnelle du FLM, car l'information reste manquante dans les sources disponibles à notre recherche. Toutefois, nous avons pu comprendre, grâce à un article dans le journal *Estadão*, que le FLM ne possède aucun leader interne (Italiani, 2014). Comment font-ils pour s'organiser? Un peu comme le MTST, le FLM possède une charte de principes fondamentaux.

1. D'abord, le premier principe explique que le FLM est un collectif de lutte pour l'habitation, constitué de représentants d'organisations autonomes qui s'efforcent de lutter pour les projets habitationnels. Le FLM s'assure de laisser l'autonomie à chaque organisation, mais leurs formes d'actions et de procédures ne doivent pas aller à l'encontre des principes généraux du FLM.
2. Ensuite, l'organisation assume que pour réaliser leurs objectifs, cela doit se faire dans la lutte populaire permanente avec la participation intense des familles ciblées pour la défense de leurs intérêts économiques, sociologiques et

politiques. Comme précisé plus haut, étant donné qu'il n'existe aucun leader du FLM, il est difficile de comprendre les formes d'autorité de l'organisation et ses rapports avec ses membres. Par contre, nous pouvons comprendre qu'il n'existe pas une hiérarchie claire et encore moins verticale. Au contraire, nous percevons plutôt une hiérarchie horizontale où une autonomie assez importante est laissée pour chacune des organisations à l'intérieur du Front. Ainsi, l'intégration des sous-unités se fait d'elle-même, le FLM étant un rassemblement de ces sous-unités, de ces organisations.

Pour ce qui est de son autonomie face à l'extérieur, il est intéressant de soulever, comme plus tard dans le chapitre, le lien avec les bailleurs de fonds, plus précisément avec l'organisation APOIO, dont le directeur, Manoel Del Rio, est membre du PT. Quels sont les liens du FLM avec les autres instances, comme les partis politiques (PT en particulier), avec l'Église (dont les principales sources de financement de APOIO sont des organisations catholiques dans le monde), et de ses relations avec le pouvoir. Son autonomie est-elle réelle et complète? Bringel (2015) amène une perspective différente dans son texte sur les mobilisations brésiliennes de 2013. Les « nouveaux mouvements sociaux » s'oppose aux rébellions populaires des années 70-80 de part leur autonomie et hiérarchie « plus horizontales et réticulaires » ainsi que par leur « pluralité d'identités ancrées dans une politique du quotidien » (Bringel, 2015, p. 12). Comment cette autonomie peut-elle s'engendrer dans un nouveau cycle « caractérisé par une société civile très structurée autour de grandes organisations et, à partir de l'arrivée au pouvoir du PT, d'un processus d'intégration et de cooptation d'acteurs de la société civile par l'État (Bringel 2009) » (Bringel, 2015, p. 11) ? La présence d'un membre du PT peut modifier d'abord l'image médiatique de l'organisation et de sa prise de position originale. Tout dépendant le mode de fonctionnement interne, la présence d'une personnalité publique et politique peut

influencer les décisions et les prises de positions de l'organisation. Bringel rajoute que « depuis l'arrivée au pouvoir du PT, la société civile a été profondément reconfigurée par l'institutionnalisation d'une partie considérable de ses organisations et de ses militants à travers un modèle d'intégration souvent qualifié de « PT-CUTiste » (alliance entre le PT et la Confédération unitaire des travailleurs (CUT) (Boito Jr. & Galvão 2012) qui a engendré un reflux, voire une démobilisation des mouvements sociaux. » (Bringel, 2015, p. 12).

Nous ne pouvons savoir exactement comment l'argent est géré ni s'il existe des contraintes imposées par leurs subventions, faute d'informations. Toutefois, la question de l'indépendance politique est primordiale, surtout venant d'une organisation qui lutte pour faire respecter une cause comme l'habitation, où leurs occupations et actions directes vont de pair avec un mouvement de contestation de l'État et des politiques actuelles en habitation. Autant le FLM peut avoir des relations positives avec les autres organisations du mouvement, lorsqu'on pense entre autres au prêt du local pour les réunions à d'autres, comme nous l'expliquerons un peu plus loin, il reste que certaines relations restent conflictuelles, dans la mesure où il existe certaines divergences entre le FLM et l'UMM.

3. Le FLM travaille afin de permettre les luttes populaires, le plus largement possible, défendant les projets habitationnels, mais aussi les projets sociaux à intérêt populaire, intérêts et besoins des familles à faibles revenus. Ils luttent pour une réforme urbaine et combattent toutes les difficultés que cela représente pour le développement d'une société égalitaire.

4. Le FLM convient que la participation populaire et l'organisation à la base sont les éléments-clés pour améliorer les conditions de vie des familles à faible revenu. C'est pour cela que le FLM priorise les organisations de groupes de base en différents points de la ville, régies par une démocratie interne.

5. Aussi, le rôle du FLM est de faciliter les luttes populaires le plus possible. Cela leur permet une plus grande visibilité, et ainsi un plus grand poids politique. Cela permet aussi une sécurité pour ces organisations, dans la mesure où le FLM constitue un front commun et ce qui arrive à une organisation concerne le front en entier, une forme de solidarité. Cependant, il est à noter que le FLM aide et appuie aussi les luttes spécifiques de certaines organisations à l'extérieur du front afin de consolider leur lutte localisée.

6. Un autre principe est que tout le financement et les subventions obtenues par le FLM doivent être répartis proportionnellement à la participation qualitative et quantitative des organisations. Toutefois, rien n'indique comment est calculée cette participation.

7. Enfin, le dernier principe est que le FLM peut participer à d'autres organisations de lutte pour le logement et l'ordre social, et ce, dans le but de s'unir pour renforcer le développement de programmes sociaux pour les familles à faible revenu. (FLM, 2014).

En plus des principes, l'organisation se donne quelques directions à suivre pour le bon maintien de leurs objectifs. D'abord, afin de mettre en oeuvre un programme habitationnel qui répond au besoin des familles à faible revenu, il convient de destiner le maximum de ressources possibles. Le but étant de protéger les travailleurs dans les régions urbanisées, près des emplois, de prévoir des programmes sociaux complémentaires et de consolider les politiques publiques permanentes pour permettre à toutes les familles d'atteindre le seuil de 3 salaires minimum par famille.

Ensuite, comme le FLM l'explique, il s'agirait d'« appliquer les instruments de politique de développement urbain déjà existants et créer de nouveaux dispositifs régissant l'utilisation de la propriété urbaine, le plaçant en faveur du bien collectif, optimisant sa mise en oeuvre de la fonction sociale. » (Traduction libre. FLM, 2014).

Finalement, pour le FLM, de procéder à une vaste mobilisation populaire de ses membres, de lutter vigoureusement pour implanter des projets habitationnels qui répondent aux besoins des familles à faible revenu et dans ce processus et d'exiger la création d'instruments de politiques urbaines qui modifient les fondements de la spéculation immobilière de la ville (FLM, 2014). En comparaison avec le MTST, le FLM ne possède pas un *ethos* du militant, ou du moins, ne le présente pas comme une priorité pour l'organisation. Il n'est nul part spécifié ou même mis de l'avant le comportement du militant.

4.3 Autonomie

4.3.1 Planification intégrée de développement social

Le FLM défend trois points pour la consolidation de ses objectifs qui rappelons-le, se résument à défendre une lutte populaire permanente pour les familles à faible revenu avec la participation le plus possible de ces dites familles. Le premier consiste en la planification intégrée de développement social (Plano Integrado de Desenvolvimento Social). Il s'agit d'un plan ayant comme priorité l'idée d'un projet habitational qui serait implanté dans les régions urbanisées afin d'empêcher les expulsions des travailleurs(ses). Le public visé est constitué principalement de travailleurs(ses) qui habitent les régions desservies par les équipements urbains ainsi pour s'assurer qu'ils trouvent logements dans la même zone, près de leur travail. Il est à noter que sont considérés comme travailleurs(ses) les chômeurs, les travailleurs(ses) temporaires et autonomes. C'est principalement afin d'éviter la délocalisation, un problème récurrent pour les familles à faible revenu.

Le plan intégré vise aussi à donner un maximum de recours possibles afin que ces familles de travailleurs puissent atteindre l'équivalent de 3 salaires minimum.

L'objectif étant que les prix soient subventionnés afin de permettre l'accès aux services de base tels que les l'électricité, l'eau, les égouts, la gestion des déchets, le téléphone, etc. Pour mettre à exécution le plan, le FLM s'impose quelques mesures: donner l'hébergement d'urgence pour les familles qui n'ont pas le revenu de 3 salaires minimums; donner le maximum d'habitations possibles à travers le programme d'allocation au logement (Programma Bolsa Aluguel) pour les familles en situation d'expulsion, d'habitation précaire ou vivant dans la rue; rendre disponible immédiatement le maximum d'immeubles vides et abandonnés (terrains ou bâtiments) pour loger les familles par le programme de locations sociales (Programa Locação Social); fournir le maximum de logements dans la zone urbaine, où plus précisément là où la majorité des travailleurs(ses) sans toit ont été expulsés; développer à plus grande échelle le programme de locations sociales; promouvoir la régularisation foncière à travers le programme de terrains légaux (Programa Lote Legal); réurbaniser les *favelas*, en commençant par les plus précaires; fournir le matériel nécessaire pour ceux qui ont l'espace de construire ou donner l'accès au crédit pour l'achat d'une maison; développer des projets de logements à grande échelle pour empêcher la continuation des occupations dans les zones protégées pour l'environnement (FLM, 2014).

Finalement, il serait pertinent pour le FLM de créer un fond étatique et fédéral d'habitation populaire (Fundo Estadual e Federal de Habitação Popular), comme le Fond municipal de l'habitation (Fundo Municipal de Habitação), afin de centraliser les ressources du gouvernement fédéral, municipal, etc., avec comme objectif d'exécuter les programmes habitationnels de la ville (FLM, 2014). En plus de ces objectifs et de leurs moyens concrets pour les réaliser, le FLM présente d'autres programmes afin d'aider les communautés, tels que des projets éducatifs d'alphabétisation, de formation de coopératives, d'écoles techniques pour les jeunes ainsi que des espaces culturels pour les communautés entières (FLM, 2014).

Comme le MTST, le FLM présente des formations à ses membres, toutefois il reste que pour le MTST ces formations sont spécifiques à la formation politique et militante. Le MTST priorise la responsabilisation de ses membres afin d'obtenir une meilleure conscience de l'environnement de l'organisation, car la construction d'un pouvoir populaire se reflète par l'autonomie et la formation politique de ses membres. Le FLM prépare plutôt des formations et des soins pratiques pour les besoins de ses membres, moins pour rendre indépendante l'organisation qu'aider directement les membres dans leurs besoins primaires, tels que l'alphabétisation et technique pour le travail, par exemple.

4.3.2 Participation populaire

Le deuxième objectif concerne la participation populaire, et est un projet à long terme. Pour eux, les projets habitationnels et sociaux devraient d'abord être développés en partenariat avec l'organisation, pour que cette dernière puisse spécifier la demande et superviser la mise en oeuvre des programmes. Ensuite, il faudrait garantir la participation et le contrôle par la communauté desservie. Les familles devraient pouvoir contribuer et accompagner l'exécution des projets grâce à l'autogestion. La création d'une Association d'habitants pourra permettre la continuité des programmes de développement social. Cette dernière, liée à l'organisation d'origine, serait responsable de la gestion du site et de la livraison de projets à la population (FLM, 2014).

4.3.3 Instruments de politique et de développement urbain

Le troisième objectif est celui des instruments de politique et de développement urbain. Le FLM énumère des mesures institutionnelles pour l'amélioration des conditions des familles à faible revenu ainsi que du contexte sociopolitique environnant. Ils proposent ainsi d'augmenter la vérification des stocks de propriétés immobilières afin qu'ils assurent la fonction sociale de la propriété urbaine, de revoir l'exemption d'impôt des propriétés et d'augmenter le taux d'imposition pour les bâtisses et terrains vides, que la récupération de la propriété résultant de l'investissement public soit tributaire de la contribution au meilleur, de sorte que le retour d'investissement social soit utilisé pour des logements abordables et à des fins sociales.

De plus, ils prévoient une clause pour les propriétaires « délinquants » qui ne paient pas leur dû à l'État, qu'ils soient tenus de donner leur propriété en échange de leur dette fiscale et que cesdites propriétés ne puissent être utilisées qu'à des fins sociales. Pour effectuer cette clause, ils proposent qu'elle soit basée sur les normes existantes du Statut de la ville, du Code civil, du Plan directeur et de la législation du bâtiment à cet effet. D'autres conditions s'appliquent aux objectifs, telles que les propriétés fermées pour plus d'un an devront être expropriées afin de répondre à leur fonction sociale et devront être réutilisées pour le logement abordable. Aussi, tous les immeubles provenant de l'enrichissement illicite (de la corruption, fraude fiscale, etc.) devront être expropriés sans compensation à son propriétaire et viseront des investissements sociaux, en particulier pour le logement abordable. Il faut que dans toutes les villes urbanisées, en particulier dans les centres-ville, des zones soient réservées pour le ZEIS (Zonas Especiais de Interesse Social, zones spéciales d'intérêt social). En plus, les autres propriétés de l'État (État, gouvernement fédéral), des autorités locales existantes dans la ville sans but spécifique, doivent être utilisées pour des projets d'habitation populaire et d'équipements sociaux (FLM, 2014).

Le FLM possède des bureaux à São Paulo qui servent à l'organisation, mais aussi à d'autres du même mouvement, comme le Movimento de Moradia da Região Centro (MMRC). En fait, le FLM possède un financement direct d'une ONG, APOIO, Associação de Auxílio Mútuo da Região Leste, qui finance le siège social du FLM et des treize organisations en faisant parti (Bloch, 2007, p. 100). APOIO est dirigée par Dr. Manoel Del Rio, ancien candidat (2012) comme représentant municipal pour le PT à São Paulo (Manoel Del Rio, 2012). Il est le fondateur et le conseiller d'habitation d'APOIO (FLM, 2015). Cette organisation sociale à but non lucratif, fondée officiellement en 1993, est préoccupée par la pauvreté et la vulnérabilité des couches populaires plus pauvres. Elle sert d'appui au gouvernement dans certains programmes sociaux et est reconnue comme étant d'« utilité publique fédérale » (APOIO). Depuis 1996, elle crée des liens internationaux et reçoit le soutien de certaines organisations comme la CAFOD (organisation catholique en Angleterre) et Développement et paix (organisation catholique du Canada). De plus, elle possède plusieurs partenaires comme la préfecture de São Paulo à travers le Secrétariat municipal d'Assistance et Développement social (SMADS).

Par contre, outre le FLM, nous ne pouvons savoir qui d'autres est subventionné par APOIO. Aucune condition imposée aux organisations n'est connue, toutefois, il est intéressant de noter qu'ils ont créé et distribué un livre de référence sur les normes et conduites à adopter chez les enfants (APOIO). Ce financement pose un doute sur la réelle autonomie et indépendance du FLM. D'autres organisations vont financer le FLM comme le MMRC, avec un acompte de 50 R\$ par mois (l'équivalent d'environ 25\$) (Bloch, 2007, p. 101). Cela permet au collectif de promouvoir ses actions, d'organiser des conférences et des tables-rondes. Cela pourrait diversifier le financement et équilibrer du même coup une possible grande influence d'APOIO. Bref, APOIO et son fondateur Manoel Del Rio restent présents pour l'organisation du FLM. Étant donnée que Del Rio dirige l'APOIO, principal source de financement du FLM, qu'il est l'avocat et le conseiller juridique du FLM, nous sommes à même de

questionner l'autonomie et l'indépendance du FLM. La présence de Manoel Del Rio peut interférer et influencer les décisions du groupe et peut affecter les dynamiques associatives entre les groupes du FLM. Il serait intéressant dans une recherche future de pousser la recherche à ce niveau afin de mieux comprendre les logiques internes et les influences de certains leaders politiques et juridiques comme Manoel Del Rio.

4.4 Actions

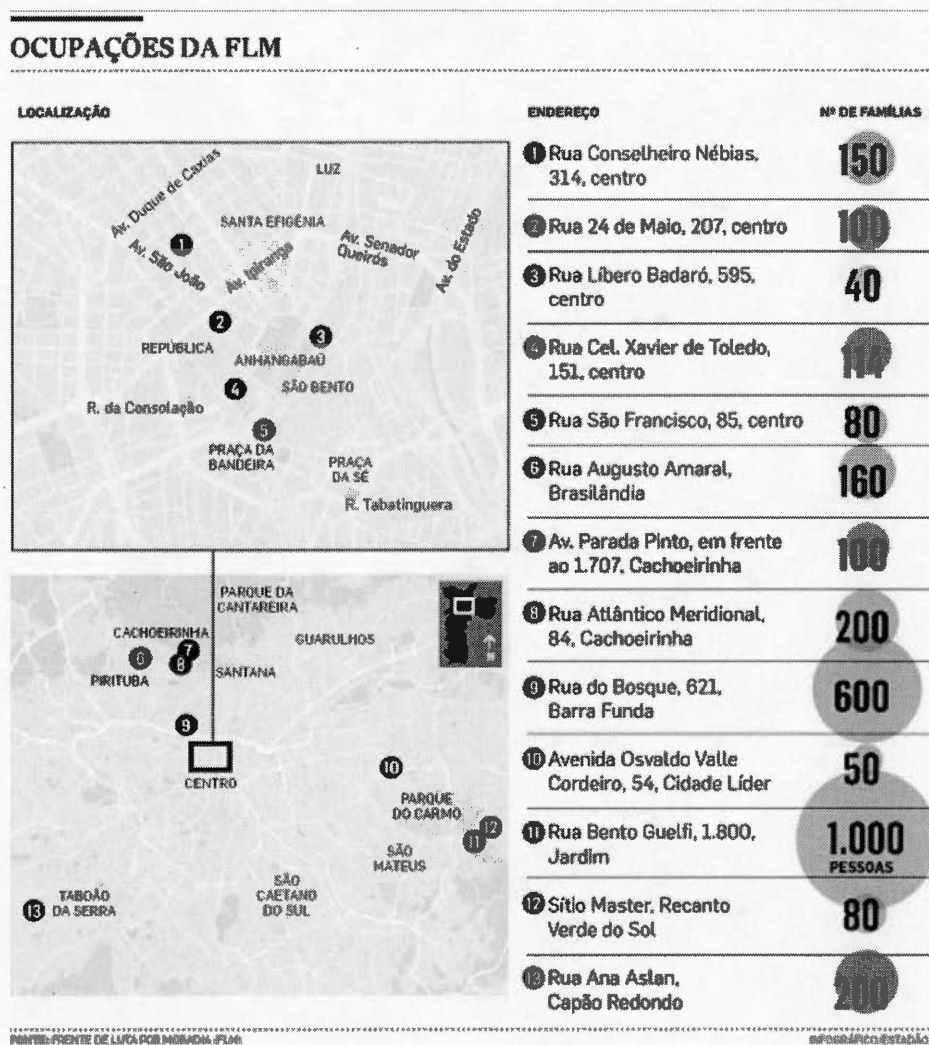
Le FLM défend l'idée que le pouvoir public doit donner son maximum pour donner une option aux familles dans le besoin d'habitation, de s'assurer qu'elles aient accès aux infrastructures. Le groupe promeut les occupations dans les immeubles publics et privés subtilisés par les propriétaires, dans le centre de São Paulo. (Italiani, 2014). Ils s'occupent aussi de donner l'information nécessaire aux organisations participantes, de partager l'information sur les occupations, les immeubles vides et les apports gouvernementaux. Ceci se fait principalement sur leur site Internet.

Il reste qu'en terme d'actions, c'est principalement des occupations dans des immeubles vides, mais aussi sur des terrains inoccupés. Plusieurs exemples ont déjà été présentés au début du chapitre. Nous pouvons voir dans le diagramme suivant les proportions de familles dans les occupations du FLM dans le centre de la ville de São Paulo. Nous avons aussi remarqué qu'à quelques reprises, dans certaines occupations, quelques initiatives ont été avancées, comme la mise en place d'une bibliothèque communautaire et même un festival rock (FLM, 2014).

Pour le FLM, les occupations restent un des meilleurs moyens pour faire pression sur l'État et gagner en visibilité. L'attention du gouvernement est primordiale pour eux, autant afin de discuter et négocier, aussi pour pouvoir présenter les programmes clés

en main préparés par le collectif. Aussi, les occupations permettent de rappeler à l'État que certaines négociations sont sur la table et qu'il faudrait que les choses bougent, surtout lorsque certaines décisions stagnent. Si par répression, la police et le judiciaire expulsent violemment les occupants, le FLM a répondu en 2012 par une explosion d'occupations. Après la répression dont les membres ont vécu sur une occupation, s'en est suivi de onze occupations simultanées dans les jours qui ont suivi (Revista Vírus Planetário, 2012).

Tableau 1.1 Occupations du FLM



Source: Italiani, 2014

4.5 Conclusion

Dans notre questionnaire initial, il était question d'observer le processus d'institutionnalisation des organisations de mouvements sociaux brésiliens, à savoir

par qui et pour qui ce processus est-il effectué dans le mouvement de lutte pour l'habitation. S'il est bel et bien présent, qu'elles en sont les raisons? Qu'en est-il exactement du processus d'institutionnalisation? Est-ce que le FLM, de par ses interactions avec les institutions, semble passer par un processus d'institutionnalisation? Nous avons comme hypothèse en début de travail que ce procédé se terminait par une tentative de cooptation de la part de ces institutions, à savoir l'État et l'Église principalement. Avec nos recherches, il y a aussi la place des partis politiques qui demeure importante pour les organisations de lutte à l'habitation. Que pouvons-nous observer de ces relations avec le FLM?

Le FLM se distingue sur ses relations aux institutions, telles que l'État, l'Église et les partis politiques. Pour ce qui est du rapport à l'État et aux paliers institutionnels, la position du FLM semble double. Ils expliquent sur leur site Internet qu'ils reconnaissent les lenteurs institutionnelles et que la lutte doit se faire d'abord par la base, une lutte populaire (FLM, 2014). Il faut prioriser la lutte de base et sensibiliser le public à l'enjeu de l'habitation par diverses techniques. Même s'ils reconnaissent les espaces de participation institutionnels, ils ont préparé un plan de lutte décrivant et modifiant les possibilités et les objectifs d'investissement de ces espaces tels que les conseils d'habitation et les programmes de développement urbain. On parle ici de toutes les propositions clés en main prévues par le collectif afin de faciliter l'application de modifications aux dispositifs existants et même l'intégration de nouveaux plans d'action. Ils sont donc critiques face à la situation actuelle de la mise en action des programmes d'habitation sur les paliers municipaux et étatiques, mais au lieu de les condamner complètement, ils prévoient une liste de modifications des principales instances et des programmes complémentaires. Leur relation à l'État est donc mitigée, mais moins catégorique que celle du MTST. Ils élaborent une réponse plus sophistiquée à l'État tout en voulant continuer de faire pression sur le gouvernement.

En ce qui a trait au rapport entre l'Église catholique et le FLM, il est plutôt flou. Nous nous demandons si les relations ne sont pas internes et informelles aux organisations du Front. Il est possible de retrouver quelques exemples sur la toile de participation de l'Église dans les activités communautaires. Par exemple, plusieurs organisations ont signé une lettre ouverte adressée à la préfecture et au gouverneur revendiquant de meilleures conditions pour l'habitation, dont le FLM. L'endroit le plus facile où trouver cette lettre est par le biais du site *Pastoral Fé e Política* de l'Église catholique (Pastoral Fé e Política, 2011).

Un autre exemple est le financement de l'organisation APOIO. Cette dernière ne se revendique pas directement religieuse, cependant, la majorité de ses partenaires financiers sont des organisations catholiques à travers le monde. L'Église catholique a été sans aucune doute une des institutions les plus présentes pour les mouvements populaires, surtout dans la période de la Théologie de la libération (fin des années 1960) (Bloch, 2007, p. 27). Par contre, aujourd'hui, il est plus difficile de déceler des liens clairs entre les organisations de mouvements sociaux et l'Église catholique. Nous préférons affirmer que le lien est quasi-invisible, sinon inexistant. Il semble plutôt rester des séquelles d'une présence accrue, mais laisse aujourd'hui les organisations indépendantes des décisions de l'Église.

Toutefois, la question de l'indépendance face à l'organisation APOIO est importante, car il est difficile à distance de vérifier si cette organisation de financement n'impose pas de contraintes au FLM. Qui plus est, sans nécessairement imposer sa vision, elle peut de par son financement influencer les décisions ou visibilité du collectif et si c'est le cas, nous pouvons douter de son autonomie dans la lutte habitationnelle. Quels sont ces liens concrètement et quelle place le FLM joue-t-il réellement dans le mouvement de lutte pour l'habitation?

Le FLM possède l'appui du PT, dans ses relations avec le député étatique Adriano Diogo, qui maintient un dialogue à travers la Central des Mouvements Populaires

(CMP) et du député fédéral Renato Simões (ex-secrétaire national de Mouvements populaires et actuellement membre de la Commission des Droits Humains de Câmara) (Italiani, 2014). Cet appui est toutefois nébuleux lorsque l'on tente d'en citer quelques exemples. Toutefois, nous avons pu relever un événement où ensemble, le FLM et Adriano Diogo ont participé. Il s'agit de la signature d'un manifeste contre la violence de l'État contre le droit de lutte des mouvements sociaux (Centro Gaspar Garcia do Direitos Humanos).

L'autre lien avec le PT est aussi, indirectement, à travers l'organisation APOIO. Le président de l'organisation, Manoel del Rio, rappelons-le, s'est présenté comme *vereador* à São Paulo pour le PT. Nous pouvons trouver sur la toile quelques noms de personnages politiquement impliqués dans la lutte à l'habitation, mais il reste que ce ne sont que des appuis sporadiques avec le mouvement d'habitation. Les quelques noms qui reviennent lors d'actions pour les sans-toits sont Adriano Diogo, député étatique du PT, Renato Simoes (PT) et Luciana Genro (candidate féministe à l'élection présidentielle de 2014 pour le PSOL).

Outre les partis politiques, les relations que le FLM entretient avec les autres organisations du mouvement ont attiré notre attention. Un des objectifs du FLM, rappelons-le, est d'unir les organisations afin de joindre les expériences et proposer un front commun. Ils revendiquent une gestion autonome tout en gardant des relations directes avec d'autres organisations. Ils unissent leurs voix pour une Réforme urbaine, entre autres, mais aussi pour acquérir une meilleure visibilité médiatique. Il y a davantage d'articles sur la toile sur le FLM que sur les différentes organisations qui en font partie. Cette voix permet une certaine sécurité aux organisations affiliées du collectif et un poids sur la scène politique, sans parler des subventions.

Contrairement à ce qui est reproché à l'UMM, le FLM garde dans ses priorités l'action directe et les occupations. Nous nous questionnons cependant sur cette alliance entre les organisations du FLM. Est-ce que dans cette volonté de mobilisation populaire de

masse les organisations doivent faire des concessions? Si oui, quelles sont-elles? Sont-elles en contradictions avec les principes de chacune de ces organisations? Le FLM consacre plus de temps et d'investissement pour l'ajout à une lutte populaire de base et directe une lutte institutionnelle. C'est d'ailleurs pour ces raisons qu'elle se différencie du MTST. Toutefois, malgré ses relations ambiguës avec les institutions, rien ne nous porte à croire qu'elle soit cooptée.

Le FLM participe aussi à quelques actions communes avec le MTST ou d'autres organisations. Une des actions victorieuses avec le MTST s'est déroulée en avril 2014; il s'agissait d'une manifestation pour l'approbation du Plan directeur stratégique (PDE). Le plan avait été modifié lors de débats et d'audiences publiques et visait à établir des lignes directrices pour le développement et la croissance de la ville pour les dix prochaines années. Après la manifestation commune mouvementée, la Commission de politiques urbaines a fini par accepter que ce plan remplace le Plan directeur en place (G1 São Paulo, 2014).

Les organisations du collectif peuvent aussi avoir leurs occupations et actions. Le FLM utilise sa plate-forme internet par le biais du site web pour diffuser les événements de son collectif. Cela permet aussi de garder des archives sur les actions et les répercussions qu'elles ont pu avoir sur l'actualité et par le gouvernement. Avec l'information dont nous disposons, nous n'avons pu élaborer sur les actions et formations internes de l'organisation. Nous aurions voulu comparer avec le MTST sur le plan des formations militantes, cependant l'information n'est malheureusement pas publique.

CHAPITRE V

CONCLUSION

Après avoir analysé le Mouvement des travailleur(euses) sans toit (MTST) et le Front de lutte pour l'habitation (FLM), nous en sommes à remettre en perspective nos observations. Avons-nous d'abord réussi à répondre à nos questionnements de départ, à savoir, où se situent ces organisations face à l'institutionnalisation ? Passent-elles par un processus d'institutionnalisation ou en sont-elles épargnées? Avons-nous réussi dans notre travail à poser les assises d'une réflexion concrète sur le phénomène de l'institutionnalisation et surtout avons-nous réussi à cerner par qui ou comment l'institutionnalisation est-elle effectuée ? Pour quelles raisons?

Nous croyons être parvenue à poser le contexte et les questions nécessaires pour l'analyse de notre problématique, sans toutefois être en mesure de répondre clairement par oui ou par non si ces organisations ont été institutionnalisées ou pas. En effet, lors de nos observations plus spécifiques des organisations, plusieurs questionnements ont resurgi, questionnements que nous croyons nécessaires d'approfondir avant de pouvoir complètement répondre à la question.

L'utilisation de notre cadre théorique nous a permis de voir ces nouvelles problématiques, mais le manque d'informations nous a restreints dans notre recherche. Ces questionnements sont reliés aux critères d'analyse précédemment utilisés dans notre travail, car il était pour certains difficile de pouvoir y répondre. Nous avons vu surgir des questionnements dus au manque d'informations aux critères

suivants: le financement, l'autonomie, l'informalité, les succès et échecs ainsi que les rapports à l'État et à l'Église. Il est donc possible de comprendre de façon plus claire les différences entre les organisations et d'en soulever une image commune à la lutte pour l'habitation.

5.1 Financement

Le développement des organisations de lutte pour l'habitation se fait dans un environnement chaotique, dans une grande ville, où l'expression du chacun pour soi a presque raison. L'accélération de l'augmentation de la population ne fait qu'agrandir ces divisions, entre pauvreté et richesse, entre accès aux infrastructures de base et réclusion de population dans des espaces insalubres, cette lutte devient plus que nécessaire. La prise de position de ces organisations n'est plus qu'une seule volonté de changement, mais un cri d'urgence de changement. Cependant, étant donné l'immensité des populations touchées, les organisations semblent principalement aux prises avec une lutte dans une région donnée, une lutte fragmentée.

5.1.1 Conséquences du néolibéralisme

Dans ce changement démographique s'investit aussi une montée importante du néolibéralisme, que nous avons soulignée en début de travail. La place des mouvements sociaux, du mouvement de lutte pour l'habitation, s'inscrit dans une période particulière post-dictature au Brésil, nous avons à analyser un nouveau type de mouvement social, souvent appelé par les auteurs « les nouveaux mouvements sociaux ». Les politiques néolibérales depuis les années 1980 ont changé la place des organisations de lutte pour l'habitation. On peut penser d'abord aux mesures pour

aider les familles à faibles revenus, qui restent pour la plupart un discours sans pour autant réellement déceler les problèmes des familles.

On pense ici au programme effectué par le gouvernement Lula *Minha casa, minha vida* qui se voulait un projet d'envergure afin de trouver solutions aux problèmes existants. Toutefois, dans les faits, le programme n'a pas su répondre aux besoins de la population. Il n'a fait que promettre un changement qui n'est malheureusement par arrivé. Nous constatons que peu de familles sur le nombre incroyable dans le besoin ont reçu l'aide nécessaire pour la construction de maison ou pour l'aide à l'achat. En plus, les maisons construites dans le cadre de ce programme ont été, comme expliquées plus haut, construites dans les périphéries de la ville, ne prenant pas en compte les réalités de ces familles. Les gens se retrouvant avec des distances incroyables pour aller au travail et n'ayant pas les moyens d'investir toutes leurs économies dans le transport en commun ou de trouver un autre travail ont finalement dû retourner aux occupations dans le centre de la ville. Il n'est pas sans raison de parler du gouvernement Lula comme des promesses à demies remplies.

Lorsque nous réfléchissons sur les apports des auteurs dans notre travail, nous pouvons distinguer de nouvelles conclusions. Dans les travaux de Joana Aparecida Coutinho (2011), nous avons soulevé son intérêt pour l'implantation des politiques néolibérales dans les années 1990 et de l'augmentation de l'importance des institutions. L'État devient un acteur primordial dans l'application et les possibilités de changement dans le domaine social et de l'habitation. Cependant, nous pouvons aussi observer la dépendance qu'a l'État face aux lobbys immobiliers et aux pressions des investisseurs dans le marché de l'habitation. C'est aussi pour cette raison que certaines organisations, comme le MTST, ne vont pas utiliser comme premier recours le dialogue avec l'État, qui semble pour eux avoir un parti pris des investisseurs et participe elle aussi au capitalisme. Ce capitalisme qui promeut une logique mercantile

à l'habitation et n'apporte en rien des solutions aux populations dans le besoin, participant à la spéculation immobilière à des fins de profits et d'investissements.

5.1.2 Secteur tertiaire

Coutinho faisait aussi état de la place du secteur tertiaire qui se voit attribuer les responsabilités sociales que l'État ne peut ou ne veut s'occuper, laissant un espace non subventionné par le public avec la charge de trouver des solutions aux problèmes sociaux. Un espace qui, avec entre autres la montée de la philanthropie entrepreneuriale, trouve son financement dans les organisations à but non lucratif, dont la visée, est d'aider à gérer les problèmes d'ordre social. Nous pouvons voir une décentralisation des mesures de l'État en diverses organisations, comme ceux de lutte pour l'habitation, qui se battent soit avec l'État lui-même pour qu'il s'occupe de ses responsabilités sociales ou afin de faire pression sur la population pour qu'elle investisse un changement.

Un des exemples de cette philanthropie entrepreneuriale dans notre travail est l'organisation *Apoio*, organisation à but non lucratif financée par d'autres organisations, internationales et catholiques. *Apoio*, comme on l'a vu dans le quatrième chapitre, est une organisation qui finance entre autres le FLM afin qu'il puisse se doter d'un local pour l'organisation des mobilisations du front commun d'organisations.

Mais, comme il a été mentionné plus haut, le manque d'informations dans notre travail nous a empêché de pousser plus loin cette question de financement, par qui? pour qui? et comment est-elle donnée? y a-t-il des redevances exigées envers les organisations financées? Le critère de financement d'une organisation nous semble un des éléments clés à étudier afin de voir sa dépendance ou non face aux institutions,

que ce soit un financement du gouvernement, d'organisations religieuses ou non. Coutinho soulevait d'ailleurs le danger de cooptation par des institutions, principalement internationales comme la Banque mondiale, envers ces organisations du secteur tertiaire. Il serait aussi pertinent d'observer davantage la place des organisations dans ce secteur tertiaire et de la place du marché dans le développement des relations étatiques.

5.2 Autonomie

Nous pouvons ensuite observer comment les organisations s'y prennent pour arriver à leurs fins, par quels moyens ils vont entrer ou non en contact avec l'État ou les partis politiques, par exemple, mais nous ne pouvons savoir exactement ce qu'il s'y passe dans les faits. L'analyse par le biais des informations des médias, des sites Internet des organisations et des livres disponibles à leur sujet ne suffit pas pour connaître le détail des organisations, comme leur financement ou leurs méthodes internes de décisions. Il serait toutefois intéressant de prendre pour base ce travail et de pousser plus loin l'analyse en allant par exemple sur le terrain interroger les principaux acteurs ou les participants auxdites organisations. Il était difficile de comprendre, analyser et décortiquer une problématique aussi complexe avec une analyse partielle de deux organisations.

5.2.1 Divisions et fragmentation des organisations

Une de nos découvertes est de voir à quel point la lutte à l'habitation est un mouvement important au Brésil, à São Paulo et de découvrir qu'il existe autant d'acteurs impliqués. Le nombre impressionnant d'organisations nous prouve que cette

lutte n'est pas si simple, elle n'est pas un acteur uni face à un autre, mais plutôt une centaine, réunis par seulement le titre de lutte pour l'habitation.

En effet, nous avons découvert que le mouvement est constitué par des divisions et même parfois des contradictions. Le mouvement est vaste et ne possède pas de tribune claire pour leurs mises en action. Un des éléments en commun que nous avons pu déceler est l'action collective, soit les occupations d'immeubles ou de terrains. Toutefois, les méthodes, les messages, les intérêts restent une des plus grandes diversités et il existe parfois même une aversion entre ces organisations. De plus, leur relation aux institutions, telle que l'État, n'en est pas moins différente. Nous avons pu percevoir une volonté de regroupement des forces avec le collectif du FLM afin d'avoir un plus grand poids ensemble, un front commun.

5.2.2 Instrumentalisation des mouvements sociaux

Un autre auteur que nous avons étudié est Louis Guay. Ses travaux portent principalement sur les mouvements sociaux et sur l'institutionnalisation de l'action collective. Dans son argumentaire, il présente l'institutionnalisation comme une tentative de cooptation des organisations par le financement et les relations avec les institutions, mais aussi par le répertoire d'actions de ses organisations. Comment, par leurs actions de mobilisations, elles peuvent et même doivent se plier aux normes établies afin d'arriver à leurs objectifs? Un des exemples soulevés par l'auteur est l'alignement des actions sur les politiques et pratiques de l'État. C'est d'ailleurs une des actions qui a soulevé un intérêt avec le FLM.

En effet, le FLM présentait dans sa liste d'objectifs et de mesures un programme « clé en main », un détaillé des mesures qui s'alignaient sur les programmes déjà existants de l'État. De préparer des solutions prêtes à l'application pourrait permettre une

accélération des mesures de changement, toutefois, il reste que ces actions restent dans une lignée déjà préparée du gouvernement et ne considère pas un changement drastique des politiques. C'est d'ailleurs le type d'action que le MTST évite, car il ne veut pas participer aux politiques discriminatoires du gouvernement, il veut les changer, réinvestir et refaire le modèle politique à l'instar du modèle néolibéral présent.

Louis Guay, en faisant référence à l'institutionnalisation comme moyen de cooptation, présente les « nouveaux mouvements sociaux » avec un discours de remise en cause de la présence de l'État. Nous nous questionnons si justement l'intermédiaire de l'État est nécessaire pour ces organisations de lutte pour l'habitation? Comme le MTST le démontre, il existe des moyens autres que de passer le changement directement par l'État, mais est-ce que ces mesures sont efficaces? Le dialogue avec l'État est-il nécessaire, obligatoire? Est-ce que pour un changement social, l'État et son gouvernement sont les seuls à pouvoir l'effectuer? Existe-t-il d'autres moyens pour lutter pour un logement pour ces familles à faibles revenus? De comprendre comment ces résistances s'organisent nous permettrait de voir quelles sont les difficultés et obstacles sur le terrain.

Pour une suite de ce travail, il serait d'ailleurs approprié de relever dans le concret les différentes difficultés en questionnant les acteurs sur le terrain et les représentants de ces organisations pour évaluer les entraves tangibles à la réalisation des objectifs. Aussi, d'évaluer de plus près si ces organisations de lutte pour l'habitation font parties de ces « nouveaux mouvements sociaux » et quels types de résistances internes sont utilisées contre une possible récupération étatique.

Pour Avritzer et Navarro, au lieu de percevoir la relation de l'État et de la population comme une lutte, c'est plutôt par le principe de la participation et de la collaboration qu'elle est représentée. L'organisation pour l'habitation ne possède pas les mêmes attributs qu'un budget participatif et malgré la relation institutionnelle qui se

ressemble, étant donné les objectifs et la volonté qui est différente, à moins de se « plier aux normes institutionnelles » par une participation dans les instances gouvernementales, les organisations de lutte pour l'habitation pourront-elles obtenir un résultat aussi collaboratif entre les acteurs impliqués?

Le FLM présente toutefois des attributs similaires aux budgets participatifs, comme la consultation des acteurs afin de créer des programmes clés en main pour les instances institutionnelles. Nous n'avons pu par contre encore déceler des résultats concrets du FLM quant à l'imposition de cesdits programmes prêts à être utilisés. Peut-être est-ce le fait que l'organisation est trop jeune pour voir ce type de résultat, peut-être n'avons-nous pas l'information, il reste que les résultats de leur mobilisation dans ce sens institutionnelle ne peuvent être analysés jusqu'à maintenant.

5.3 Informalité

D'un autre côté, nous avons aussi utilisé les critères d'informalité de Freidenberg et Levitsky comme indicateur d'un niveau d'informalité dans une organisation. Ceci nous permet aussi d'évaluer l'influence des acteurs dans le mode de fonctionnement des organisations. Plusieurs s'avèrent être très pertinents, mais encore une fois, un manque d'informations nous empêche de pouvoir tirer des conclusions définitives de ces indicateurs. Nous pensons par exemple aux modes de décisions, aux frontières organisationnelles, à la hiérarchie, aux obligations ainsi qu'au financement. Nous avons pu trouver quelques réponses pour certains d'entre eux pour une organisation, mais pas pour l'autre et vice-versa. Comme les auteurs le présentent, nous croyons que l'insertion de ces critères dans l'analyse est pertinente, même essentielle.

Malheureusement, le manque d'information nous prive de pouvoir faire des réflexions concluantes sur l'organisation interne de ces organisations. Ces critères, nous le

répétons, influencent le mode de fonctionnement. Il importe comme les auteurs le répètent de mettre l'accent sur les acteurs et leurs influences dans les organisations plutôt que sur l'organisation en elle-même.

5.3.1 Organisation interne

Dans l'ouvrage de Guay, Hamel et Silvestro ajoutent que, désormais, on ne peut plus analyser les mouvements sociaux seulement par leur rapport à l'extérieur, mais aussi, nous ajouterions surtout à leur rapport interne. Cela joue sur la faisabilité des actions et aux enjeux de l'habitation. Nous pouvons toujours nous questionner sur la co-constitution de l'institutionnalisation, du rapport entre l'organisation et l'institution, des influences possibles des acteurs sur l'institution et de sa reconnaissance dans les enjeux spécifiques.

Quand à ce qui a trait à l'*ethos* du militant, il importe de rappeler que celui du MTST est bien plus marqué et clair que celui du FLM. L'organisation du MTST défend des principes qui se doivent d'être respectés afin de faire partie de la structure, afin de participer. Le militant doit suivre le mode de pensée de l'organisation et ses principes d'actions. Dans ce sens, le MTST recherche une unité et un fil conducteur pour l'organisation, élément différent chez le FLM. Ce dernier semble laisser plus de place à une diversification des idées et des principes d'actions en laissant une plus grande autonomie aux organisations qui en font parti. Cependant, il serait intéressant, de pousser la recherche sur les différentes structures des organisations qui codifient le comportement de ses membres et les interactions avec l'extérieur.

5.4 Succès et échecs

Nous avons de la difficulté après nos recherches à constater des changements concrets dans la lutte pour l'habitation, mais il reste qu'il faut reconnaître que chaque occupation réussie est une victoire et un changement, aussi minime qu'il peut paraître.

Est-ce possible de percevoir des transformations dans les politiques publiques? Oui, mais tout de même subtiles. On peut penser aux programmes et comités sur l'habitation instaurée par le gouvernement Lula, qui certes, déploie des efforts pour appliquer les mesures d'aides promulguées aux plus démunies, seulement encore minimales face aux enjeux plus importants.

Navarro mettait le point sur le fait de créer une sphère publique réellement autonome pour le processus de démocratie délibérative (Navarro, 2003, p. 99). Il souligne le danger toujours présent pour la participation de se faire instrumentaliser pour des intérêts politiques, par les partis politiques. De la même façon, comment les organisations de lutte pour l'habitation peuvent créer un espace libre de réappropriation politique et étatique? Hamel et Silvestro mettent d'ailleurs l'accent sur les questions de financement, de gestion des fonds et des structures décisionnelles.

Comme quoi, afin de bien observer si réappropriation ou instrumentalisation il y a, c'est par ces éléments de recherche que nous pouvons pousser la question. Comme soulignées plus haut, ces informations restent manquantes dans notre travail, mais il serait pertinent de pouvoir accéder à ces réponses et réellement percevoir si une institutionnalisation s'est effectuée ou non. L'intention de réfléchir sur le protocole de financement est pertinente, mais il faut s'assurer de trouver l'information nécessaire, information plus difficile d'aller chercher qu'il ne le paraît.

5.4.1 Rapport à l'Église catholique

Une forme de questionnement est apparue lors de nos recherches sur les rapports des organisations étudiées et l'Église catholique, celle de se demander si l'influence des comités ecclésiales de base (CEB) ne se retrouve pas aussi dans les formes d'organisations et de gestion. Nous faisons référence ici au mode de décision, qui semble dans nos deux analyses, s'avérer être horizontale principalement et de façon la moins hiérarchique possible. Ce type de collectif, d'organisation sans hiérarchie verticale nous apparaît comme une influence des communautés horizontales qu'étaient principalement les CEB.

Cependant, malgré notre intuition de croire qu'en raison de la place encore aujourd'hui importante de l'Église au Brésil, cela pouvait interférer de façon visible sur les organisations, nous avons été surprise de voir que cette influence s'avérait plus subtile, interne et faisant partie de l'organisation de par ses valeurs ou certains principes. Cette relation ne s'est pas vue clairement comme étant des actions directes entre l'Église et les organisations ou ni même par un dialogue présent avec les Églises catholiques.

5.5 Rapport à l'État

Si nous revenons à notre questionnement sur le rôle de l'État dans cette lutte pour l'habitation, Migdal (1994, p. 9) nous rappelle que l'État en tant qu'entité est toujours en relation avec la société. Il s'agit pour l'auteur d'une transformation mutuelle entre les composantes de l'État et de ses « forces sociales ». L'État ne serait donc pas infaillible, qualificatif souvent imposé à l'État par les leaders politiques, comme quoi l'État serait « all-powerful » afin de convaincre l'électorat de la crédibilité de l'État, de

ses pouvoirs. Migdal précise les limites de l'État et de faire attention de ne pas surestimer son pouvoir et son autonomie (Migdal, 1994, p. 14).

C'est dans cette optique que nous questionnons le rôle de l'État dans la réalisation des objectifs du mouvement de lutte pour l'habitation. Les organisations réussiront-elles à pousser l'État à se réorganiser, à se modifier afin de respecter les demandes du mouvement pour l'habitation? Est-il possible de faire pression commune pour le changement des politiques étatiques? Nous avons vu que les organisations de lutte pour l'habitation ont chacune leurs plans de match pour la poursuite de leurs objectifs. Pour certains, comme le MTST, le changement dans les politiques internes de l'État n'est pas leur priorité, contrairement au FLM qui le revendique. Il reste que les deux organisations font de l'action directe la base de leurs actions. Comment est-ce possible de faire front commun quand hormis le discours d'aide aux familles dans le besoin, les moyens et l'idéologie ne sont pas la même?

Une des tentatives semble d'ailleurs être le regroupement en front commun ou collectif. Cette façon permet d'augmenter la visibilité des organisations et de faire plus grande pression du même coup sur l'État. C'est d'ailleurs l'exemple du FLM qui regroupe plusieurs organisations en son sein qui a les mêmes objectifs. Cependant, malgré le fait que le FLM et le MTST peuvent participer à des actions communes, il reste qu'ils ne parleront pas en le même nom, car leur idéologie et leur méthode d'action restent différentes.

5.5.1 Comparaison avec le Québec

Si nous voulons faire un parallèle avec l'actualité, nous sommes présentement face au Québec à des mesures d'austérité de la part de notre gouvernement. Plusieurs organisations de la société civile s'organisent afin de faire face à ces dites mesures.

Cependant, les mesures d'actions pour arrêter ou même renverser le gouvernement s'avèrent être complètement différentes d'une organisation à une autre. Comment est-il possible de faire face à un État dont le discours semble clair, quand les organisations qui lui font pression ne porte pas les mêmes volontés?

Pour Migdal, il existe d'or et déjà des contradictions, oppositions et luttes pour le pouvoir au sein même des forces sociales et des mouvements sociaux. Cependant, pour lui, rares sont les forces sociales qui réussissent à atteindre leurs objectifs sans créer des alliances, coalitions et en acceptant certain compromis. Ceci étant, il argumente que « in addition to a social force's capabilities, its social and ideological basis (whom it serves and with what goals or agenda) also may change radically as a result of its interactions in an arena ». Les changements dans les acteurs d'un mouvement social peuvent aider au rapprochement des objectifs, mais participent aussi à refaçonner l'État (Migdal, 1994, p. 21).

Les interactions entre l'État et les organisations sociales co-construisent et remodelent les acteurs, et donc leur relation. C'est cette relation qui frôle la cooptation des forces sociales par l'État: « In the midst of arena struggles and accomodations, the boundary between the state and other parts of society may continually shift, as powerful social forces in particular arenas appropriate parts of the state or the components of the state co-opt influential social figures » (Migdal, 1994, p. 26).

Est-il possible de représenter un mouvement ayant pour lutte un discours si vague qu'est l'austérité, tout comme l'habitation peut sembler l'être au Brésil? Malgré le fait que la lutte pour l'habitation semble plus précise, il reste que dans les faits, la variété des mesures et applications possibles empêche un discours unique. Nous croyons toutefois nécessaire d'avoir une pluralité de positions et d'actions, car aucune société n'est homogène. Toutefois, comment est-il possible pour ces organisations de lutte de se préparer et de lutter face à une géante institution qu'est l'État?

Un autre questionnement est celui amené par Nogueira, comme quoi « l'option pour *moins d'État* ne se convertit pas en une meilleure distribution du revenu ou une plus grande intégration sociale, mais seulement par *plus de marchés* » (Traduction libre. Nogueira, 2004, p. 57). La déresponsabilisation de l'État dans la mise en place et gérance des programmes sociaux comme la santé, l'habitation et l'éducation, entre autres, est présenté par certains auteurs comme un facteur négatif dans l'amélioration des systèmes sociaux. Nogueira rappelle que ce n'est pas le privé qui pourra résoudre les problèmes actuels, mais plutôt une réforme de l'État serait nécessaire.

Pour en revenir aux organisations observées de lutte pour l'habitation, l'idée de mise en place de programmes « clés en main » ne nous semble qu'une minime amélioration, mais qu'au final n'aura pas réussi à changer les choses, le centre du problème. Nous en venons toutefois à nous questionner sur le rôle de l'État et à ses influences. Comme le présente le MTST, l'État répond-il à une logique capitaliste? Est-il possible d'avoir un État neutre de toute influence de pouvoir? Si nous adoptions en tant que société une autre forme de régime que celui capitaliste, régime qui ne réduirait pas toutes propositions à son calcul du profit, serions-nous à même de créer un État moins dépendant? Un État qui serait régi par une tout autre logique, à un autre mode de fonctionnement?

Nous avons souligné, dans le chapitre 2, la montée du néolibéralisme au Brésil dans les années 1990 et de l'utilisation intensive de mécanismes de privatisations et décentralisation des fonctions de l'État. Toujours pour faire suite à l'actualité, au Québec, nous pouvons relever plusieurs similitudes, telles que les coupures massives dans les services publics, l'augmentation de la place donnée au privé, la logique du marché qui régit la décentralisation et la diminution de la place de l'État. Il serait intéressant de pousser la réflexion sur la place du secteur tertiaire au Brésil et la montée des moyens de pression au Québec face à une augmentation du secteur privé.

Sommes-nous en proie à une privatisation des fonctions de l'État au Québec? Ou même à ce qu'il est appelé au Brésil, à une « tertiarisation » ?

Bref, nous croyons avoir été à même de poser une réflexion concrète sur le problème d'habitation au Brésil. Ce travail permet de mettre les assises à une recherche plus poussée sur le mouvement de lutte pour l'habitation ainsi que le processus d'institutionnalisation de ces organisations. Il faudrait concentrer la recherche sur ces questionnements soulevés dans la conclusion qui concernent le financement, l'autonomie, l'informalité, les succès et les échecs et un détaillé des relations qu'entretiennent les organisations avec l'État et les autres acteurs du mouvement social.

BIBLIOGRAPHIE

- Adorno, Sérgio. (2005). Le monopole étatique de la violence : le Brésil face à l'héritage occidental. *Cultures & Conflits*. 59, automne, 149-174. Récupéré de <http://conflits.revues.org/1883>
- Abrunheiro, Gabriela. (2013, 10 novembre). Prédio da Mauá é o primeiro a ser decretado como de interesse social. *Centro ocupado*. Récupéré de <http://centroocupado.com/2013/11/10/predio-da-maua-e-o-primeiro-a-ser-decretado-como-de-interesse-social/>
- Agence nationale de la recherche. (2006). Politiques urbaines, territoires et exclusion sociale: une comparaison Inde-Brésil. *Programme blanc*. Récupéré de <http://www.agence-nationale-recherche.fr/?Projet=ANR-06-BLAN-0121>
- Aguiar, Vilma. (2000). A marcha nacional dos sem-terra e o MST. *Revista de sociologia e política*. Novembre, no. 15, 137-139.
- Almeida, Guilherme. (2013, 21 juillet). Cultura ocupa anima Margarida Maria Alves. *Centro ocupado*. Récupéré de <http://centroocupado.com/2013/07/21/cultura-ocupa-anima-margarida-maria-alves/>
- ANDES. *Sindicato nacional dos docentes das instituições de ensino superior*. Récupéré de <http://www.andes.org.br/andes/portal.andes>
- Antoine, Charles. (1971). L'Église et le pouvoir au Brésil. Naissance du militarisme. Desclée de Brouwer.
- APOIO. *Quem somos*. Récupéré de http://www.apoio-sp.org.br/distortion_effect.html
- Avritzer, Leonardo. (2002). *Democracy and the Public Space*. Princeton: Princeton University Press.
- Avritzer, Leonardo et Zander Navarro. (2003). *A inovação democrática no Brasil*, Cortez Editora.
- Avritzer Leonardo. (2007). *A participação social no Nordeste*. Belo Horizonte: UFMG.

- Barbosa, Fau. (2014, 29 septembre). A Granja Viana e a ocupação de terreno pelo MTST. *Portal Viva Cotia*. Récupéré de http://www.portalviva.com.br/index.php?option=com_content&view=article&id=11067:o-assunto-na-granja-a-ocupacao-de-terreno-pelo-mtst-&catid=87:de-olho-no-meu-bairro&Itemid=243
- Benevides, Carolina. (2014, 8 mars). Segundo estudo, todos os municípios brasileiros têm déficit habitacional. Récupéré de <http://oglobo.globo.com/brasil/segundo-estudo-todos-os-municipios-brasileiros-tem-deficit-habitacional-11827890>
- Bernard, Marie-Julie et Michel Carraud (dir.), (2005). *Justice et démocratie en Amérique latine*. Coll. du « CERDAP (Centre d'études et de recherche sur le droit et l'administration publique) », Grenoble: Presses Universitaires de Grenoble.
- Bloch, Janaina Aliano. (2007). *O direito à moradia. Um estudo dos movimentos de luta pela moradia no centro de São Paulo*. (Mémoire de maîtrise). Universidade de São Paulo.
- Boulos, Guilherme. (2012). *Por que ocupamos?: Uma introdução à luta dos sem-teto*. São Paulo: Scortecci.
- Boulos, Guilherme, Josué Rocha et Maria das Dores. (2014, 11 mai). O que quer o MTST? *Folha de São Paulo*. Récupéré de <http://www1.folha.uol.com.br/fsp/opiniao/165317-o-que-quer-o-mtst.shtml>
- Brighenti, Agenor et La rédaction, (2010). L'altermondialisation et la théologie au Brésil. *Théologiques*. Vol. 18, no. 1, 65-92.
- Bringel, Breno et Geoffrey Pleyers. (2015, mai). Les mobilisations de 2013 au Brésil : vers une reconfiguration de la contestation. *Brésil(s)*. Vol. 7. 7-18. Récupéré de <http://bresils.revues.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca:2048/1417>
- Burdick, John. (2004). *Legacies of Liberation. The Progressive Catholic Church in Brazil at the Start of a New Millennium*. Hampshire : Ashgate.
- Carle-Marsan, Marianne. (2013). *Luttes de brésiliennes pour le droit à la ville: l'expérience des femmes de l'occupation Manoel Congo à Rio de Janeiro au Brésil*. (Mémoire de maîtrise). Université du Québec à Montréal. Récupéré d'Archipel, l'archive de publications électroniques de l'UQAM <http://www.archipel.uqam.ca/5592/>
- Cefaï, Daniel. (2007). *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*. Coll. Mauss, Paris: La découverte.

- CEPED. Saglio-Yatzimirsky, Marie-Caroline. (2004). *Dynamiques périurbaines : population, habitat et environnement dans les périphéries des grandes métropoles. La croissance péri-urbaine de São Paulo : favelisation et dégradation environnementale*. Récupéré de http://www.ceped.org/cdrom/dynamiques_periurbaines/html/saopaulo.htm#_ftn8
- Centro Gaspar Garcia de Direitos Humanos. *Manifesto de repúdio à violência do Estado contra o direito de luta dos movimentos sociais*. Récupéré de <http://www.gaspargarcia.org.br/noticia/manifesto-repudio-violencia-estado-contra-direito-movimentos-sociais>
- Chazan, Naomi. (1994). The state in society: an approach to struggles for domination. Dans Joel S. Migdal, Atul Kohli et Vivienne Shue : *State power and social forces: Domination and transformation in the Third World*. Cambridge : Cambridge University Press, 255-289.
- Coutinho, Joana Aparecida. (2011). *ONGs e políticas neoliberais no Brasil*, Florianópolis: UFSC.
- D'Ottaviano, Camila. (2014). Política habitacional no Brasil e Programa de Locação Social paulistano. *Cadreno CRH*. Vol. 27, no. 71, juin-août. Récupéré de <http://dx.doi.org/10.1590/S0103-49792014000200003>
- Da Glória Marcondes Gohn, Maria. (1991). *Movimentos sociais e lutas pela moradia*. Edições Loyola.
- Da Silva, Olindina Maria. (2004) As transformações do estado e da sociedade civil: Novas demandas para o serviço social. TCC. Florianópolis. Université Fédérale de Santa Catarina.
- Dabène, Olivier. (2006). *Exclusion et politique à São Paulo. Les outsiders de la démocratie au Brésil*. Coll. de « l'Institut de Science Politique Comparative de l'IEP Aix-en-Provence », Paris: Karthala.
- Dagnino, Evelina et Tatagiba Luciana. (2010). Mouvements sociaux et participation institutionnelle : répertoires d'action collective et dynamiques culturelles dans la difficile construction de la démocratie brésilienne. *Revue internationale de politique comparée*, 2010/2 Vol. 17, 167-185.
- Domenach, Jean-Marie et René Pucheu. (1971). Réinventer l'église ? *Esprit*, novembre.

- Dos Santos, Larissa Meneses. (2012). Movimentos sociais e participação política na cidade de São Paulo: o papel das lideranças e a formação política no movimento de moradia. Dans *O papel intelectual dos líderes: o caso do Movimento de Moradia da Região Sudeste de São Paulo*. (Mémoire de maîtrise). Universidade Estadual de Campinas.
- Dubet, François. (2007). *Colloque Déclin de l'institution ou nouveaux cadres moraux ? Sens critique, sens de la justice parmi les jeunes*. Actes du colloque, Bordeaux, France, CADIS, Université de Bordeaux 2. Récupéré de http://ep.ens-lyon.fr/EP/colloques/colloque_declin_institution/notion_institution/.
- Église catholique en France. Glossaire. *Vatican II*. Récupéré le 22 octobre 2014 de <http://www.eglise.catholique.fr/glossaire/vatican-ii/>
- Enders, Armelle. (2008). *Nouvelle histoire du Brésil*. Éditions Chandeigne.
- Fernandes, Vivian. (2013, 24 juillet). Em São Paulo, prédio ocupado por 237 famílias será destinado à moradia popular. *Brasil de Fato*. Récupéré de <http://www.brasildefato.com.br/node/14445>
- Ferraz, Adriana et Laura Maia de Castro. (2014, 8 janvier). Com Haddad, bolsa-aluguel cresce 15%. *Estadão - São Paulo*. Récupéré de <http://sao-paulo.estadao.com.br/noticias/geral,com-haddad-bolsa-aluguel-cresce-15-imp-,1116031>
- Fisher, Julie. (1998). *Nongovernments: NGOs and the political development of the Third World*, Connecticut : Kumarian Press.
- FLM. *Frente de luta por moradia*. (2014). Récupéré de <http://portalflm.com.br>
- FLM. (2015, 3 février). *Projeto Habitacional "Paiolzinho" caminhando a passos largos*. Récupéré de <http://www.portalflm.com.br/tag/flm>
- FNRU. *Quem somos*. Récupéré le 12 novembre 2014 de <http://www.forumreformaurbana.org.br/quem-somos>
- Fundação João Pinheiro (FJP). (2007). *Déficit habitacional no Brasil*. Récupéré le 6 mai 2015 de <http://www.fjp.mg.gov.br/index.php/produtos-e-servicos1/2742-deficit-habitacional-no-brasil-3>
- Fundação João Pinheiro (FJP). (2010). *Déficit habitacional municipal no Brasil*. Récupéré le 6 mai 2015 de <http://www.fjp.mg.gov.br/index.php/docman/cei/deficit-habitacional/216-deficit-habitacional-municipal-no-brasil-2010/file>

- Freidenberg, Flavia et Steven Levitsky. (2006). Informal Institutions and Party Organization in Latin America. Dans Gretchen Helmke et Steven Levitsky : *Informal Institutions and Democracy: Lessons from Latin America*. Baltimore: The Johns Hopkins University Press, 178-197.
- Freitag, Michel. (2009). Grandeur de l'Institution. *Revue du MAUSS* 1 (n° 33), 327-342.
- G1 São Paulo. (2014, 18 septembre). Protesto bloqueia Avenida Giovanni Gronchi no Morumbi, em SP. *Globo de São Paulo*. Récupéré de <http://g1.globo.com/sao-paulo/noticia/2014/09/protesto-bloqueia-avenida-giovanni-gronchi-no-morumbi-em-sp.html>
- Goirand, Camille. (2001). *La politique des favelas*. Coll. Recherches internationales. Éditions Karthala.
- Gomes, Bruno, (2005). Les évangéliques au Brésil : stratégies territoriales et participation politique. *Hérodote*, 4, no 119, 49-74. <http://dx.doi.org/10.3917/her.119.0049>
- Gomes Da Silva, Edvania. (2009). Doctrice et pratique dans deux mouvements de l'Église catholique au Brésil, *Langage et société*, 4, no. 130, 61-81. <http://dx.doi.org/10.3917/ls.130.0061>
- Gomes de Souza, Luis Alberto et Henryane de Chaponay. (1990). Église et société au Brésil : le rôle des communautés ecclésiales de base et des pastorales populaires. *Tiers-Monde*. Tome 31, no. 123, 585-600. <http://dx.doi.org/10.3406/tiers.1990.3938>
- Goulart, Débora Cristina. (2011). Do barracão à nacionalização: o Movimento dos Trabalhadores Sem-Teto – MTST como proposta de poder popular e resistência ao neoliberalismo. Dans Andrés Ruggeri (dir.). *Simpósio Trabalhadores e a Produção Social*. Actes du symposium organisé par le Centro de Memória Operária e Popular (CEMOP), à Sumaré, São Paulo, du 19 au 21 août 2011. Sumaré: Centro de Memória Operária e Popular).
- Governo do Estado de São Paulo. Secretaria da Fazenda. Produtos e Serviços. *ICMS*. Récupéré le 5 novembre 2014 de http://www.fazenda.sp.gov.br/oquee/oq_icms.shtm
- Governo do Estado de São Paulo. Secretaria da Habitação. Programas habitacionais. Récupéré le 12 janvier 2015 de http://www.habitacao.sp.gov.br/secretariahabitacao/graprohab/cidade_legal.aspx

- Guay, Louis, Pierre Hamel, Dominique Masson en Jean-Guy Vaillancourt, dir. (2005). *Mouvements sociaux et changements institutionnels: l'action collective à l'ère de la mondialisation*, Coll. « Géographie contemporaine». Éditions PUQ.
- Hall, Peter A. et Rosemary C. R. Taylor. (1997). La science politique et les trois néo-institutionnalismes. *Revue française de science politique*, 47e année, no. 3-4, 469-496.
- Haller, Anne et François Houtart. (2010). *Jean-Paul II et l'Amérique latine : la politique religieuse du Saint-Siège. Mise au pas, restauration, dynamiques*. Coll. « Inter-national », Série Sciences-Po-Strasbourg. Paris: L'Harmattan.
- Heller, Patrick. (2007). Inequality and Local Democratic Government : Memo for the Workshop on Inequalities in the Developing World. *Princeton Institute of for International and Regional Studies*, September 19.
- Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística. (2010). *IBGE*. [Base de données]. Récupéré de <http://www.ibge.gov.br/home/>
- Italiani, Rafael. (2014). Frente do Luta por Moradia tem apoio do PT e quer subsídio de contas. *Estadão - São Paulo*. Récupéré de <http://sao-paulo.estadao.com.br/noticias/geral,frente-de-luta-por-moradia-tem-apoio-do-pt-e-quer-subsidio-de-contas,1561261>
- Lesbaupin, Yvo. (1997). Communautés de base et politique au Brésil, *Archives de sciences sociales des religions*, 42e année, no. 97 (Jan-Mar), 33-45.
- Levine, Daniel H. et Scott Mainwaring. (1989). Religion and Popular Protest in Latin America: Contrasting Experiences. Dans Susan Eckstein : *Power and Popular Protest: Latin American Social Movements*. Berkeley: University of California Press, 203-240.
- Levy, Charmain. (2008, septembre). Les communautés ecclésiales de base (CEB) en Amérique latine et le développement: l'expérience brésilienne. *Initiatives des communautés, politiques publiques et État social au Sud et au Nord : les défis de la prochaine décennie*. Conférence internationale organisée conjointement par l'ARUC-ISDC, la CRDC, le GESQ et l'AQOCI à l'Université du Québec en Outaouais (UQO), à l'UQO, le 24 et 25 septembre 2008. Récupéré de <http://www4.uqo.ca/ries2001/General/QdNmars2009/levy.pdf>
- Levy, Charmain. (2009). Influência e contribuição: a igreja católica progressista brasileira e o fórum social mundial. *Religião & Sociedade*. Vol. 29, no. 2 Rio de Janeiro, 177-197. <http://dx.doi.org/10.1590/S0100-85872009000200009>

- Levy, Charmain. (2013). Social Movements and Political Parties in Brazil: Expanding Democracy, the “Struggle for the Possible” and the Reproduction of Power Structures. *Globalizations*, 9:6, 783-798. Récupéré de <http://dx.doi.org/10.1080/14747731.2012.739340>
- March, James G. et Johan P. Olsen. (1984). The New Institutionalism: Organizational Factors in Political Life. *The American Political Science Review*, vol 78, no. 3 (septembre), 734-749.
- Manoel Del Rio. (2012). Récupéré de <http://www.manoeldelrio.com.br/index.htm>
- Maricato, Erminia. (2011). Metrôpoles desgovernadas. *Estudos Avançados*, vol. 25, no. 71, 7-22.
- Marin, Richard. (2010). Les églises et le pouvoir dans le Brésil des militaires (1964-1985). *Vingtième siècle. Revue d'histoire*. 1, no. 105m 127-144. <http://dx.doi.org/10.3917/ving.105.0127>
- MCMV. *Minha Casa Minha Vida*. Récupéré de <http://www.minhacasaminhavidainscricao.com/>
- Migdal, Joel S. (1994). The state in society: an approach to struggles for domination. Dans Joel S. Migdal, Atul Kohli et Vivienne Shue : *State power and social forces: Domination and transformation in the Third World*. Cambridge University Press, 7-34.
- Milani, Carlos R. S. (2007). Participação social e ação pública local na Bahia. Dans Leonardo Avritzer : *A participação social no Nordeste*. Belo Horizonte: UFMG, 215-235.
- Moreira Alves, Marcio. (1979). *A igreja e a política no Brasil*. São Paulo: Brasiliense.
- MTST. (2010, 21 novembre). Quem somos. Récupéré de <http://www.mtst.org/index.php/o-mtst/quem-somos>
- MTST. (2013, 25 septembre). Cartilha de princípios: organização e linhas políticas. Récupéré de <http://www.mtst.org/index.php/o-mtst/cartilha-de-principios>
- MTST. (2014, 25 février). Manifesto de movimentos e sindicatos contra a ofensiva de criminalização das lutas. Récupéré de <https://www.facebook.com/mtstbrasil/posts/694071043964563>

- MTST. (2014, 6 septembre). MTST realiza ocupação no Jardim Colombo. Récupéré de <http://www.mtst.org/index.php/noticias-do-site/1235-mtst-realiza-ocupacao-no-jardim-colombo>
- MTST. (2014, 27 septembre). A luta não pára! MTST faz mais uma ocupação em Carapicuíba (Grande SP)! Récupéré de <http://mtst.org/index.php/noticias-do-site/1236-a-luta-nao-para-mtst-faz-mais-uma-ocupacao-em-carapicuiiba-grande-sp>
- MUHAB. Movimentos Unidos pela Habitação. (2014, 23 mars). *Chapa 505 a todo vapor!!! Reunião do Fórum dos Mutirões*. Récupéré de <https://muhabsp.wordpress.com/2014/03/25/469/>
- Negreiros, Iara, Patricia Aulicino et Alex Abiko. (2008, octobre). Sustentabilidade ambiental na regularização de loteamentos: o caso do programa lote legal em São Paulo. Dans *Geração de valor no ambiente construído: inovação e sustentabilidade*. Actes du colloque organisé par Encontro Nacional de Tecnologia do Ambiente Construído (ENTAC), à Fortaleza, du 7 au 10 octobre 2008. Fortaleza : ENTAC. Récupéré de <http://www.pcc.usp.br/files/files/alex/Entac2008FortalezaIaraPatriciaAbiko.pdf>
- Nogueira, Marco Aurélio. (2004). *Um estado para sociedade civil: temas éticos e políticos da gestão democrática*. São Paulo : Cortez.
- OCDE. Vagner Freitas de Moraes et João Antonio Felício. (2013). *La croissance ne suffit pas*. Récupéré de <http://www.oecd.org/fr/bresil/la-croissance-nest-pas-suffisante.htm>
- O'Donnell, Guillermo. (2006). On Informal Institutions, Once Again. Dans Gretchen Helmke et Steven Levitsky : *Informal Institutions and Democracy: Lessons from Latin America*. Baltimore: The Johns Hopkins University Press, 285-289.
- Oliveira, Nathalia Cristina. (2010). *Os movimentos dos sem-teto da Grande São Paulo (1995-2009)*. (Mémoire de maîtrise). Universidade Estadual de Campinas.
- Olsen, Mancur. (2011). *Logique de l'action collective*. Coll. UB lire fondamentaux, Bruxelles: Université de Bruxelles.
- OXFAM. (2014). *Document d'information d'OXFAM. En finir avec les inégalités extrêmes. Confiscation politique et inégalités économiques*. Récupéré de <http://www.ipu.org/splz-f/unga14/oxfam.pdf>

- Passarinho, Paulo. (2012, 16 février). Brésil. Le Parti des travailleurs (PT), 35 ans après... *À l'encontre, La Brèche*. Récupéré de <http://alencontre.org/ameriques/amelat/bresil/bresil-le-parti-des-travailleurs-pt-35-ans-apres.html>
- Pastoral Fé e Política. (2011, 9 novembre). *Movimento de Moradia*. Récupéré de <http://www.pastoralfp.com/cms15/lateral-caci-amaral/101-caci-amaral-movimento-moradia.html>
- Pires Roberto et Maria Carolina Tomas. (2007). Instituições participativas e gestão municipal no Nordeste: Uma análise dos efeitos da participação sobre as práticas de governo. Dans Leonardo Avritzer : *A participação social no Nordeste*. Belo Horizonte: UFMG, 163-189.
- Polet, François et Laurent Delcourt. (2004, septembre). Les mouvements sociaux et le gouvernement Lula: nouvelles opportunités d'expression mais report des satisfactions. *Centre tricontinental (CETRI)*. Récupéré de <http://www.cetri.be/Les-mouvements-sociaux-et-le>
- Prefeitura de São Paulo. Gestão urbana de SP. *Zonas Especiais de Interesse Social*. Récupéré de <http://gestaourbana.prefeitura.sp.gov.br/novo-pde-zeis/>
- Prefeitura de São Paulo. (2003, janvier). Instructions normatives SEHAB. *Define os procedimentos operacionais para o Programa de Locação Social do Fundo Municipal de Habitação - FMH*. [Document PDF]. Récupéré de http://www.prefeitura.sp.gov.br/cidade/secretarias/upload/INSTRUCAONORMATIVA01-2003_1252606176.pdf
- Prefeitura de São Paulo. (2004, 19 février). Instructions normatives SEHAB-G no.1. *Define os procedimentos para a operacionalização do programa Bolsa Aluguel Municipal, nos termos da Resolução CMH nº 04, de 30 de janeiro de 2004*. [Document PDF]. Récupéré de http://www.prefeitura.sp.gov.br/cidade/secretarias/upload/INSTRUCAONORMATIVASEHAB01-2004_1252606242.pdf
- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). (2009). *Rapport sur le développement humain*. Récupéré de http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2009_fr_complete.pdf
- Rédaction du Rede Brasil Atual. (2015, 8 septembre). Que país é esse que mata gente, que a mídia mente e nos consome?. Rede Brasil Atual. Récupéré de <http://www.une.org.br/noticias/que-pais-e-esse-que-mata-gente-que-a-midia-mente-e-nos-consome/>

- Rédaction du SPresso. (2014, 27 septembre). MTST faz nova ocupação, agora em Carapicuíba. *SPresso São Paulo*. Récupéré de <http://spressosp.com.br/2014/09/27/mtst-faz-nova-ocupacao-em-carapicuiiba/>
- Revelli, Philippe. (2007). Les sans-toit campent aux portes de São Paulo. *Le monde diplomatique*. Octobre, 18-19. Récupéré de <http://www.monde-diplomatique.fr/2007/10/REVELLI/15206>
- Revista Vírus Planetário. (2012, 29 septembre). Ação coordenada da Frente de Luta pela Moradia ocupa 11 prédios abandonados em São Paulo. *Revista Vírus Planetário*. Récupéré de <http://www.virusplanetario.net/acao-coordenada-da-frente-de-luta-pela-moradia-ocupa-11-predios-abandonados-em-sao-paulo/>
- Rodrigues, Maurilio Alves. (2006). *Les Communautés ecclésiales de base au Brésil. Genèse, structure et fonctions*. Coll. « Religion et sciences humaines ». Paris : L'Harmattan.
- Rolland, Denis et Joëlle Chassin (coord.). (2004). *Pour comprendre le Brésil de Lula*. Coll. « Horizons Amériques latines ». Paris : L'Harmattan.
- Rouquié, Alain. (2006). *Le Brésil au XXI^e siècle*. s. l. : Fayard.
- Salvador Juan. (2006, 22 octobre). Le combat de l'Organisation et de l'Institution, *Sociologies* Récupéré de <http://sociologies.revues.org/582>
- Samuels, David. (2006). Informal Institutions and Party Organization in Latin America. Dans Gretchen Helmke et Steven Levitsky : *Informal Institutions and Democracy: Lessons from Latin America*. Baltimore: The Johns Hopkins University Press, 87-105.
- Scherer-Warren, Ilse. (2011). Para uma abordagem pós-colonial e emancipatória dos movimentos sociais. Dans Scherer-Warren, Ilse et Lígia Helena Hahn Lüchmann : *Movimentos sociais e participação: abordagens e experiências no Brasil e na América Latina*. Florianópolis: UFSC, 17-35.
- Scherer-Warren, Ilse. (2006). Das mobilizações às redes de movimentos sociais. *Sociedade e estado*. Vol. 21, no. 1 (jan-avr), 109-130.
- Scherer-Warren, Ilse. (2009). Redes para a (re)territorialização de espaços de conflito: os casos do MST e MTST no Brasil. *Interface: a journal for and about social movements*. Vol. 1 (1) (January), 105-124.
- Skocpol, Theda. (1985). *États et révolutions sociales: la révolution en France, en Russie et en Chine*. Coll. « L'espace du politique », Paris: Fayard.

- Stolz, Sheila, Tiago Menna Franckini et Gabriela de Moraes Kyrillos. (2011). Participação e representações alternativas nas democracias contemporâneas: dois fenômenos, uma abordagem. Dans Scherer-Warren, Ilse et Lígia Helena Hahn Lüchmann : *Movimentos sociais e participação: abordagens e experiências no Brasil e na América Latina*. Florianópolis: UFSC, 171-200.
- Tatagiba, Luciana et Karin Blikstad. (2011). O movimento de moradia vai às urnas: mobilização em torno da eleição para o conselho municipal de habitação de São Paulo. Dans Scherer-Warren, Ilse et Lígia Helena Hahn Lüchmann : *Movimentos sociais e participação: abordagens e experiências no Brasil e na América Latina*. Florianópolis: UFSC, 141-169.
- Teodósio, Armindo Dos Santos de Sousa. (2008). Parcerias tri-setoriais na esfera pública: perspectivas, impasses e armadilhas para a modernização da gestão social no Brasil. Thèse de doctorat, São Paulo, Escola de Administração de Empresas.
- Tournay, Virginie. (2011). *Sociologie des institutions*, P.U.F. « Que sais-je ? », 3-8.
- UMM. *União dos movimentos de moradia de São Paulo*. (2007, 31 mai). Récupéré de http://www.sp.unmp.org.br/index.php?option=com_content&view=article&id=391&Itemid=31
- Van Eeuwen, Daniel. (2006). *Le nouveau Brésil de Lula : dynamique des paradoxes*. Editions de l'Aube.
- Weber, Max. (1971). *Économie et société*, Coll. Recherches en sciences humaines 27, Paris: Pion.